



**Chaire de Recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie**
<http://www.chaire-mcd.ca/>

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CHAIRE MCD

—
Numéro 2004 - 10

Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur. Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.

**Chaire de Recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie**

Université du Québec à Montréal
CP 8888, succursale Centre-Ville
Montréal, Québec
CANADA H3C 3P8

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

CONTESTATION SOCIALE ET EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ :
LE CAS DU «MOUVEMENT PIQUETERO» EN ARGENTINE.

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
ELENA BESSA

DÉCEMBRE 2003

MES REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire fut un long cheminement où plusieurs personnes me sont venues en aide. D'abord, j'aimerais remercier le support rigoureux de mon directeur Victor Armony. Je tiens à exprimer ma gratitude envers Raphaël Canet pour ses commentaires et ses conseils judicieux et aussi envers tous mes collègues du GRADIP et de la Chaire MCD pour ses encouragements continuels.

Mes remerciements s'adressent également aux membres de ma famille et aux amis qui m'ont encouragé à effectuer un retour aux études après une interruption assez longue. Un grand merci à l'appui inconditionnel de ma sœur Claudia et de mon ami Pierre. Une mention toute spéciale à ma fille Nashla qui m'a accompagné lors des deux derniers voyages en Argentine et qui, à travers sa curiosité enfantine, contribue à alimenter ma réflexion jour après jour.

Finalement, je dédie ce travail à la mémoire de Mimi Romero, pour son grand courage, pour sa militance sans relâche contre toutes les formes d'injustice et pour m'avoir transmis sa joie de vivre.

DÉDICACE

Je salue le courage des personnes qui ont tant lutté pendant cette période de grande crise en vue de maintenir l'espoir. Je remercie tout particulièrement celles qui m'ont accompagné ou accordé des entrevues. Je leur dis que je garde en mémoire leur détermination exprimée à travers cette pensée tant mémorable :

**«LOS PIQUETES CIERRAN LAS RUTAS,
PERO ABREN CAMINOS»**

Graffiti sur un mur du barrio Oroño, Rosario

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DE FIGURES.....	vi
LISTE DE TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CADRE SOCIO HISTORIQUE	
1.1 CONTEXTE SOCIO-HISTORIQUE.....	10
1.1.1 LE RÉGIME MILITAIRE (1976-1983).....	12
1.1.2 LE GOUVERNEMENT DE RAUL ALFONSIN (1983-1989).....	15
1.1.3 LE GOUVERNEMENT DE CARLOS MENEM (1989-1999).....	18
1.2 LA RÉFORME DE L'ÉTAT.....	25
1.2.1 RÉFORMES ÉCONOMIQUES.....	25
1.2.2 LES RÉFORMES ADMINISTRATIVES.....	32
CHAPITRE II	
QUELQUES CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES	
2.1 GENÈSE DE LA CONTESTATION SOCIALE EN ARGENTINE.....	42
2.2 LA TRANSFORMATION DE LA CONDITION SALARIALE.....	45
2.3 DÉSOBÉISSANCE CIVILE : LE CAS DE LA	
« PUEBLADA DE SANTIAGO ».....	48
2.4 <i>EL PIQUETE</i> : UNE NOUVELLE MODALITÉ DE CONTESTATION.....	50
2.5 LA FORMATION DU MOUVEMENT PIQUETERO.....	52
2.6 DES VISIONS DIFFÉRENCIÉES DU	
« MOUVEMENT PIQUETERO ».....	57
2.6.1 UNE PERSPECTIVE AXÉE SUR LA CITOYENNETÉ.....	60
2.6.2 LA PERSPECTIVE DES NOUVEAUX	
MOUVEMENTS SOCIAUX (NMS).....	63

CHAPITRE III

REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES

3.1 LE CHOIX DE LA THÉORISATION ANCRÉE.....	67
3.2 LES STRATÉGIES DE CUEILLETTE DE DONNÉES.....	68
3.2.1 LE CORPUS DOCUMENTAIRE.....	69
3.2.2 LA COLLECTE DES DONNÉES EMPIRIQUES.....	71
3.3 QUELQUES DÉFIS DE LA RECHERCHE.....	71
3.4 L'ANALYSE DES DONNÉES DOCUMENTAIRES.....	73
3.5 L'ANALYSE DES ENTREVUES.....	75

CHAPITRE IV

ANALYSE DES DONNÉES

4.1 ANALYSE DES DISCOURS ORGANISATIONNELS.....	80
4.1.1 LE SECTEUR SYNDICAL « CTA » ET « CCC ».....	80
4.1.2 LE SECTEUR « BLOQUE PIQUETERO ».....	84
4.1.3 « LA COORDINADORA ANIBAL VERON ».....	88
4.2 LE DISCOURS DE « PIQUETEROS » DE LA VILLE DE ROSARIO....	94
CONCLUSION.....	114
BIBLIOGRAPHIE.....	121

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
4.1 Évolution du taux de chômage 1990-2002	114
4.2 Évolution blocages des routes (1997-2001)	114
4.3 Évolution blocages des routes par mois (1997-2001)	115

LISTE DES TABLEAUX

Figure	Page
4.1 Structure de la base de données (total de mots: 25, 271)	98
4.2 Profil des interviewés.....	98
4.3 Fréquence des mots clés (Julio, Roberto, Nora).....	100
4.4 Thèmes principaux (Julio, Roberto, Nora).....	101
4.5 Mots clés (Teresa, Ana María).....	105
4.6 Mots clés (Raúl, Néstor, Carlos)	107

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BM	Banque mondiale
CAV	Coordinadora Anibal Veron
CCC	Corriente Clasista y Combativa
CGT	Centrale Générale du Travail
CONET	Conseil National d'Éducation Technique
CTA	Central de Trabajadores Argentinos
CTD	Coordinadora Anibal Veron
CTERA	Confédération des travailleurs de l'Éducation de la République d'Argentine
CUBA	Coordinadora Unidad Barrial
FMI	Fonds Monétaire International
FTC	Frente de trabajadores combativos
FTV	Federación por la Tierra, la Vivienda y el Hábitat
FUTRADE	Frente Unico de Trabajadores Desocupados
INDEC	Instituto National de Estadisticas y Censos
MIJD	Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados
MTD	Movimientos de Trabajadores Desocupados
MTL	Movimiento Territorial de Liberación
MTR	Movimiento Teresa Rodriguez
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
PCR	<i>Parti Communiste Révolutionnaire</i>
PO	Polo Obrero
UBA	Universidad Nacional de Buenos Aires
YPF	Yacimientos Petroliferos Fiscales

RÉSUMÉ

Cette recherche porte sur l'étude des dynamiques du *Mouvement Piquetero* qui a émergé en Argentine dans le contexte de la crise sociale, économique et politique des années 1990. Nous visons à saisir le processus d'émergence sur la scène publique argentine de nouvelles catégories d'acteurs posant des actions radicales telles que les blocages de route ou «piquetes» afin de contester d'une part, l'exclusion sociale et, d'autre part, la concentration de la richesse et du revenu aux mains d'une minorité. À travers la pratique systématique de formes de lutte non-conventionnelles les acteurs exclus du système politique et économique cherchent à porter leurs revendications dans la sphère des débats publics et à forcer l'État à y répondre. En ce sens, nous considérons le phénomène «piquetero» comme un analyseur donnant accès aux problèmes menant à la crise de légitimité de l'État argentin qui éclate en décembre 2001.

Nous abordons l'étude du phénomène «piquetero» comme la réponse des citoyens argentins vis-à-vis les transformations structurelles qui marquent le passage de la forme d'État populiste à la forme d'État néo-libéral. Nous présentons d'abord le contexte socio-historique (1976-2001) dans lequel se situent les mesures politiques et économiques adoptées dans le cadre de la réforme de l'État. Ensuite, nous abordons le processus de mobilisation sociale contre la perte des droits et des bénéfices de la citoyenneté, forme de mobilisation ayant son apogée à la fin des années 1990. Nous étudions le thème de l'émergence du *Mouvement Piquetero* à l'intérieur d'un cadre théorique qui rend compte des particularités des Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS). Finalement, notre analyse s'appuie sur une démarche méthodologique de type qualitatif et inductif permettant d'accéder, d'une part, aux représentations et aux idéologies véhiculées par les différentes organisations qui composent le *Mouvement Piquetero*, d'autre part, aux expériences subjectives des individus en situation d'exclusion sociale, «los piqueteros». L'analyse des données empiriques révèlent non seulement le caractère hétérogène des organisations constitutives du Mouvement Piquetero, mais aussi de cerner les enjeux, les priorités et les finalités des actions contestataires. Cette analyse nous montre encore comment le mouvement se construit autour de la satisfaction des besoins existentiels et quotidiens provoqués par la perte du statut de travailleur et par l'affaiblissement de la société salariale argentine. Il faut alors conclure que le *Mouvement Piquetero* ne dispose pas encore de la capacité de rassembler différents secteurs de la société argentine autour d'un projet collectif alternatif.

Mots clés : Argentine, mouvement piquetero, contestation sociale, citoyenneté, discours, nouveaux mouvements sociaux, conflits sociaux.

INTRODUCTION

Ce mémoire de maîtrise a pour objet l'étude du *Mouvement Piquetero* argentin et la compréhension des enjeux qui sous-tendent les nouvelles formes d'action contestataire. Ce mouvement qui a atteint son paroxysme au moment de la crise sociale, politique et économique de décembre 2001 n'a pas seulement bouleversé l'ordre existant, il a aussi consacré l'émergence de nouveaux acteurs collectifs faisant une multiplicité de demandes tout en exigeant la satisfaction des besoins existentiels des groupes de citoyens les plus vulnérables. En fait, ces nouvelles formes de contestation se distinguent des formes typiques de conflit auxquels la société argentine se confronte d'habitude.

Le *Mouvement Piquetero* est, dans le cadre de ce mémoire, abordé comme un analyseur donnant accès aux grands enjeux auxquels fait face actuellement la société argentine. Les actions connues sous le nom de «piquetes» ou blocages de routes sont souvent conceptualisées comme des formes nouvelles d'expression de la mobilisation citoyenne vis-à-vis d'un processus de désindustrialisation caractérisé par la fermeture massive des industries à partir du milieu des années 1990, alors que les acteurs impliqués sont souvent des individus en situation d'exclusion et de privation matérielle. Ces derniers se sont réunis dans une multiplicité d'organisations de la société civile se consacrant à la lutte contre l'augmentation exponentielle de l'exclusion sociale, du chômage et de la pauvreté. Comme la méthode de «piquetes» vient à symboliser le moyen privilégié de lutte et de pression face à un gouvernement jugé peu responsable, il reste alors à savoir si le *Mouvement Piquetero* peut être considéré comme porteur de changement social, et s'il dispose la capacité de réunir d'autres secteurs de la société civile autour d'un projet de société alternatif.

Ce niveau de questionnement reflète, entre autres, le fait que le *Mouvement Piquetero* s'est construit en dehors des institutions politiques et sociales traditionnelles et regroupe différents types d'organisations mobilisées autour des problèmes de chômage, de pauvreté et contre le désengagement social de l'État. Au niveau politique, il peut être interprété comme une demande d'inclusion et de respect des droits fondamentaux de citoyenneté garantis par la Constitution Nationale. Au niveau social, il marque une recomposition importante des formes de conflits qu'avait connu jusque-là la société argentine, ainsi qu'une délégitimation des mécanismes traditionnels situant la gestion de ces conflits à l'intérieur de la sphère étatique et de la rationalité institutionnelle. Au niveau économique, il oppose un refus global aux politiques néo-libérales faisant du libre marché le principal régulateur de la sphère économique, avec la tendance prononcée de privilégier l'offre au détriment de la consommation. Au niveau identitaire, le *Mouvement Piquetero* peut être perçu comme un espace d'exercice de la pleine citoyenneté et de recréation du lien social de solidarité brisé par l'application des politiques néo-libérales. Globalement, nous percevons le *Mouvement Piquetero* comme une modalité de réponse citoyenne à un contexte de crise généralisée affectant tous les aspects de la société argentine.

Le *Mouvement Piquetero* se développe dans la continuité des luttes populaires ayant jalonné l'histoire de l'Argentine et dans la volonté des travailleurs expulsés du marché de travail de trouver des solutions à leurs problèmes existentiels. La singularité du *Mouvement Piquetero* réside dans sa capacité d'intégrer au processus de protestation la stratégie de « piquet de grève » propre aux syndicats, mais réappropriée et réajustée à leur nouvelle condition d'« exclus », de « sans-emploi » ou de « sous-employé »¹. Les conflits de travail et la lutte pour l'accès à l'emploi ont

¹ Les « Piqueteros » n'ont pas incorporé la stratégie de « piquet de grève » de manière mécanique, elle donne lieu à de nouvelles formes de lutte. Le travailleur fait la « grève » afin d'interrompre le cycle

toujours joué un rôle central dans l'histoire de l'Argentine, notamment en raison d'une tradition syndicale qui date du début du XXe siècle et qui se fortifie à la suite du processus d'industrialisation du pays dans les années 1940 et 1950. La grève a longtemps symbolisé le principal instrument de lutte des syndicats pour la défense des intérêts des travailleurs. Néanmoins, l'approfondissement de la crise économique durant le deuxième mandat présidentiel de Carlos Menem n'a pas seulement contribué à l'affaiblissement des syndicats, mais a aussi entraîné le licenciement massif des travailleurs et la tombée en faillite de nombreuses manufactures un peu partout dans le pays.

C'est durant la deuxième moitié des années 1990 que les effets des politiques néolibérales adoptées par Carlos Menem se font davantage sentir : les changements substantiels sur le terrain politico-économique, le démantèlement de l'État de bien-être populiste comme projet politique à partir de la réforme financière de 1991, la privatisation des compagnies étatiques, la retraite de l'État dans les sphères sociales. Les politiques d'ajustement provoquent la diminution des dépenses dans tous les domaines sociaux : santé, éducation, logement, sécurité sociale. Dans ces conditions, il a émergé, dès 1993 dans la province de Santiago del Estero, une contestation populaire baptisée «La pueblada» portée surtout par des employés de l'État opposés à l'application des nouvelles mesures de déficit zéro. Les actions contestataires varient de l'incendie au vandalisme des biens collectifs et à l'occupation des édifices étatiques. Ceci explique d'ailleurs le fait qu'aux environs de 1990, on constate une

productif, le chômeur utilise le piquet afin d'interrompre la circulation des marchandises ou le fonctionnement normal du marché.

diminution des conflits de travail dans le secteur privé, mais une augmentation exponentielle dans le secteur étatique².

C'est un peu plus tard, dans les années 1996 et 1997 qu'apparaît la modalité des «piquetes» ou blocages des routes. Le cas de la compagnie pétrolière YPF reste en ce sens emblématique du phénomène de déstructuration de l'industrie nationale. En 1992, cette compagnie passe aux mains de la multinationale *Repsol* qui procède dans quelques années à la fermeture de raffineries, puis à des mises à pied massives. Dès lors, des villes autrefois prospères, telles que Cutral-Cô, Plaza Huincol, Tartagal et General Mosconi se transforment en villes fantômes avec des taux de chômage grimant à 30 % et 40%. Aussi les premiers «piquetes» se manifestent-ils en 1996 au Sud du pays dans la province de Neuquen et en 1997 au Nord du pays dans la province de Salta quand les travailleurs congédiés de l'ancienne société pétrolière d'État YPF bloquent la circulation des routes de ces deux provinces. Dorénavant, les images médiatiques montrant des pneus qui brûlent au milieu des autoroutes et des centaines d'hommes, des femmes et d'enfants installés autour d'une soupe populaire sur ces autoroutes, témoignent de l'ampleur du phénomène de paupérisation des secteurs populaires. Ces individus affamés et appauvris qui empêchent la circulation automobile par l'entremise de «piquetes» n'ont vraisemblablement aucun ressemblance avec les ouvriers qui autrefois installaient des piquets de grève pour empêcher l'entrée à la manufacture.

Ces transformations ont modifié le portrait traditionnel de l'Argentine du XX^e siècle et les formes de traitement des demandes sociales. Il se produit un profond

² V.Maceira et R.Spantenberg, «Una aproximación al movimiento de desocupados en el marco de las transformaciones de la clase obrera en Argentina», Osal, Conseil Latino-américain des Sciences Sociales, Buenos Aires, CLACSO, no 2, juin 2001, p. 23-28.

changement dans les compromis à la lumière desquels l'État cherche à assumer sa responsabilité en matière d'assistance et de protection sociale. Lo Vuolo³ maintient que cette nouvelle dynamique d'exclusion n'est pas le résultat des rapports techniques. Elle résulte plutôt de l'imposition d'un système de valeurs contraire aux idéaux de l'État de bien-être. Toujours selon cet auteur, il n'apparaît plus pertinent de parler de crise de l'État de bien-être en Argentine, mais plutôt de l'institution d'un nouveau régime basé sur un idéal d'exclusion sociale. Par ailleurs, les politiques de décentralisation de services sanitaires ont contribué à la dégradation de la qualité de vie d'une grande partie de la population. C'est donc la conception de l'État, en tant que garant des droits et de la cohésion sociale, qui se trouve remise en question. Dans un pays comme l'Argentine avec une large tradition en intervention étatique et avec des identités forgées aux chaleurs de l'assistentialisme, les transformations actuelles son vécues de manière conflictuelle.

L'importance qu'a prise le *Mouvement Piquetero* peut être d'abord associée à une crise de légitimité dont souffrent les syndicats dans le contexte des réformes économiques et politiques des années 1990. Ceux-ci n'ont pas seulement perdu leur capacité de mobilisation mais aussi celle de jouer leur rôle historique de médiation entre l'État et les travailleurs⁴. Cette crise de représentation a amené les secteurs exclus du système économique et politique à s'organiser sur une base beaucoup plus autonome des institutions traditionnelles tout en recourant à des méthodes non-conventionnelles et à des moyens aussi radicaux que les blocages de routes. Le processus de contestation populaire et de mobilisation citoyenne doit ensuite être compris en lien avec les causes structurelles associées au passage de l'État populiste à l'État néo-libérale. Cette deuxième idée nous amène à intégrer dans l'analyse les

³ R. Lo Vuolo, *Contra la exclusion*, CIEPP, Buenos Aires, 1996.

⁴ N. Iñigo Carrera, «Las Huelgas Generales Argentina 1983-2001 : un ejercicio de periodización», *Documentos y comunicaciones : PIMSA*, Buenos Aires, no 5, 2001, p.110.

politiques, les mesures et les réformes que le gouvernement argentin a mis en place au cours des années 1990 dans le cadre de la modernisation de l'État. Ces politiques d'orientation néo-libérale mettent l'accent sur les privatisations des entreprises de l'État, la dérégulation du marché, l'affaiblissement des droits des travailleurs, la rationalisation dans les services publics.

Les coupures dans le secteur de l'éducation, de la santé et des services sociaux ne témoignent pas seulement du désengagement de l'État, mais aussi de l'agrandissement des inégalités sociales et des écarts de revenus entre les riches et les pauvres au cours de la présidence de Carlos Menem.

Nous considérons que ces éléments contextuels offrent de repères importants pour mieux comprendre la portée et les enjeux des formes de luttes et de la radicalisation des modalités d'actions contestataires adoptées par les «piqueteros». Nous tenons finalement à souligner que notre travail de recherche se veut un étude de processus, une tentative de découverte de l'évolution historique du phénomène en question. Les différentes temporalités (perspective d'historicisation) permettront de situer les luttes de «piqueteros» dans la trame de la longue tradition de luttes populaires (mouvement syndical, mouvement étudiant et mères de la Place de Mai) vouées à la défense des droits humains, politiques, sociaux et économiques. Nous réintégrons la compréhension du phénomène «piquetero» au cœur de son historicité, c'est-à-dire au cœur des rapports historiques d'ordre économique, social et politique.

Ceci étant dit, nous divisons notre mémoire en 4 chapitres. Dans le premier chapitre, nous présentons le contexte socio-historique dans lequel prend place le processus de mobilisation citoyenne. Ceci nous permet de saisir la transformation de l'État et de la société argentine qui suit à l'abandon du modèle d'accumulation par substitution d'importations (ISI) d'une part, et à la déstructuration des principes qui sous-tendent la forme d'État populiste, d'autre part. Nous présentons un aperçu des grandes

réformes adoptées par le régime militaire (1976-1983), le gouvernement de Raúl Alfonsín (1983-1989) et de Carlos Menem (1989-1999). Nous accordons un intérêt particulier à l'étude des réformes économiques et politiques mises en place dans les années 1990 dans le cadre de l'instauration de l'État minimal.

Le deuxième chapitre aborde le processus de mobilisation citoyenne contre la perte des droits et des bénéfices de la citoyenneté. Ce chapitre présente un aperçu des approches théoriques sur l'évolution du conflit social en Argentine. Il nous permet de situer le processus de contestation populaire dans le contexte de grandes transformations sociales, économiques et politiques qui marquent le passage de la forme d'État populiste à la forme d'État néo-libéral. L'approche est structurée autour de deux grands axes : a) la perte de pouvoir des syndicats en tant que médiateurs historiques entre l'État et les travailleurs; b) l'irruption sur la scène publique des nouveaux acteurs dépourvus d'affiliation syndicale, «los piqueteros». Nous nous proposons d'analyser le *Mouvement Piquetero* à la lumière d'un cadre théorique portant sur les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS).

Le troisième chapitre est d'ordre méthodologique. Le recours même à la méthodologie de la théorisation ancrée (adaptation française de la *grounded theory*) témoigne de notre décision d'aborder notre objet comme un processus et d'étudier les dynamiques sous-jacentes. La recherche peut être définie comme un acte progressif de conceptualiser le phénomène «piquetero» à travers un processus itératif entre la réflexion et l'action. Ce choix nous amène à adopter une double démarche de recherche documentaire et de cueillette de données de terrain, en vue d'accéder, d'une part, aux représentations et aux idéologies véhiculées par les différentes organisations qui composent le *Mouvement Piquetero*, et, d'autre part, aux expériences subjectives des individus en situation d'exclusion sociale.

Le quatrième chapitre qui porte sur l'analyse des données est divisé en deux grandes parties : La première tente de saisir la capacité du Mouvement de rassembler différents secteurs de la société civile autour d'un projet collectif unificateur. La deuxième partie porte sur l'analyse des entrevues empiriques réalisées avec les membres et les leaders d'une organisation «piquetera» de la ville de Rosario.

Nous nous appliquons, tout au long du mémoire, à conceptualiser le *Mouvement Piquetero* comme la résultante d'une double crise : crise de la représentation politique et crise de la cohésion sociale. Il prend forme à travers les actions contestataires que les individus mènent en vue de lutter contre le processus de désindustrialisation qu'a connu l'Argentine, ainsi que contre la mise en place des politiques de désengagement de l'État. Aussi pensons-nous que la contribution du mémoire sera moins de mettre en évidence les causes structurelles de la crise (ce qui est déjà fait dans différents travaux), mais de présenter les dynamiques, les acteurs et les rapports de force. Nous tentons de montrer comment l'espace « piquetero » a favorisé le passage d'une identité négative causée par la condition d'exclus du marché de travail à une identité positive définie à partir des luttes menées et axées sur la valorisation de la figure du « piquetero », c'est-à-dire de celui qui, à partir de sa condition d'exclusion, invente des nouvelles formes de résistance à l'ordre social établi et recrée un nouveau type de solidarité pour résoudre les problèmes liés à l'existence et à la survie collectives.

CHAPITRE I

CADRE SOCIO-HISTORIQUE

Dans les pages qui suivent, nous aborderons la question de la transformation de la société et de l'État argentins au cours de trois périodes historiques. Il importe de préciser que nous accorderons une attention toute particulière aux réformes sociales, politiques et économiques adoptées sous le gouvernement de Carlos Menem en raison de l'apparition, au milieu des années 1990, d'un mouvement de contestation populaire réfractaire aux incidences de ces politiques. Sur ce point, nous essayerons de démontrer l'existence d'un lien entre l'augmentation du taux de chômage et de pauvreté dans les années 1990 et l'application des politiques néo-libérales. La crise de décembre 2001 nous semble symboliser le refus catégorique de milliers de citoyens argentins envers un modèle de transformations structurelles conduisant à la dégradation, apparemment irréversible, de leurs conditions de vie.

1.1 Contexte socio-historique

Suite au refus de l'opposition de former un gouvernement de coalition et face à la révolte populaire marquée par les mobilisations «cacerolazos⁵» et les émeutes qui se sont soldées par le «pillage» des supermarchés, un peu partout dans le pays, Fernando De la Rúa démissionne de son poste de président le 20 décembre 2001⁶. La rébellion

⁵ Manifestation de citoyens qui sont sortis dans la rue en frappant sur des casseroles vides. Il s'agit de la mobilisation des classes moyennes face à l'imminence de la crise économique.

⁶ Divers facteurs sont à l'origine de la crise de décembre 2001. Notamment les ajustements structurels imposés par le Fonds monétaire international (FMI), la réduction des salaires des travailleurs, la

des Argentins, baptisée «el Argentinazo»⁷, exprime non seulement le rejet d'un modèle économique qui a généré des taux de pauvreté et de chômage extrêmes, mais aussi de la classe politique corrompue et surtout responsable de la grave situation du pays. Le 19 décembre, l'historique Place de Mai à Buenos Aires ainsi que de nombreux lieux publics à l'intérieur du pays furent massivement occupés par des dizaines de milliers de citoyens qui, en défiant l'état de siège instauré par le président De la Rúa, réclamèrent un véritable changement social. Un vide politique, un climat de violence incontrôlable et une terrible répression policière succédèrent à la démission du président De la Rúa⁸. Les images diffusées par les médias du monde entier témoignent de l'ampleur du chaos politique, économique et social dans lequel l'Argentine s'est enfoncée, au cours des jours qui ont suivis le 19 décembre 2001. En réalité, il s'agissait de la plus grave crise qu'a connue l'Argentine depuis sa

diminution des allocations des retraités de l'État, la fermeture des entreprises et des licenciements par milliers. La mesure décrétée par le ministre de l'économie Domingo Cavallo par laquelle le gouvernement retenait les dépôts bancaires des particuliers «le corralito» fut tout aussi fondamentale. Cette crise qui a engendré des centaines de blessés et plus de 30 morts incarne la désagrégation de l'alliance politique entre l'Union Civique Radicale et le Front pour un pays solidaire - FREPASO - qui avait permis au président De la Rúa de prendre le pouvoir.

⁷ Les journées historiques des 19 et 20 décembre 2001 ont la particularité de rassembler différents secteurs de la société argentine, les classes populaires et les secteurs moyens, dans un refus global de la classe politique tenue comme responsable de la crise économique, politique et sociale du pays. Ainsi, la consigne «que se vayan todos» (qu'ils s'en aillent tous), lancée aux politiciens, montre la profondeur de la crise de légitimité et de représentation du système politique en général. «El Argentinazo» renvoie donc à une insurrection hétérogène, spontanée, multiple et sans intention de prendre le pouvoir politique. D'ailleurs beaucoup perçoivent ce mouvement comme une nouvelle forme de lutte sociale ou comme le symbole de l'émergence d'une *contre-offensive* envers le système capitaliste et l'idéologie néo-libérale.

⁸ Le soulèvement massif conduit d'abord à la démission du ministre de l'économie Domingo Cavallo, et ensuite à celle du président De la Rúa. L'ampleur de la crise est si grande qu'elle entraîne la succession au pouvoir de quatre présidents, entre le 20 décembre 2001 et le 1^{er} janvier 2002.

consolidation comme État moderne à la fin du XIXe siècle⁹. De toute évidence, Fernando De la Rúa avait échoué dans sa tentative de mettre un terme à la corruption et de réduire les énormes inégalités sociales. Il ne faut cependant pas le considérer comme le principal responsable de la crise argentine. En effet, un tel verdict occulterait le processus de transformation de l'État et de la société argentine qui s'amorça dans les années 1970 sous la dictature militaire et qui se consolida dans les années 1990 avec l'économie de libre marché instaurée par le gouvernement de Carlos Menem¹⁰.

Selon la sociologue Martha Mancebo, le processus de transformation de l'État et de la société argentine s'inscrit dans le cadre de la crise mondiale du système capitaliste des années 1970 et s'étend sur trois périodes historiques au cours desquelles se consolide définitivement un nouveau modèle d'accumulation¹¹. La première période, de 1976 à 1983, couvre la dictature militaire. Ce régime dictatorial, autoproclamé *Processus de Réorganisation Nationale* instaura, d'une part, le *terrorisme d'État* et, d'autre part, l'ouverture économique vers une société de libre-marché¹². La deuxième période, de 1983 à 1989, correspond à la transition de la dictature militaire vers un État démocratique sous le gouvernement de Raul Alfonsín. Les principales caractéristiques de ce gouvernement furent la défense des droits humains et la tentative de pacifier et de réconcilier les Argentins. Toutefois, la dette extérieure, les

⁹ F. Mallimaci, «Crisis terminal, pobreza y sentidos en la Argentina contemporánea», *Revista Theomai*, hiver 2002, p.2.

¹⁰ Colectivo Situaciones, *Apuntes para el nuevo protagonismo social*, Buenos Aires, De Mano en Mano, 2002. / *La Hipótesis, más allá de los piquetes*, Buenos Aires, De Mano en Mano, 2002.

¹¹ M. Mancebo, «La sociedad argentina de los '90: crisis de socialización», dans *Los noventa. Política, sociedad y cultura en América Latina y Argentina de fin de siglo*, Buenos Aires, Flacso-Eudeba, Universidad de Buenos Aires, 1999, p. 183.

¹² L'affermissement de ce type de société allait de pair avec le démantèlement de l'État de bien-être mis en place dans les années 1940 et 1950.

politiques d'ajustement et l'hyper-inflation contraignirent le président à quitter le pouvoir quelques mois avant la fin de son mandat. La troisième période débute en 1989 avec l'élection à la présidence de Carlos Menem qui, pendant ses dix années d'exercice du pouvoir, procéda à la réforme de l'État et à l'application de politiques d'orientation néo-libérales. Plusieurs analystes interprètent la crise de décembre 2001 comme l'événement marquant la fin de cette période de l'histoire argentine¹³.

1.1.1 Le régime militaire (1976-1983)

Le 24 mars 1976, sous prétexte de mettre un terme aux actions délictueuses de la guérilla et au processus inflationniste annuel de 950%, un coup d'État dirigé par le général Jorge Videla renversa le gouvernement démocratique d'Isabel Peron. Les politiques mises en œuvre, entre 1973 et 1983, par le régime putschiste, entraînèrent de profonds changements touchant les conditions de vie, l'identité, les croyances et les intérêts des différents secteurs de la société argentine¹⁴. Tout d'abord, soulignons que l'abandon du modèle *d'accumulation par substitution d'importations* (ISI)¹⁵ constitua un point d'inflexion dans l'orientation économique du pays. Le gouvernement militaire procéda au remplacement du modèle ISI- axé sur le

¹³ Voir le dossier : «Argentina, un país empantanado», *Le Monde diplomatique*, Édition Cône sud, décembre 2001.

¹⁴ M.Mancebo, *op. cit.*, p.183.

¹⁵ Le concept de modèle d'accumulation concerne l'État en tant que garant de la propriété et contrôleur de l'excédent. Le système d'industrialisation d'Amérique latine, ISI, était à l'époque différent de celui du reste du monde, il était fondé sur des stratégies protectionnistes. L'axe de la croissance économique était dirigé vers l'intérieur, pendant que dans les centres de production industrielle l'expansion était internationale. Par ailleurs, la substitution d'importations s'appuyait sur un «salarial» formel, limité et avec des grands privilèges en matière de sécurité sociale, or dans les pays industrialisés le salarial était de masse. Le choc pétrolier de 1974 détermine en Amérique latine la fin du modèle ISI.

développement industriel et la croissance intérieure- par un nouveau régime d'accumulation basé sur la valorisation du secteur financier et le transfert des capitaux vers l'extérieur du pays. Martínez de Hoz, ministre de l'économie du régime militaire, qualifia son programme économique de «un chemin à deux voies» permettant autant l'augmentation des exportations que des importations. De plus, il affirma que l'implantation d'une économie de marché garantirait la croissance économique et la juste distribution de la richesse¹⁶. Le secteur industriel, séduit par ces tendances novatrices, appuya le programme de Martínez de Hoz sans soupçonner que ce même programme allait saboter l'ensemble de l'industrie nationale¹⁷. Alberto Jordán signale que pendant les années du gouvernement putchiste, l'inversion financière remplaça progressivement l'inversion productive. À cet égard, il rappelle que le montant de la dette publique extérieure est passé de 8 à 43 milliards de \$US entre 1973 et 1983. Jordan ajoute que grâce aux sommes empruntées à l'étranger et placées dans les institutions financières nationales, le régime militaire amassait d'importants dividendes. Dans le même ordre d'idées, l'ouverture à l'importation des biens, de même que l'étatisation de la dette privée des grandes corporations financières constituèrent des stratégies visant, d'abord, à mettre un terme à l'interventionnisme d'État dans l'économie et, ensuite, à rompre avec le «pacte populiste» des années 1940 et 1950¹⁸. On ne peut douter que la ruine d'une grande partie de l'industrie nationale, ainsi que l'affaiblissement du rôle hégémonique du salariat se répercutèrent sur les conditions de vie du peuple argentin : le coût de la vie grimpait annuellement de 200%, le déséquilibre du budget était supérieur à 10% du PBI et, à la fin du régime, en 1983, le taux d'inflation s'élevait à 850%.

¹⁶ A. Jordán, *El Proceso : 1976-1983*, Buenos Aires, Emecé Editores, 1993, p. 205.

¹⁷ *Ibid*, p. 187.

¹⁸ *Ibid*, p.183-205.

Sous le couvert de «l'idéologie de la sécurité nationale», le régime militaire a porté atteinte, de manière irrémédiable, aux droits humains. En effet, les militaires utilisèrent des méthodes de répression sauvages, sous prétexte de détruire des idéologies ou des organisations subversives. Par ailleurs, ces mêmes méthodes furent appliquées dans le but d'annihiler toute tentative d'opposition. C'est pourquoi des dirigeants ouvriers, des étudiants, des enseignants, des hommes politiques et des intellectuels furent supprimés ou furent contraints à l'exil. *Le Processus de Réorganisation Nationale* se solda par une profonde frustration qui ne relève pas seulement de l'aspect économique, mais aussi de l'altération de la vie et du capital humain. Les milliers de morts et les 30 000 disparus témoignent du fait que la «dictature militaire annula la démocratie en tant que modèle de vie, modèle éthique et modèle de société»¹⁹. De plus, le régime se servit du conflit territorial avec le Chili et de la guerre des Malouines²⁰ afin de forger une «identité nationale patriotique

¹⁹ M. Mancebo, *op. cit.*, p.183.

²⁰ Le conflit entre l'Argentine et le Chili fait référence à la question de la souveraineté du Canal de Beagle et des Îles Picton, Lennox et Nueva. L'Argentine proposait une division en une ligne droite entre l'Île de Navarino et la Terre du Feu. Faute d'un accord entre les deux pays et devant l'éminence d'une guerre, le litige fut soumis à un arbitrage. Le 25 janvier 1978, le gouvernement militaire déclare la décision rendue par le médiateur officiel, la Couronne britannique, comme étant nulle. En 1990, un deuxième arbitrage est requis, cette fois-ci c'est le Vatican qui fait office de médiateur. Le régime militaire refuse encore d'accepter la décision du Vatican. Finalement, le conflit est résolu le 14 mai 1985, par le gouvernement de Raul Alfonsín qui accepte la proposition du pape. En raison de ce conflit limitrophe, le gouvernement approuve une augmentation des dépenses publiques en matière de défense ainsi qu'un plan économique d'austérité. La guerre des Malouines s'est déroulée sous la présidence du général Galtieri, à un moment où le régime traversait une crise de crédibilité et d'isolement. Plusieurs analystes soutiennent qu'avec cette guerre, le régime militaire essaya de dévier l'attention des Argentins sur la difficile situation sociale du pays. Le 2 avril 1982, au cours d'une opération nommée *Rosario*, menée par l'amiral Anaya, les forces militaires argentines débarquèrent dans l'archipel austral avec l'intention de récupérer la souveraineté sur ces territoires. Les Îles Malouines avaient été envahies par les forces britanniques en 1833, ce qui obligea les Argentins à quitter les Îles. La Grande Bretagne,

supérieure» qui fut exacerbée par un discours nationaliste : «seulement un événement aux limites de la folie collective peut susciter l'illusion d'une réconciliation nationale»²¹. L'analyse de Louis Alberto Quevedo fait ressortir un autre élément significatif du «Régime de la noirceur», à savoir la transformation de la nature de la citoyenneté suite à la suppression des droits sociaux et politiques conquis lors de la formation de l'État de bien-être populiste, entre 1940 et 1950²². En effet, la déstructuration de l'État de bien-être coïncida avec l'épuisement «d'un monde d'ascension sociale et d'association organisé sur la base des droits et de la justice sociale»²³. La désuétude de la législation protégeant les intérêts des travailleurs entraîna donc la fragmentation de la société argentine. Des séquelles de cette période tragique de l'histoire de l'Argentine se font encore sentir dans la mémoire et dans le vécu quotidien d'un grand nombre d'Argentins, témoins et victimes de la censure et des violations des droits de l'homme commis par le régime. Compte tenu de ces considérations, nous partageons l'affirmation d'Azpiazu et de Nochteff selon laquelle : «L'évolution économique, politique et sociale (culturelle) de l'Argentine après le retour à la démocratie peut seulement être interprétée à partir de la reconnaissance des profondes transformations produites par le coup d'État de 1976»²⁴.

gouvernée par Margaret Thatcher, décide de ne pas céder ce territoire et envoie sa flotte de guerre dans l'archipel. La guerre débute le 1^{er} mai 1982, et finie le 11 mai avec la reddition des Argentins, signée par le général Menéndez. Cette guerre se solde par 650 morts et des centaines de blessés.

²¹ V. Armony, *Représenter la nation : Le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine (1983-1993)*, Montréal, Éditions Balzac, 2000, p.51.

²² L.A. Quevedo, «Política, medios y cultura en la Argentina de fin de siglo», dans *Los noventa*, *op.cit.*, p.212.

²³ *Ibid*, p. 212.

²⁴ D. Azpiazu et H. Nochteff, «La democracia condicionada», en *Quince años de democracia*, Buenos Aires, Norma, 1998, cité par M.Mancebo, *op. cit.*, p.185. (Traduction libre).

1.1.2 Le gouvernement de Raul Alfonsin (1983-1989)

Un nouveau chapitre de l'histoire argentine débute en 1983, lorsque le régime militaire ouvre la voie à la transition démocratique. Raul Alfonsin, candidat de l'aile gauche du parti Radical, assumait la présidence le 10 décembre 1983, après avoir remporté les élections avec 52% du suffrage exprimé, soit 7,7 millions de voix sur un total de 15,2 millions. Les thèmes les plus importants de la plate-forme politique d'Alfonsin furent ceux reliés à la justice, à la réconciliation, à la pacification sociale, à la reconstruction de la démocratie et à la défense des droits humains. Tout au long de sa campagne politique, Alfonsin répéta qu'«avec la démocratie on mange, on éduque, on soigne». Il est incontestable que ce nouveau gouvernement se situait aux antipodes du régime autoritaire précédent. Il mit fin à la conscription obligatoire et à l'achat d'armements, mais fondamentalement, il essaya de reconstruire un *État de droit*²⁵. Pour ce faire, Raul Alfonsin mit, dès 1983, sur le procès judiciaire intenté contre les militaires soupçonnés de violations des droits de l'homme. À cet égard, et après avoir analysé le discours politique d'Alfonsin, Victor Armony souligne que l'idée centrale de son discours était en lien avec la création d'une nouvelle société de *démocratie* et de *justice sociale*. Il ajoute également que cette idée fut constamment alimentée par un style discursif qui semblait donner à «la parole» le rôle de «l'action collective»²⁶. Le discours politique d'Alfonsin contribuait à nourrir une «illusion démocratique» sans toutefois dissiper complètement le profond malaise qui affectait la société argentine post-dictatoriale. Or, le refus des militaires d'accepter le jugement politique, le grand endettement externe, la montée de l'inflation et les

²⁵J. C. Portantiero, «La transformación entre la confrontación y el acuerdo», dans *Ensayos sobre la transición democrática en Argentina*, Buenos Aires, Puntosur, 1987, p.257-293.

²⁶V. Armony, *op. cit.*, p.12.

politiques d'ajustement contribuèrent à déstabiliser la gestion gouvernementale de Raul Alfonsin.

En 1987, on lisait dans un article publié dans le *New York Times* que, grâce à la gestion de Raul Alfonsin, le monde ne percevait plus l'Argentine comme «une république de bananes»²⁷. Toutefois, à cette époque, un climat de tension sociale entretenu par la forte pression que plusieurs secteurs de l'armée exerçaient sur le gouvernement afin d'interrompre leur procès en matière de violations des droits humains menaçait le pays. Sous l'effet de ces intimidations, le 5 décembre 1986, le président envoya au parlement le projet de «Loi de Point Final» qui accordait un délai de trois mois pour mettre un terme aux accusations contre les militaires impliqués dans des actions délictueuses. De surcroît, en 1987, éclata la «Crise de la Semaine Sainte», la révolte de certains officiers de l'armée qui refusaient de se présenter devant la justice en invoquant le caractère héroïque de la lutte qu'ils avaient menée contre la subversion. En somme, entre 1987 et 1988, se succédèrent trois soulèvements militaires, dénommés «l'insurrection des carapintadas», au cours desquels les militaires exigeaient une amnistie et un changement dans la politique militaire. Compte tenu de l'ampleur de ces événements, Alfonsin finit par leur faire de nouvelles concessions. Entre autres, il promulgua une loi de pardon pour les officiers non-membres de l'état-major de l'armée qui, en vertu du code militaire, avaient obéi aux ordres de leurs supérieurs. De toute évidence, à la suite de ces concessions, l'image de Raul Alfonsin perdit de son éclat premier. La crédibilité de son discours sur les droits humains en lien avec la cohésion sociale ne tint plus la route.

Juan Carlos Portantiero nous rappelle que le programme politique conçu par le gouvernement de Raul Alfonsin visait d'une part, le déploiement d'un État de justice

²⁷ Article publié le 18-04-1987, cité par V.Armony, *Ibid*, p.52.

sociale producteur et distributeur de richesses et, d'autre part, la consolidation d'une citoyenneté inclusive basée sur les droits civils et politiques. Portantiero nous rappelle également qu'Alfonsín n'avait pas construit d'alliances sociales pouvant soutenir ce programme de transformations. Ceci expliquerait, selon lui, l'isolement dans lequel se retrouva le président à la fin de son mandat²⁸. D'ailleurs, le programme économique du gouvernement fut boycotté par un «coup de marché» orchestré par les groupes d'intérêts économiques, dans le but de consolider la domination du capital privé. De plus, l'opposition, représentée par le *Parti Péroniste* et appuyée par les syndicats, mena une féroce résistance contre les mesures d'ajustement. Ainsi, dès 1987, l'augmentation du nombre des grèves, du taux de chômage et du taux d'inflation présageaient l'imminence d'une crise économique. Dans ces circonstances, le président tenta vainement de convaincre les Argentins que «la culture démocratique est le remède de tous les maux»²⁹. Or, cette attitude déclencha un sentiment de grande frustration, car «ses propos idéalistes furent vus par beaucoup comme l'expression vaine et arrogante d'un visionnaire coupé des vrais problèmes»³⁰. Tout compte fait, le 12 juin 1989, au milieu de graves émeutes et d'un climat de violence, Raul Alfonsín renonce à la présidence laissant derrière lui non seulement un taux de chômage de 7,1% et un taux d'inflation de plus de 5000%, mais aussi un peuple complètement désenchanté.

1.1.3 Le gouvernement de Carlos Menem (1989-1999)

²⁸ J. C. Portantiero, *op. cit.*, p. 257-293.

²⁹ V. Armony, *op. cit.*, p. 52.

³⁰ *Ibid*, p. 12.

À la suite de la démission de Raul Alfonsín, le 8 juillet 1989, Carlos Menem devient le 46^e président de la République argentine. Menem, candidat du Parti *péroniste*³¹ et gouverneur de la province de La Rioja, remporte l'élection présidentielle du 14 mai 1989 avec 47% des voix contre 32,5% pour le candidat du Parti *radical*, Eduardo Angéloz. Les *péronistes* s'assurent également une position majoritaire à la Chambre des députés, ils gagnent 66 sièges sur un total de 127 sièges. Durant la campagne électorale, Carlos Menem incarnait l'image d'un politicien «anti-système», prêt à «mettre le pays en marche», il promettait aux électeurs «la révolution productive» et «el salarizado» (une forte augmentation des salaires). D'ailleurs, pendant la grave crise économique qui touchait le pays, Menem affirmait : «si l'ouvrier et le capital

³¹ Le *péronisme* est un mouvement politique fondé par Juan Perón dans les années 1940. Parmi ses principales caractéristiques se retrouvent le *nationalisme* et le *corporatisme*. Le *péronisme* représente l'exemple typique du «populisme latino-américain» basé sur le leadership charismatique de Juan Perón (1946-1955). L'alliance qui relie Perón et le peuple était basée sur le compromis de protection des droits du travailleur assumé par l'État au nom de l'intérêt national. Les années de la gestion de Perón coïncident avec le contexte historique d'après-guerre, l'Argentine bénéficie donc d'un important actif de la balance commerciale en raison de l'augmentation des exportations agropastorales. D'ailleurs l'industrie nationale, grâce aux mesures protectionnistes, connaît un développement accéléré, de plus, les biens produits sont destinés au marché intérieur. Ces conditions favorisent l'implantation de mécanismes de redistribution, les classes populaires connaissent une amélioration significative de leurs conditions de vie (signature de conventions collectives, régime de retraite et de vacances payées, augmentation des salaires, crédits pour l'achat des maisons, chute des prix des propriétés immobilières, vente de parcelles de terre en mensualités, diminution du prix du transport public, etc.). Bref, la doctrine *péroniste* devient l'étendard des revendications ouvrières sous lequel se forge une véritable culture politique axée sur l'octroi de droits politiques et sociaux à l'ensemble des citoyens. Dans son article «Populisme et Néopopulisme en Argentine : De Juan Perón à Carlos Menem», *Politique et Sociétés*, volume 21, no 2, 2002, p.56, Victor Armony, définit le phénomène «péroniste» comme étant «le résultat de la convergence entre une fraction bourgeoise montante liée à l'industrie nationale, un nouveau prolétariat urbain prêt à exprimer ses doléances et un État qui, par le déploiement de mesures interventionnistes, avait acquis une certaine autonomie en tant qu'instance centrale de régulation».

produisent 100 (pesos), il est juste [...] que le capital gagne 50 (pesos), mais que l'autre 50 (pesos) aille dans les poches des travailleurs»³². Louis Alberto Quevedo constate que la notion de «transformation de la patrie» occupa une place centrale dans le discours politique de Menem, à tel point que celui-ci sollicitait constamment la collaboration de tous les Argentins afin de changer les structures de fonctionnement de «l'État hypertrophié»³³. De plus, Menem critiquait fortement l'interventionnisme d'État dans l'économie. Cette critique s'alimentait de l'idée selon laquelle ce type d'État empêchait le bon fonctionnement du marché et privilégiait certains intérêts particuliers au lieu de favoriser le salariat³⁴. En dépit de ces déclarations, Beatriz Sarlo analyse le programme *menemiste* de la manière suivante : «Avec Menem, une version extrémiste du libéralisme du marché s'est installée en Argentine, laquelle version opère aussi sur la base de valeurs, même si elles ne sont pas les nôtres : le bonheur et le bien commun, par exemple, résulteraient inévitablement de la poursuite des intérêts individuels dans la sphère du marché»³⁵. En résumé, Ricardo Sidiraco soutient que le projet de transformation de Carlos Menem était évidemment de type néo-libéral. Toutefois, dans le contexte de «l'urgence économique», il fut perçu par un grand nombre d'Argentins comme la solution aux graves problèmes du pays³⁶. Somme toute, en 1989, l'idée de la fin d'une tradition basée sur *l'interventionnisme* et *l'assistentialisme* d'État cause très

³² *Ibid.*, p.63.

³³ L. A. Quevedo, «Política, medios y cultura en la Argentina de fin de siglo», *Los noventa, op. cit.*, p. 216.

³⁴ V. Armony, *Représenter la Nation, op. cit.*, p.67.

³⁵ B. Sarlo, «Notas sobre cultura y política», *Cuadernos Hispanoamericanos*, n^{os} 517-519, 1993, p. 59, cité par V. Armony dans «Populisme et Néopopulisme en Argentine : De Juan Peron à Carlos Menem», *op. cit.*, p.76.

³⁶ R. Sidiraco, « Poder político, liberalismo económico y sectores populares en la Argentina, 1989-1995 », *Peronismo y menemismo*, p. 125, cité par V. Armony, *Ibid.*, p.72.

peu d'inquiétude dans la société argentine, possiblement parce qu'après la profonde déception de la période *alfonsiniste*, les Argentins espéraient avec impatience «le changement social» promis par Carlos Menem.

Louis Alberto Quevedo attire notre attention sur un autre aspect de la campagne électorale de Carlos Menem, à savoir, l'utilisation massive des moyens de communication dans le but d'établir un nouveau type de rapport «sans intermédiaire» entre le candidat et son électorat, durant et après la période d'élections. Quevedo ajoute que dorénavant une logique communicationnelle intervient dans les médiations entre la société, les médias, les partis politiques et les mécanismes de décision politique³⁷. Par ailleurs, Victor Armony remarque que, lors des nombreuses apparitions de Carlos Menem dans les médias, celui-ci donne l'image d'un «caudillo traditionnel» qui s'exprime dans le «langage du peuple» et qui interpelle son auditoire à travers un «discours chargé d'émotivité»³⁸. À cet égard, la consigne «Yo puedo síganme» (Je peux, suivez-moi) illustre un rapport à connotations paternalistes et fraternelles qui s'installe entre Menem et ses électeurs pendant ses deux mandats présidentiels. De plus, Armony décèle deux aspects paradoxaux de la gestion *menemiste*. D'une part, son adhésion ouverte aux postulats néo-libéraux et néo-conservateurs, ce qui signifie le démantèlement des acquis syndicaux et la régression de la justice sociale; d'autre part, l'appui inconditionnel des travailleurs qui font partie de la catégorie sociale la plus affectée par les mesures adoptées par la gestion de Carlos Menem. Signalons à ce propos que, dans ses allocutions, Menem revient fréquemment aux idées de la réforme de l'État et de la consolidation d'un nouveau modèle d'accumulation (privatisations, déréglementations, importations des biens, investissements étrangers), mais il se justifie en prétextant que cela permettrait de

³⁷ L. A. Quevedo, *op. cit.*, p. 205.

³⁸ V. Armony, «Populisme et Néopopulisme en Argentine : De Juan Peron à Carlos Menem», *op. cit.*, p.62.

positionner l'Argentine dans le rang des pays mondialement compétitifs. De toute évidence, le gouvernement de Menem accordait une place prépondérante aux thèmes de la modernisation de l'État et de la croissance économique. Dans cette perspective, la désignation de Domingo Cavallo, économiste libéral et ancien fonctionnaire du régime militaire, à la tête du ministère de l'Économie, coïncidait avec la mise en place d'un projet visant le démantèlement de l'État national populiste³⁹ et son remplacement par un État minimal axé sur la libéralisation des prix et des marchés ainsi que sur la rationalisation dans la gestion de la sphère sociale⁴⁰.

Le 14 mai 1995, avec près de 50% des voix, Menem est réélu pour un deuxième mandat présidentiel d'une durée de quatre ans. À la suite de son élection, investi de «super-pouvoirs» attribués par le Congrès de la Nation, le président poursuit

³⁹ Nous maintenons dans ce mémoire le terme «État de bien-être» comme la variante espagnole du terme «Welfare State» anglais, sur ce point, nous sommes conscientes qu'en français il est usuel de traduire ce terme par les expressions «État providence» ou «État de bien-être». Une analyse fine soulignerait d'importantes distinctions entre la notion de providence et de bien-être, toutefois dans la littérature elles sont tenues comme équivalentes. En Argentine, le modèle d'État de bien-être se forge pendant la période où le *péronisme* est au pouvoir, de 1940 à 1950. Pour ces raisons, on associe ce type d'État à la doctrine «justicialiste» de Juan Perón, laquelle est axée sur la notion de la responsabilité de l'État en matière d'assistance et de protection sociales. L'État de bien-être populiste constitue non seulement un modèle d'action politique, mais aussi un support pour la formation d'un type spécial de citoyenneté et d'un style de gestion publique basée dans la permanente amplification de la sphère des droits. La sociologue Martha Mancebo précise qu'à l'époque de l'État de bien-être, les citoyens jouissaient de droits politiques et sociaux qui les plaçaient en rapport avec l'État d'une double manière : «citoyens dans le moment du vote et de la mobilisation politique et objet de politiques sociales, en même temps». Mancebo ajoute qu'un des objectifs du régime militaire fut de mettre fin à ce système, la tentative consistait à changer les conditions structurelles de l'économie ainsi que les principes d'identité constitutifs de la citoyenneté politique.

⁴⁰ V. Armony, «*Is there an ideological link between Neopopulism and Neoliberalism?*», *Brazilian Journal of Political Economy*, vol.21, no 2, 2001, p.62-77.

l'application de son programme politique conçu au début des années 1990. Louis Alberto Quevedo signale que les changements politiques et économiques mis en place par Carlos Menem ont profondément modifié le portrait traditionnel de l'Argentine du XXe siècle⁴¹. Ainsi, la déresponsabilisation de l'État en matière d'assistance et de protection a pour conséquence la transformation dans les formes de traitement des demandes sociales. À ce sujet, Victor Armony soutient que les effets nuisibles du programme politique *menemiste* commencent à se faire sentir vers le milieu des années 1990, plus précisément après la réélection de Menem, avec l'augmentation massive du taux de chômage et du taux de pauvreté, ainsi qu'avec l'apparition du phénomène d'exclusion sociale⁴². De plus, Armony constate qu'au même moment, des milliers d'Argentins, dorénavant affectés par «le manque du travail»⁴³, commencent à s'inquiéter sérieusement. Cette problématique de «flexibilisation du marché du travail» est perçue par différents analystes comme étant le résultat de la convergence de divers facteurs. Par exemple, le phénomène de destruction de l'industrie nationale découle des politiques de privatisations et d'ouverture à

⁴¹ L.A. Quevedo, *op. cit.*, p.206.

⁴² Pierre Rosanvallon qualifie le phénomène de l'exclusion sociale des années 1990 comme étant l'expression de la crise philosophique de l'État. À la suite de l'abandon par l'État de ses fonctions régulatrices et redistributives, de vastes secteurs de la population sont relégués à la marge de la société. Les individus qui restent en dehors du système, en raison du chômage, de la précarisation du marché du travail, de la dégradation de l'éducation et de la santé publique, ne constituent plus *l'armée industrielle de réserve*, au sens de Marx et Engels. Désormais, il s'agit des «exclus du système», c'est-à-dire de la population excédente de l'humanité ou, dans d'autres termes, des acteurs qui se retrouvent en dehors des nouveaux paramètres qui régulent l'inclusion, par exemple, l'efficacité. Dans ces conditions, la crise de l'État de bien-être signifie la désarticulation d'une dynamique d'inclusion axée sur la croissance économique, le salariat et la sécurité sociale. P. Rosanvallon, *La nueva cuestion social*, Buenos Aires, Manantial, 1995.

⁴³ V. Armony, «Populisme et Néopopulisme en Argentine : De Juan Peron à Carlos Menem», *op. cit.*, p. 75.

l'importation des biens mises en place au début des années 1990⁴⁴. On ne saurait nier qu'après la fermeture massive des petites, moyennes et grandes entreprises nationales, un climat de précarité et de rareté d'emploi s'est progressivement installé dans la société argentine. Rubén Lo Vuolo dit : «qu'il n'est plus possible de parler de crise de l'État de bien-être en Argentine, mais de l'imposition d'un nouveau régime qui symbolise un idéal différent, un idéal d'exclusion sociale»⁴⁵. Il apparaît évident que ce nouveau modèle résulte de la détérioration graduelle des termes du compromis que l'État avait conclu avec les secteurs les plus défavorisés de la société. À cet effet, Daniel Garcia Delgado parle de la configuration «d'un nouveau paradigme» ou «d'un nouveau modèle des relations État-société»⁴⁶.

Avant d'entamer la présentation des réformes politiques et économiques qui ont caractérisées la gestion présidentielle de Carlos Menem (1989-1999), il nous apparaît nécessaire d'insister sur le fait que ces politiques d'orientation néo-libérales⁴⁷

⁴⁴ W. Lozano, «Desregulación laboral, estado y mercado en América latina : Balance y retos sociopolíticos». *Los noventa, op. cit.*, p.85.

⁴⁵ R. Lo Vuolo, *Contra la exclusion*, CIEPP, Buenos Aires, 1996, cité par M. Mancebo, *op. cit.*, p.185. La dynamique du phénomène d'exclusion sociale est hétérogène et diverse. Puisque les combinaisons d'exclusion sont diverses, il ne faut pas en déduire que tous les individus deviennent exclus simultanément. Dans les années 1990, on observe qu'en Argentine et dans le reste de l'Amérique latine, le phénomène d'augmentation des inégalités sociales (taux de chômage grandissant, dépendance technologique, marginalisation, développement du secteur informel, démantèlement des industries nationales, etc.) côtoie d'autres phénomènes tels la mobilisation des ressources, la maîtrise des techniques et des technologies, l'augmentation du pouvoir des élites locales, l'élargissement du rôle de l'entreprise privée, l'apparition d'une classe de technocrates, etc. Il apparaît évident que cette nouvelle logique instaure un dualisme dans la société selon l'intégration ou l'exclusion à l'intérieur des pôles économiques performants.

⁴⁶ D. Garcia Delgado, *Estado y Sociedad*, Buenos Aires, Tesis Norma, 1994.

⁴⁷ L'historien Perry Anderson définit le néolibéralisme comme un phénomène différent du libéralisme classique. Le néolibéralisme représenterait une réaction théorico-politique contre l'État

engendrent une transformation dans la régulation des rapports sociaux. La rupture avec le modèle de l'État populiste des années 1940, qui s'est amorcée dans les années 1970 et plus précisément avec le coup d'État de 1976, est véritablement consommée à la fin des années 1990 durant la gestion *ménemiste*. Il importe toutefois de ne pas perdre de vue que les mesures adoptées par l'administration Menem s'inscrivent dans le modèle de restructuration prescrit par les organisations créancières internationales, telles que la Banque mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI), pour les pays latino-américains, au lendemain des dictatures militaires. Ainsi, l'adoption ouverte des principes néo-libéraux coïncide avec la crise de l'État interventionniste, soit la désarticulation d'une dynamique d'inclusion sociale façonnée par le programme « développementaliste » et « redistributeur » de Juan Perón⁴⁸. Dans cet ordre d'idées, à la déresponsabilisation de l'État dans le domaine de la prestation de services publics, s'ajoute le phénomène de *flexibilisation du marché du travail* qui contribue à l'affaiblissement du rôle hégémonique occupé par le salariat pendant la période *fordiste*. En règle générale, la *flexibilisation* du travail engendre l'expansion d'un marché du travail informel et le développement de formes de sous-traitance, ce qui rend caducs les mécanismes de protection des travailleurs. Cette situation suppose donc «le réaménagement des termes politiques sur lesquels s'était appuyé le pacte

interventionniste, assise sur les bases d'un capitalisme plus dur et dérégulé. La prédominance de la sphère économique sur la sphère politique explique le rejet des politiques redistributives menées par l'État. «Conféncia dictada en la Facultad de Ciencias Sociales», UBA, 1994 / *La Trama del neo-liberalismo*, Oficina de Publicaciones del CBC, UBA, 1997.

⁴⁸ Le modèle de développement adopté par Juan Perón consistait fondamentalement en un transfert de ressources favorisant l'industrialisation et la croissance d'un marché de consommation interne. Ce projet convenait non seulement aux intérêts de la bourgeoisie industrielle et propriétaire, mais aussi à ceux des salariés. Dans le contexte économiquement favorable de l'après-guerre, la figure emblématique du colonel Juan Perón a permis le rapprochement d'intérêts apparemment divergents. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire du pays, les classes populaires accédèrent à une meilleure qualité de vie et à la participation à la sphère publique.

populiste»⁴⁹. La perte du pouvoir d'intervention de l'État place ainsi au centre du débat politique la question de la légitimité de l'État néo-libéral en tant que garant du bien commun et de la cohésion sociale. Or, le discours présidentiel des années 1990 dénie les compromis noués entre l'État et les citoyens. Par ailleurs, comme le signale Martha Mancebo, le dogme néo-libéral nie la dimension sociale et économique de l'État, il vise la dégradation de la participation des citoyens et il brise les liens de solidarité domestique, familiale et sociétale qui caractérisaient traditionnellement la culture politique argentine⁵⁰. Il faut se rendre à l'évidence, le nouveau contexte de détérioration des institutions politiques ainsi que la disparition d'un agent essentiel de socialisation, le travail, encourage l'expansion du phénomène d'exclusion sociale en Argentine, de même que son corollaire, la violence.

1.2 La réforme de l'État

⁴⁹ Dans le cadre de la régulation *fordiste* des années 1940, *le pacte populiste* réfère aux engagements assumés par l'État afin de garantir la prestation des services sociaux (santé, logement, éducation) et la protection des travailleurs contre les fluctuations des cycles économiques. Cette période se caractérise d'ailleurs par une forte organisation syndicale qui réussit à maintenir une certaine indépendance vis-à-vis de l'État. Dans les années 1990, la perte du pouvoir d'intervention de l'État, associée à la vague de privatisations (des compagnies d'État et de la gestion de services sociaux de base) ainsi qu'à l'émergence du phénomène de la précarité d'emploi, contribuent à la déstructuration des schémas qui protégeaient les travailleurs à l'époque de l'industrialisation et de la croissance centrée sur l'intérieur. Wilfredo Lozano signale que la flexibilisation du marché de travail génère un marché informel caractérisé par l'absence de contrats collectifs. Dans ces circonstances, prolifèrent les contrats individuels et temporaires, les horaires flexibles, les mises à pied massives et la perte des acquis syndicaux. Toutefois, Lozano soutient qu'en théorie les législations du travail conservent plusieurs aspects de la normativité juridique *fordiste*. «Desregulación laboral, estado y mercado en América latina : Balance y retos sociopolíticos», *op.cit.*, p. 86-92.

⁵⁰ M.Mancebo, *op. cit.*, p.193.

Au début des années 1990, l'État argentin s'est engagé dans un processus de réformes structurelles avec des dimensions économiques, sociales et politiques. Ces réformes marquent le passage de l'État populiste à la forme d'État néo-libéral.

1.2.1 Réformes économiques

Les réformes économiques du gouvernement de Carlos Menem se sont inscrites à l'intérieur d'un modèle de développement du type néo-libéral selon lequel les États-nation doivent s'adapter aux règles du système économique mondial actuellement en vigueur. Ce modèle fut imposé à l'Argentine par les organisations créancières internationales (la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International), comme condition à l'octroi de nouveaux crédits pour réactiver l'économie du pays. Parmi les principales dispositions adoptées par l'administration de Menem, nous pouvons citer : le démantèlement de l'industrie nationale (peu concurrentielle sur le marché mondial), la privatisation des compagnies d'État et la libéralisation des marchés et des prix. Dans les pages qui suivent, nous fournirons un aperçu général de l'ensemble de ces mesures économiques, adoptées par le président Menem et son équipe, puis nous exposerons le point de vue de quelques spécialistes qui se sont prononcés sur la problématique argentine. Dans cette partie de notre étude, les thèmes reliés à la désindustrialisation et à la privatisation des entreprises d'État feront l'objet d'une attention particulière. Signalons à ce propos que nous chercherons à démontrer le lien existant entre l'adoption des mesures d'orientation néo-libérale et la montée vertigineuse du taux de chômage et de pauvreté durant les années 1990.

Durant les années 1990, l'enjeu fondamental de l'administration de Carlos Menem était de maintenir l'équilibre du système monétaire. C'est pourquoi, l'application stricte des politiques d'ajustement ainsi que le remboursement des intérêts de la dette externe constituait la principale préoccupation du gouvernement. Dans ces conditions, le Ministère des finances jouait un rôle essentiel au sein du gouvernement puisqu'il

était responsable de l'application des politiques de restructuration économique dictées par les organismes créanciers internationaux. À vrai dire, la majorité des dispositions adoptées au début des années 1990 répondaient au programme de «croissance économique» envisagé par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale pour les pays latino-américains. Ces mesures s'articulaient autour des thématiques suivantes : le démantèlement des sociétés d'État, le libre-échange, l'autorégulation du marché, la consolidation d'un marché financier autonome et la mise en place d'un marché du travail segmenté. On ne saurait nier que, dans ce contexte d'ouverture au monde, l'État argentin abandonna le mode de régulation interventionniste au profit d'une logique de type technocratique qui favorisait une régulation axée sur le libre ajustement de l'offre et de la demande.

Commençons par préciser que dans le but de contenir l'inflation qui avait grimpé à 5000% sous le gouvernement précédent de Raul Alfonsin, l'Argentine adopta en avril 1991 la mesure connue sous le nom de *convertibilité* du peso vis-à-vis du dollar américain, c'est-à-dire qu'à partir de cette date, le peso valait un dollar⁵¹. Un an après l'entrée en vigueur de la loi de *convertibilité*, le pays bénéficia de quelques bienfaits découlant de cette mesure. La surévaluation du peso permettait aux Argentins d'épargner, le marché domestique s'ouvrait sans restriction à l'importation, le taux d'inflation était ramené à 10% et le produit intérieur augmentait de 25%. La combinaison de ces facteurs alimenta, chez grand nombre d'Argentins, la foi en la promesse faite par Carlos Menem avant d'assumer la présidence, redonner à

⁵¹ Le ministre de l'économie, Domingo Cavallo (économiste libéral formé à l'Université de Harvard), reconnu par la communauté financière internationale comme l'artisan d'une véritable révolution économique, applique au pied de la lettre les consignes des experts de Washington. Les réformes qu'il instaure figurent parmi les plus radicales du continent. Il est par ailleurs l'inventeur du système de la *convertibilité*. La notion de convertibilité renvoyait à celle de dollarisation de l'économie. Cet étalon fut garanti par les réserves de la Banque centrale et par une loi interdisant l'émission de monnaie.

l'Argentine «la place qui lui revient parmi les meilleurs pays du monde»⁵². Toutefois, les avantages initiaux de la loi de *convertibilité* furent rapidement entravés par la corruption institutionnalisée, les dépenses publiques faramineuses et les fraudes fiscales. De plus, pour faire face à la hausse du déficit de la balance commerciale, le gouvernement sollicitait systématiquement de nouveaux emprunts au Fonds Monétaire International. Sur ce point, Fortunato Mallimaci nous rappelle que ce sont les groupes économiques liés au secteur financier ainsi que l'élite politique au pouvoir qui ont profité impunément de la rentrée des capitaux étrangers. Ainsi, la fuite de capitaux privés pendant la décennie 1990 grimpait à 119 275 millions \$US⁵³.

La désindustrialisation

L'économiste Jorge Niosi signale que ce sont les effets inattendus de la loi de *convertibilité* qui déclenchèrent la crise économique, sociale et politique de décembre 2001. À ce propos, la mesure de *convertibilité* a contribué à augmenter le déséquilibre entre les niveaux d'importation et d'exportation. Alors qu'entre 1991 et 1999, les importations passent de 4 à 25.5 milliards \$US, les exportations enregistrent une croissance moindre, de 12.4 à 23.3 milliards \$US. Selon l'auteur, ces chiffres reflètent une dure réalité : la ruine totale de l'industrie nationale et l'accroissement du déficit des comptes externes, avec pour conséquence l'augmentation de la dette publique et privée. Cette situation conduit l'industrie nationale à congédier 40% de la masse ouvrière à la fin des années 1990. Par ailleurs, la dette extérieure grimpait de 60 milliards \$US en 1991 à 141 milliards \$US en 2001 et la dette privée passait de 8 milliards \$US à 50 milliards \$US, pendant la même période⁵⁴. Conséquemment,

⁵² V. Armony, «L'Argentine prisonnière de sa vision mythique», *Le Devoir*, Montréal, 22 janvier 2002.

⁵³ F. Mallimaci, *op. cit.*, p.6.

⁵⁴ [http : www.chaire-mcd.ca/fr/dossiers/2002_argentine/](http://www.chaire-mcd.ca/fr/dossiers/2002_argentine/)

l'emprunt de devises a permis à l'Argentine de financer ses importations des biens, de plus, en l'espace de quelques années, un grand nombre de compagnies privées ont été rachetées par des firmes multinationales.

Jorge Niosi explique également qu'au cours des années 1990, à la suite des dévaluations consécutives des monnaies européennes et latino-américaines face au dollar américain, les industries nationales étaient incapables d'exporter à un taux d'échange qui établissait la parité entre le peso et le dollar. En raison de cette situation, les exportations argentines devenaient de moins en moins compétitives sur la scène mondiale et sur la scène nationale. Parallèlement, l'Argentine levait les barrières commerciales à l'égard de la production étrangère et réduisait les subsides octroyés à la production nationale. À ce sujet, Jorge Niosi donne l'exemple du déclin de l'industrie de la chaussure qui en 2000 ne produisait plus qu'à 3% de sa capacité. Ainsi, cette industrie qui fabriquait plus de 20 millions de paires de chaussures en 1990 se retrouvait en 2000 à fabriquer seulement 600 000 de paires de chaussures⁵⁵. À cela, ajoutons que la destruction de l'industrie argentine a suivi un rythme vertigineux à partir du milieu des années 1990. Pour la plupart des secteurs économiques, y compris le secteur du textile, de l'automoteur et du métal, le volume de production chutait à moins de 50% de sa capacité à la fin des années 1990⁵⁶.

Abordons maintenant l'analyse, formulée par James Petras et Henry Veltmeyer, des causes de la crise argentine mises en relation avec l'adoption des mesures néolibérales. D'abord, les auteurs rappellent que l'industrie nationale qui fait face à la pire récession de son histoire au milieu des années 1990 se trouvait parmi les plus avancées de l'Amérique latine au cours des années 1970 et jusqu'à la fin des années 1980. Ils démontrent ensuite que la destruction de l'industrie nationale est en rapport

⁵⁵ [http : www.chaire-mcd.ca/fr/dossiers/2002_argentine/](http://www.chaire-mcd.ca/fr/dossiers/2002_argentine/)

⁵⁶ *Clarín*, 18 avril 2002, p.11.

direct avec l'ouverture du marché argentin et l'entrée massive de marchandises bon marché en provenance des pays d'Asie (zones de bas salaires) et des produits de haute technologie fabriqués en Europe et aux États-Unis (manufactures fortement subventionnées). Petras et Veltmeyer font ressortir deux points essentiels : premièrement, peu d'entreprises nationales étaient équipées pour concurrencer les firmes multinationales; deuxièmement, le salaire moyen d'un travailleur asiatique étant approximativement d'un dollar par jour empêche toute concurrence avec le moins payé des ouvriers argentins⁵⁷. De plus, ils avancent que le processus de libéralisation conçu par l'Argentine empêchait automatiquement toute tentative de repositionnement de l'industrie nationale sur l'échiquier mondial parce que son application ne s'est pas produite d'une manière graduelle ou sélective.

L'économiste politique Dani Rodrik remet lui aussi en question l'argument néolibéral selon lequel la concurrence avec les produits étrangers aurait pour effet d'augmenter l'efficacité des firmes nationales. Selon lui, le choc de la concurrence dans le cas des pays latino-américains a produit un déficit commercial et la décroissance économique, au lieu de stimuler le dynamisme de l'économie. Dani Rodrik insiste sur le fait que l'idéologie néolibérale pousse les pays en voie de développement à adopter des mesures qui garantissent plutôt un contexte de stabilité aux entreprises multinationales. Les firmes installées en Amérique latine et qui peuvent opérer librement deviennent par conséquent plus efficaces et plus compétitives sur le marché mondial. L'auteur affirme que ces procédés reflètent la manière dont le néolibéralisme envisage la «croissance économique» pour ces pays⁵⁸. Par ailleurs, rappelons que dans le contexte de la mondialisation économique et de

⁵⁷ J. Petras et H. Veltmeyer, «Argentina : Between disintegration and revolution», *CovertAction Quarterly magazine*, Washington, Fall 2002.

⁵⁸ D. Rodrik, «The limits of trade reforms in Developing Countries», *The Journal of Economic Perspectives*, winter 1991.

l'ouverture au libre-change, un grand nombre de compagnies argentines fonctionnent toujours selon une structure du type oligopolistique propre aux années 1970. Cette forme d'organisation devenue obsolète constitue un obstacle de plus devant la concurrence féroce des entreprises multinationales qui s'organisent de manière horizontale et s'accommodent des stratégies de type techno-financières⁵⁹.

Les privatisations

Entre autres choses, l'argument que le ministre de l'économie de l'époque, Domingo Cavallo, avait donné pour justifier la vague de privatisation des compagnies d'État (les sociétés d'exploitation pétrolière, aérienne, électrique, téléphonique et de chemin de fer), était celui de l'amélioration des services offerts aux contribuables. Or, les auteurs que nous avons cité précédemment, affirment plutôt que les privatisations furent mises en place pour amoindrir le déficit de la balance commerciale. Afin de clarifier ce point, nous allons présenter quelques exemples qui illustrent les conséquences négatives engendrées par le processus de privatisation des entreprises d'État au cours des années 1990. La compagnie privatisée de chemins de fer *Ferrocarriles Argentinos* génère quotidiennement, depuis novembre 1991, 1 millions de \$US de perte qui sont endossées par l'État. La multinationale espagnole *Air Comet*

⁵⁹ La structure oligopolistique fait référence au type d'organisation des grandes entreprises des années 1970. Les entreprises possédaient une origine nationale et une maison-mère qui s'occupait de l'exploitation des ressources primaires. Après les années 1980, dans le but d'augmenter le taux de ses rendements, les firmes internationales ont adopté de nouvelles stratégies de type techno-financières. La maison-mère et les filiales se sont émancipées des mécanismes de régulation nationale et dorénavant elles fonctionnent dans un espace autonome et disjoint de l'espace territorial. Cette nouvelle dynamique des firmes multinationales vise l'accroissement du niveau de productivité, de performance et de compétitivité. Voir à sur ce sujet : F.Chesnais, *La firme multinationale aujourd'hui, La Mondialisation du capital*, Paris, Syros, 1997, p.91-107.

propriétaire de la société aérienne *Aerolineas Argentinas* a morcelé la compagnie en unités non-rentables et a procédé à des mises à pied massives. La compagnie de services téléphoniques *Telecom* acquise en 1990 par une firme multinationale européenne fixe ses tarifs à des taux qui dépassent la moyenne internationale, sous prétexte des coûts élevés dus à la modernisation du réseau. La compagnie d'exploitation pétrolière *Yacimientos Petrolíferos Fiscales* (YPF) vendue au secteur privé a fermé les portes de plusieurs de ses raffineries situées au Sud et au Nord du pays. Depuis 1996, les villes pétrolières, *Cutral-Co*, *Plaza Huincol*, *Tartagal* et *General Mosconi*, autrefois prospères, se sont transformées en villes fantômes. Ainsi, les sociétés qui ont été privatisées, en plus de produire des pertes assumées par l'État, ont licencié des centaines de milliers de travailleurs.

Pour conclure, précisons que les auteurs auxquels nous avons fait référence affirment qu'il existe une corrélation directe entre la montée du chômage, au milieu des années 1990, et le processus de désindustrialisation et de privatisation mis en place par le gouvernement de Carlos Menem. Donc, la conséquence la plus dévastatrice de ce processus d'anéantissement de la production nationale fut la fermeture massive des manufactures, suivie du congédiement de milliers de travailleurs. Signalons également que le nombre de travailleurs embauchés par les compagnies d'État en 1989 était approximativement de 500 000 personnes. Or, en 1999, ces entreprises n'ont conservé que 75 000 employés⁶⁰. De surcroît, à la suite de l'effondrement de l'économie argentine en décembre 2001, la récession industrielle s'est accélérée (par exemple, de mars 2001 à mars 2002, la production automotrice et textile tombent respectivement à 55% et à 48%). Pour ce qui est de l'indice du chômage, il est passé de 7% en 1990 à 21.5% en mai 2002, date de la dernière enquête officielle. Toutefois, dans certaines régions défavorisées du pays ce taux grimpe à 34%. On constate

⁶⁰ J. Auyero, *La protesta, Retratos de la beligerancia popular en la Argentina democrática*, Buenos Aires, Centro Cultural Rojas, 2002, p.10.

également qu'à la même période de l'année, 5 millions de personnes se retrouvent sans emploi. Ce nombre n'était que de 1 600 000 en 1991⁶¹. Quant au phénomène de la pauvreté, selon le bureau de Statistiques et Recensement (INDEC), aux 13 millions de pauvres recensés avant la crise de décembre 2001, s'ajoutent, en mai 2002, 6,15 millions de nouveaux pauvres. Le taux de pauvreté a grimpé à 53%, et le nombre d'enfants qui vivent sous le seuil de la pauvreté est de 72%⁶². De toute évidence, l'émergence de la contestation citoyenne, à partir du milieu des années 1990, se nourrit de l'accroissement massif des inégalités sociales produites par l'augmentation vertigineuse des taux de chômage et de pauvreté.

1.2.2 Les réformes administratives

La marque distinctive de la politique intérieure du gouvernement de Carlos Menem (1989-1999) fut sans aucun doute l'adoption d'importantes réformes visant la restructuration du rôle de l'État. Rappelons brièvement que ces changements furent conceptualisés par les Organisations créancières internationales, la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International, dans le but de réactiver l'économie argentine et de la rendre compétitive au niveau mondial. Rappelons aussi que les objectifs principaux poursuivis par ces mesures furent : *la réduction du déficit public* et la *rationalisation de la gestion publique*. Le gouvernement Menem rejette les principes *interventionnistes*, qui caractérisaient l'*État National Populaire* des années 1940 et 1950, et adopte les principes *technocratiques* propres à l'*État néo-libéral* qui a émergé dans les années 1980 et 1990. Menem justifie ce choix dans les termes suivants : «*To support an interventionist state is to validate and reproduce*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Données tirées de Institut National de Statistiques et Recensement (INDEC)
<http://www.indec.gov.ar>

ideological conceptions that are 'absurd', 'static', 'false', 'sectarian', capricious', 'hollow', 'blind' ⁶³». Dans cette partie de notre étude, nous présenterons en premier lieu un aperçu général de la réforme de l'État durant les années 1990. En deuxième lieu, nous illustrerons à travers l'exemple de la santé et de l'éducation le processus de décentralisation des services publics. Sur ce point, nous avons consulté les textes de lois concernant le transfert des services de santé et d'éducation aux provinces afin de faire ressortir les principaux mécanismes, motivations, ainsi que les conséquences qu'impliquent ce processus. Bref, nous tenterons de démontrer l'existence d'un lien entre l'augmentation des inégalités sociales à partir du milieu des années 1990 et le processus de retrait et de désengagement de l'État dans la prestation des services publics.

Lorsque Carlos Menem accède à la présidence en 1989, l'Argentine vit une crise économique caractérisée notamment par l'hyper-inflation, sa situation sociale est conflictuelle et il y a un affaiblissement général du rôle de l'État. De prime abord, ces conditions difficiles devaient conduire à l'instauration d'un processus de réformes structurelles afin de freiner l'hyper-inflation, de réduire le déficit fiscal, de restructurer l'appareil d'État et de réactiver l'économie. Subséquemment, le gouvernement Menem a mis en place une stratégie baptisée de *déficit zéro* qui visait particulièrement la *privatisation*, la *dérégulation* et la *décentralisation* des services publics. Une série de mesures furent décrétées afin d'atteindre cet objectif du *déficit zéro*. Parmi les plus significatives, on peut citer la compression des ministères, la diminution du nombre de programmes sociaux, les coupures dans les services publics, les congédiements massifs des employés du secteur public, ainsi que la baisse des salaires et des pensions de retraite des travailleurs de l'État. Dans le même ordre d'idées, Claudio Lozano signale que les transformations politiques structurelles,

⁶³ Victor Armony, «Is there an ideological link between Neopopulism and Neoliberalism?», *Brazilian Journal of Political Economy*, vol. 21, no 2, abril-junio, p. 62-77.

à savoir le transfert aux provinces de la gestion des dépenses reliées à l'éducation et à la santé, de même que la privatisation de ces services, découlent de mesures liées au *déficit zéro*⁶⁴. On constate que le désengagement et le retrait de l'État dans la prestation des services publics correspondaient parfaitement à sa politique de réduction du déficit «Menem a trouvé un nouveau coupable de la décadence argentine : l'État hypertrophié (...) Il fallait, bien sûr, un péroniste authentique pour démanteler l'État interventionniste⁶⁵».

La décentralisation des services publics

Dans le contexte de réduction du déficit public, les stratégies de décentralisation instaurées par l'État national dès le début des années 1990 répondaient à une redéfinition des relations financières entre l'État central et les provinces, à l'intérieur du régime de la *Coparticipation Fédéral d'Impôts*⁶⁶. En termes généraux, la décentralisation fait référence au transfert de responsabilités, de compétences et de ressources qui passent désormais à un niveau inférieur de gouvernement⁶⁷. Le gouvernement de Carlos Menem annonçait publiquement que la décentralisation cherchait à atteindre les objectifs suivants : l'amélioration de la qualité de services publics, l'équité salariale, l'accès universelle aux services publics, la participation

⁶⁴ C. Lozano, «Contexto economico y politico en la protesta social de la Argentina contemporanea», *Observatorio Social de América Latina*, no 5, septembre 2001, p.7.

⁶⁵ V. Armony, «Populisme et Néopopulisme en Argentine: De Juan Peron à Carlos Menem», *op.cit.*, p.74.

⁶⁶ R. Carciofi, O. Centrángolo y O. Laraña, *Desafios de la Descentralisation*, Santiago, Selección Cepal, 1996.

⁶⁷ On peut trouver des informations complémentaires dans les documents de la Dirección Nacional de Programación del Gasto Social, Secretaría de Programación Económica y Regional, ainsi que dans les publications de COFESA (Consejo Federal de Salud) : Acuerdo Federal sobre políticas de salud, XIII reunión extraordinaria, Paraná, 1991 et XIV reunión extraordinaria, Buenos Aires, 1991.

communautaire et la meilleure utilisation de ressources matérielles. Selon Daniel Filmus, on peut associer la dynamique de la décentralisation à quatre types de logique : *économiste*, *technocratique*, *autogestionnaire* et *démocratique-participative*. De plus ces logiques sont rattachées au processus de modernisation des structures politico-administratives de l'État. Essentiellement, la *logique économiste* privilégie la réduction des coûts administratifs, la *logique technocratique* favorise l'efficacité dans la prise des décisions, la *logique autogestionnaire* vise l'amélioration de la qualité des services et la *logique démocratique-participative* appuie l'autonomie des instances provinciales et municipales dans le processus de prise de décisions⁶⁸. Ignacio Katz soutient que le projet global de transformation des mécanismes de la *Coparticipation fédérale* fut occulté par la notion de décentralisation. Cela revient à dire que l'État national s'est déresponsabilisé du financement des services sociaux, alléguant qu'à l'avenir ces coûts seraient assumés par les fonds de la *Coparticipation fédérale*⁶⁹.

Le cas de la santé

En ce qui concerne le processus de décentralisation des services de santé, nous n'aborderons que deux de ses aspects, soit *le transfert d'hôpitaux* et la création des *hôpitaux publics d'autogestion*. La décentralisation de la gestion de la santé aux instances provinciales s'est effectuée avec la promulgation des Lois no 24 061 de 1991 (transfert d'hôpitaux) et no 578 de 1993 (création d'hôpitaux d'autogestion). Ainsi, en 1992, 19 hôpitaux nationaux furent transférés aux provinces et à la ville de Buenos Aires. Jusqu'en 1991, ces mêmes hôpitaux employaient un total de 92 000 travailleurs et représentaient pour l'État national un coût de 110,7 milliard \$US, c'est-

⁶⁸ D. Filmus, *Estado, sociedad y educacion en la Argentina de fin de siglo. Proceso y desafios*, Buenos Aires, Editorial Troquel, 1996.

⁶⁹ I. Katz, *Al gran pueblo argentino, Salud! Una propuesta innovadora*, Buenos Aires, Eudeba, 1998.

à-dire 22% des dépenses publiques en santé⁷⁰. Selon l'annuaire des Institutions de la santé de la République Argentine, en 1995, 1200 hôpitaux étaient déjà passés sous le contrôle des provinces. Par ailleurs, Ignacio Katz signale que les politiques de décentralisation n'ont pas engendré les bénéfices escomptés, à savoir l'amélioration de la qualité des services et la participation communautaire. Par contre, ces nouvelles pratiques annulaient la gratuité et l'universalité de la prestation sanitaire et généraient des mises à pied massives⁷¹. Bref, ces transformations ont creusé un écart entre deux catégories de citoyens : la minorité capable de s'offrir une attention médicale de qualité dans le secteur privé et la majorité condamnée à une prestation de services déficitaire dans le secteur public. On sent que «Le désengagement de l'État remet en cause un certain nombre de conquêtes sociales en même temps que les valeurs qui les ont soutenues⁷².»

Quant au projet *d'hôpital public d'autogestion*, signalons qu'il fut en vigueur jusqu'en 2001 et qu'il fut financé grâce à un prêt de plus de 100 millions \$US accordé par la Banque mondiale, en 1993. Ce projet de création d'*hôpitaux publics d'autogestion* visait la modernisation des plus importants établissements de santé du pays. Ainsi d'importants investissements furent destinés à la rénovation des infrastructures, au perfectionnement du personnel et à l'assistance technique. Plus spécifiquement, ce projet devait permettre aux établissements de développer une

⁷⁰ Les dépenses totales en matière de santé furent en 1991 de 500 millions. Ces chiffres sont issus du Secretaría de Programación Económica y Regional. Ministerio de Economía y Obras y Servicios Públicos. Pour plus d'informations consulter l'article 25 et les annexes de la Loi 24 061/1991.

⁷¹ I. Katz, op. cit.,

⁷² J. Beauchemin, G. Bourque, J. Duchastel, G. Boismenu et A. Noël, «Présentation l'État dans la tourmente», *Cahiers de recherche sociologique*, no 24, 1995, p.7.

certaine autonomie dans la gestion de leurs ressources financières⁷³. Hugo Arce signale cependant qu'une grande partie des fonds destinés à faire démarrer ce projet *d'hôpitaux publics d'autogestion* fut détournée par le gouvernement où régnait la corruption. Les fonctionnaires nationaux ou provinciaux chargés de l'implantation du projet utilisèrent souvent ces fonds pour pallier le déficit fiscal ou pour leur bénéfice personnel. Arce remarque finalement que l'échec du projet des *hospitales públicos d'autogestion* fut relié directement à une distribution arbitraire des fonds par le Ministère de la Santé et de l'Action sociale de la Nation tout au long des années 1990. Partant de cet exemple, l'auteur affirme que les politiques de décentralisation furent guidées par une logique économique qui s'éloigne des principes de l'intérêt général et de la solidarité⁷⁴.

Le cas de l'éducation

Pour ce qui est du processus de décentralisation de l'éducation, on peut dire qu'il s'est concrétisé avec la proclamation des Lois no 24 049 de 1992 et no 24 195 de 1993, dont les principes établissaient le transfert des responsabilités financières et administratives aux provinces ainsi qu'à la ville de Buenos Aires. Rappelons que jusqu'à la promulgation de ces lois, l'éducation publique avait été assumée par l'État national à travers le Ministère de la Culture et de l'Éducation ainsi que le Conseil National d'Éducation Technique (CONET). De manière générale, le processus de décentralisation de l'éducation comporte plusieurs similarités avec le processus de décentralisation de la santé, notamment sur le plan des motivations des autorités

⁷³ Ministerio de Salud y Acción Social, *Hospital público de autogestion, marco conceptual, estrategias e instrumentos operativos*, Buenos Aires, 1995.

⁷⁴ H. Arce, *El territorio de las decisiones sanitarias*, Buenos Aires, Ediciones Macchi, 1993 / «Tendencias, escenarios y fenómenos emergentes en la configuración del sector salud en la Argentina», Santiago, Cepal, Serie Financiamiento del Desarrollo, no. 59, 1997.

nationales, des mécanismes juridiques et administratifs utilisés pour effectuer ce transfert de compétences et des conséquences de ce processus sur la qualité des services offerts⁷⁵. Par ailleurs, tout comme dans le cas de la santé, le discours gouvernemental recourt à l'argument de *l'amélioration de la qualité du service* pour justifier la décentralisation. Signalons enfin que le processus de décentralisation de l'éducation comporte plusieurs facettes, bien que nous n'en ayons retenu que quelques-unes, reliées particulièrement à l'hégémonie d'une logique économique qui relègue au deuxième plan l'amélioration des services pédagogiques.

Carlos Acuña signale que le processus de transfert de l'éducation publique s'est effectué de manière assez rapide, entre autre, parce que le gouvernement de Carlos Menem rencontra très peu d'obstacles à son implantation. Selon Acuña, pour bien saisir la dynamique de la décentralisation, il faut tenir compte du rôle joué par les autorités nationales, d'une part, et de l'acceptation généralisée de cette politique par les acteurs sociaux et les autorités provinciales d'autre part⁷⁶. Ainsi, pour Senén Gonzalez, l'adhésion du syndicat *La Confédération des travailleurs de l'Éducation de la République d'Argentine* (CTERA) au projet de décentralisation permet de saisir l'absence d'un conflit social au début des années 1990⁷⁷. Voici quelques chiffres et pourcentages que nous avons retenus afin de mieux illustrer l'ampleur du réaménagement de la régulation sociale en matière d'éducation : en 1987, l'État

⁷⁵ Sources consultées : Ley 23 696/1989 *La Reforma del Estado* y Ley 23 697/1989 *La Emergencia Economica* / R. Carciofi, O. Centrángolo et O. Laraña, *Desafíos de la Descentralisation*, Selección Cepal, Santiago, 1996 / O. Oszlach, «Estado y Sociedad : Las nuevas reglas de juego», Colección CEA-CBC, vol. 1, Buenos Aires, 1997/ *La formación del Estado Argentino*, Editorial de Belgrano, Buenos Aires, 1990.

⁷⁶ C. Acuña, «Reforma Política y políticas públicas. Tensiones de la estructura gubernamental argentina», *Escenarios Alternativos, Revista de Análisis Político*, no 8, otoño, 2000.

⁷⁷ S. González, *Argentina : Actores e instrumentos de la reforma educativa. Propuestas del centro y respuestas de la periferia*, Buenos Aires, Mimeo, 2000.

administrait la moitié des établissements d'éducation du pays qui formaient 2/3 des élèves et plus de la moitié des enseignants; en 1997, il ne restait sous la juridiction de l'État national que 1% des établissements formant 1% des élèves et 3 % des enseignants du pays⁷⁸. En ce qui concerne les dépenses publiques de l'État, les statistiques démontrent que durant la période s'étalant de 1984 à 1990, elles furent de 42,4%. De 1991 à 1997, ces mêmes dépenses diminuèrent à 25,2%. En revanche, durant la même période, la ville de Buenos Aires et les provinces virent leur pourcentage de dépenses publiques augmenter à 74,8%⁷⁹.

En résumé, le processus de décentralisation des services de santé et d'éducation a représenté pour la ville de Buenos Aires et les provinces, un surplus budgétaire majeur. À l'origine, les provinces ont perçu le projet de décentralisation comme un palliatif à leur difficile situation économique. C'est-à-dire que là où il existait une délégation d'énormes responsabilités de la part de l'État national, les provinces n'ont vu qu'une assignation de ressources provenant des fonds de la *Coparticipation Nationale d'Impôts*⁸⁰. Cette situation permet d'expliquer non seulement l'acceptation passive du processus de décentralisation par les instances provinciales, mais aussi le faible taux de conflit social enregistré au début des années 1990. Remarquons, de plus, que le transfert de responsabilités de la sphère nationale vers la sphère locale n'a pas apporté les changements promis par le gouvernement, notamment l'amélioration de la qualité des services et l'accroissement de la participation communautaire. Au contraire, les provinces se sont subitement retrouvées surchargées par les responsabilités, car à la gestion des services urbains traditionnels est venue s'ajouter la gestion de la santé et de l'éducation. La négligence de l'État

⁷⁸ Ministerio de Educación de la Nación. Dirección General Red Federal de Información.

⁷⁹ Ministerio de Economía de la Nación. Secretaría de Programación Económica y Regional : Caracterización del gasto público social período 1980-1997.

⁸⁰ R. Carciofi, O. Centrángolo et O. Laraña, *op. cit.*,

national lors du transfert des ressources financières aux provinces ainsi que l'incapacité administrative de ces dernières à assumer ses nouvelles responsabilités ont généré des effets pervers comme l'augmentation du taux de chômage et l'augmentation des inégalités sociales. Enfin, les compressions dans le secteur public et l'augmentation du taux de chômage eurent des répercussions dans le secteur privé, qui se sont traduites par des réductions de salaire à partir du milieu des années 1990⁸¹.

Tout compte fait, l'absence d'assistance technique et de régulation de la part de l'État constituèrent une des grandes faiblesses du projet de décentralisation des services de la santé et de l'éducation. Toutefois, nous devons signaler que les caractéristiques du projet de décentralisation des services publics varièrent selon les particularités de chaque juridiction provinciale, à savoir leur contexte économique, la capacité de négociation de leurs élites politiques, ainsi que leur volume de transfert. Par ailleurs, les provinces les plus pauvres se retrouvèrent subitement incapables de payer les salaires des employés provinciaux, autrefois employés de l'État. Il n'est donc pas surprenant de voir apparaître dans les années qui suivirent l'instauration des politiques de décentralisation plusieurs effets pervers liés à ces mêmes politiques. Effets qui se répercutèrent notamment sur la qualité de vie d'une grande partie de la population.

À la lumière de ce qui précède, nous retenons l'hypothèse selon laquelle l'émergence des conflits sociaux, à partir du milieu des années 1990, fut en rapport direct avec la politique de compressions budgétaires dans la prestation de services publics, d'une part, et, d'autre part, avec les mesures de licenciements massifs, la réduction des salaires et la diminution des pensions de retraite des employés du secteur public.

⁸¹ C. Lozano, *op. cit.*, p.8.

Javier Auyero⁸² affirme que la politique de décentralisation a coïncidé avec la dégradation du système d'éducation, de santé et d'accès au logement pour les secteurs ayant peu de ressources. De toute évidence, cette affirmation se trouve à l'opposé des énoncés du discours présidentiel de l'époque, «réformer l'État, (...) c'est transformer la nation, mettre en marche l'Argentine et faire bénéficier les Argentins de la richesse inutilisée, gaspillée ou mal répartie⁸³». Cet écart entre la réalité sociale et le discours politique fut caractéristique de l'Argentine des années 1990. La réforme de l'État, qui fut qualifiée à l'époque de «miraculeuse» par la communauté internationale⁸⁴, incarna en fait la fin de la conception d'un État garant des droits universels et de la cohésion sociale.

Jusqu'ici, nous nous sommes attardé à signaler les principales transformations politiques, sociales et économiques qui ont marquées le passage de la forme d'État *interventionniste* à la forme d'État *néo-libérale*, il nous reste maintenant à montrer la réaction de différents secteurs de la société argentine face à ces grandes transformations. Nous partons de l'idée que la convergence de processus structureaux auxquels nous nous sommes largement référés dans ce premier chapitre se répercute directement dans l'évolution du conflit social argentin tout au long des années 1990. À cet égard, la saisie de ces transformations structurelles confirme la mise en place d'un nouveau modèle de régulation qui laisse tomber, selon les termes de Martha Mancebo, «l'éthique de solidarité» qui avait nourri les idéaux de progrès et de justice

⁸² J. Auyero, *op. cit.*, p.10-12.

⁸³ V. Armony, *Représenter la nation, op. cit.*, p.177.

⁸⁴ Particulièrement par le gouvernement et par l'opinion publique américaine. *The Wall Street Journal*, 11 septembre 1992/ J. Petras et H.Veltmeyer, «Argentina : Between disintegration and revolution», *op. cit.*

sociale de la société argentine pendant quelques décennies⁸⁵. Le deuxième chapitre aborde le processus de la mobilisation citoyenne contre la perte des droits et des bénéfices de la citoyenneté qui se met en place au début de la décennie 1990 et qui atteint son paroxysme à la fin de la même période.

⁸⁵ Martha Mancebo, «La sociedad argentina de los 90 : crisis de socializacion» dans *Los noventa, op. cit.*, p. 190.

CHAPITRE II

QUELQUES CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES

Dès la fin des années 1970, la plupart des pays d'Amérique latine adoptent progressivement un nouveau modèle d'accumulation s'inspirant des principes philosophiques de l'individualisme libéral⁸⁶. Nombreux sont les auteurs qui critiquent les contradictions inhérentes à ce modèle, plus précisément, la subordination de la sphère sociale aux critères de croissance économique qui se mesurent par l'augmentation du PIB et des inversions étrangères⁸⁷. De l'avis de plusieurs analystes, le processus des transformations économiques et sociales qui s'est installé en

⁸⁶ W. Cancela, «Hacia un nuevo modelo de desarrollo. Propuesta y líneas de acción», *Cuadernos del CLAEH*, no 41, Montevideo, cité par J. Arocena dans *Amérique Latine espaces de pouvoir et identités collectives*, Paris, Harmattan, 1998, p.46.

⁸⁷ La mutation structurelle du système capitaliste qui se met en place à partir des années 70 prépare les conditions pour l'insertion de l'Amérique latine dans le processus de mondialisation économique. Dans les années 80 et 90, l'Amérique latine se plie aux exigences des Organismes Créancières Internationales afin d'obtenir de nouveaux crédits pour la réactivation de ces économies. En raison de l'application stricte de ces mesures d'ajustement, le continent latino-américain connaît dans les années 90, des taux d'endettement et de pauvreté extrêmes. Quelques chiffres suffisent à illustrer cette affirmation : 1) En 1990, la dette extérieure plus intérêts grimpe à 427,5 milliards de dollars 2) En 1990, le taux d'inflation augmente à 400% (accompagné de la chute du taux de croissance et de la réduction du PIB). 3) Durant la période 1980-1990 le taux de chômage monte à 48%. 4) En 1990, le nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté grimpe à 44%. 5) Le nombre de travailleurs dans le secteur informel de l'économie est de 30 millions dans les années 90. Ces chiffres sont cités par J. Massardo et A. Suarez Rojas, *Civilisation Latino-Américaine*, Paris, Ellipses, 2000, p.138. Ils correspondent à des informations publiées par CLEPI, «Informe sobre la economía mundial», CEPAL, «Transformation productive con equidad», ONU «Rapport sur la population».

Argentine à partir du milieu des années 1970 et qui s'est consolidé dans les années 1990 ébranle profondément la «physionomie du capitalisme argentin». Selon Claudio Lozano, l'un des aspects le plus révélateur de la mutation du système est celui de la perte progressive des droits sociaux et économiques que les secteurs populaires avaient obtenus dans le cadre du compromis *fordiste* d'après guerre. Rappelons qu'à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, l'intégration subordonnée des classes populaires au marché et à l'État avait permis la consolidation d'un marché interne et la graduelle démocratisation de la structure sociale argentine. Plus tard, dans les années 1970, le capital financier, qui cherchait à se repositionner à la suite de l'éclatement de la crise mondiale du système capitaliste, cible l'anéantissement de ces conquêtes sociales. Pour ce faire, la puissance financière s'allie avec le gouvernement militaire qui amorce durant la période de 1976 à 1983 l'entreprise de déstructuration de l'État et de la société argentine⁸⁸. Finalement, dans les années 1980 et 1990, plus exactement dans le contexte d'ouverture de l'économie d'Argentine au marché mondial, ce processus d'anéantissement des droits et des conquêtes sociales s'est renforcé comme conséquence de l'application stricte des programmes orthodoxes d'ajustements structurels, cette fois-ci, par les gouvernements démocratiques. Claudio Lozano signale que dans la décennie 1990 le phénomène de paupérisation des masses populaires, d'une part, et de concentration de la richesse et du revenu aux mains d'une minorité, d'autre part, prend des proportions démesurées⁸⁹.

⁸⁸ Dans un article publié par le Monde Diplomatique (Edition Cone Sud, juin, 2000) Iñigo Carrera décrit l'enjeu des années 70 dans les termes suivants : «Through the take over of the government by the military cadres, the financial capital was able to ensure the total control (of civil society) that allowed the implementation of policies convenient to its own interests and that were needed to adequate the country to the conditions imposed by the economic crisis in the capitalist world». Cité par P.Colmegna, «The Piquetero Movement of the unemployed: Active rejection of an exclusionary form of Democracy», <http://www.chaire-mcd.ca/pdf/argentine/colmegna/pdf>.

⁸⁹ C. Lozano, *op. cit.*, p. 5-6.

Ruben Lo Vuolo avance l'hypothèse de «la fin d'une époque» durant laquelle le rapport «capital-travail» avait permis à la masse salariale, d'abord de satisfaire ses besoins de subsistance et, ensuite, d'accéder à une certaine mobilité sociale à travers le travail et l'éducation, à savoir les moyens institutionnels traditionnels⁹⁰. Joseph Stiglitz souligne que dans les années 90 s'installe une époque de profondes transformations «Argentina was the IMF's model student». L'auteur rajoute que ce pays est un laboratoire social d'un «capitalisme sauvage» qui réussit, durant une période très courte, à augmenter le nombre des exclus à des niveaux sans précédents dans l'histoire de l'Argentine⁹¹. Dans le même ordre d'idées, Mirta Antonelli décrit ce processus de détérioration des conditions de vie des secteurs populaires en termes de «desconfiguration de colectivos⁹²». Pour Antonelli, cette notion renvoie à la nouvelle réalité de «désocialisation» ou de «destruction du tissu social» qui se met en place en Argentine au moment où l'État abandonne son rôle de garant des droits des citoyens et de garant de la répartition équitable de la richesse nationale. Le désengagement de l'État de la «chose publique» au profit des intérêts liés au libre-marché s'accompagne d'une série de transgressions de l'article «14 bis» de la Constitution Nationale garantissant le droit au travail dans ses diverses formes et dans des conditions dignes et équitables. Cette nouvelle donne confirme, entre autres choses, le démantèlement du modèle politico-institutionnel mis en place dans le cadre de l'État populiste.

⁹⁰ R. Lo Vuolo, *Contra la exclusión*, CIEPP, Buenos Aires. 1996.

⁹¹ J.Stiglitz, «No vale la pena un acuerdo con el Fondo», <http://old.clarin.com/diario/2002/08/23e-02301.htm>.

⁹² <http://www.cholonautas.edu.pe/pdf/espaciosurbanos.pdf>

Les années 1990 ont vu se multiplier les conflits sociaux partout en Amérique latine⁹³. Telle que définie par José Seoane et Emilio Taddei⁹⁴, la notion de «conflit social» renvoie à l'idée «d'altération de l'ordre social régnant, brisant ou interrompant momentanément la reproduction des relations sociales dominantes». On peut dire que les formes du conflit sont différentes selon les pays, mais que les causes de l'émergence du conflit sont toujours en lien avec la problématique de la progressive polarisation des différentes sphères de la vie collective. Les actions contestataires, urbaines ou rurales, réunissent différentes catégories d'acteurs sociaux autour des revendications rattachées fondamentalement à la perte d'emploi et à la déresponsabilisation de l'État dans la prestation de services sociaux de base. Dans la majorité des cas, ces demandes sont orientées vers l'État, alors que le discours dominant persistait jusqu'à récemment à nier les rapports sociaux antagoniques. Est emblématique de cette stratégie de diversion le discours de l'administration Menem selon lequel l'évolution de l'Argentine vers «la société de marché» se fait de manière harmonieuse, c'est-à-dire sans tensions ni conflits majeurs⁹⁵.

Seoane et Taddei critiquent le rôle joué par les médias «officiels», «porte-parole» du gouvernement, dans le traitement de l'information liée au conflit social durant les dix dernières années (1990-2000). Selon ces auteurs, en premier lieu, les médias ont disqualifié la parole des acteurs- au profit de celle des experts ou des fonctionnaires

⁹³ A. Scribano, «Argentina 'cortada' : cortes de ruta y visibilidad social en el contexto del ajuste», dans *Lucha Popular, Democracia, Neoliberalismo : Protesta Popular en América latina en los Años del Ajuste*, López Maya, Margarita, Caracas, *Nueva Sociedad*, p. 45-72, 1999.

⁹⁴ J. Seoane, E. Taddei, «La conflictivité sociale en Amérique latine», Osal, Conseil Latino-américain des Sciences Sociales, Buenos Aires, CLACSO, no 2, juin 2000, p.14./ Dans le deuxième numéro (2001) de la revue Osal, les auteurs repèrent dans 18 pays d'Amérique latine une augmentation de 64% dans le nombre de conflits sociaux dans les premiers huit mois de l'année 2001. Le nombre de conflits passe de 1221 à 2003, p. 45.

⁹⁵ *Ibid*, p. 13.

publiques- et, en deuxième lieu, les médias ont occulté au public la violente répression policière exercée contre les manifestants. Seoane et Taddei soutiennent qu'à travers la stratégie du contrôle de l'information- notamment par le caractère «spontané» attribué aux actions contestataires- le gouvernement tentait à tout prix d'escamoter le mécontentement populaire et la formation imminente d'un mouvement de résistance sociale aux politiques d'ajustement⁹⁶. Selon ces auteurs, l'approche partielle et incomplète de l'émergence et du déroulement du conflit social, telle que réalisée par les médias officiels, a eu comme principale conséquence, la dissolution de «l'historicité des processus sociaux» ou, en d'autres termes, l'affaiblissement de «la mémoire de luttes» de l'imaginaire collectif. Par ailleurs, Seoane et Taddei dénoncent que la lecture fragmentaire du conflit social, le fait que les actes de contestation aient été présentés au public en tant que «faits isolés» et «sans antécédents historiques», a eu comme effet de rendre le «conflit social invisible» durant quelques années.⁹⁷

Seoane et Taddei insistent sur le fait que l'étude du conflit constitue une «porte d'accès» non négligeable à l'appréhension «des transformations structurelles qui marquent le capitalisme latino-américain et à l'appréhension des dynamiques sociales dans lesquelles lesdites transformations s'inscrivent et se déploient»⁹⁸. Selon les auteurs, il est essentiel de redonner au conflit social la «visibilité» qui lui avait été enlevée par la rhétorique officielle. Bien entendu la saisie des multiples dimensions du conflit permet l'identification des nouvelles attitudes et des nouvelles pratiques qui, bien qu'elles «naissent et se développent en marge de la logique institutionnelle, peuvent, à certains moments, se généraliser et s'universaliser, contribuant ainsi à la

⁹⁶ *Ibid*, p. 12-13.

⁹⁷ *Ibid*, p. 12-13.

⁹⁸ *Ibid*, p.12.

conquête des nouveaux droits»⁹⁹. En conclusion, les auteurs nous rappellent qu'une réflexion critique sur les nouvelles formes de l'antagonisme social en Amérique latine doit viser la saisie «des continuités et des ruptures» à l'œuvre dans les processus sociaux contestataires, c'est-à-dire la trame tissée derrière les conflits sociaux.

2.1 Genèse de la contestation sociale en Argentine

À partir du milieu des années 90, l'augmentation du nombre de conflits sociaux concorde avec l'apparition sur la place publique de nouvelles modalités de l'action collective. Vers la fin des années 90, le thème de la contestation sociale devient l'objet d'une attention médiatique particulière, notamment en raison du rapport

⁹⁹ *Ibid*, p. 12-13.

existante entre la protestation sociale et le déclenchement de certains moments d'instabilité institutionnelle et des crises, comme celle qu'a connue l'Argentine en décembre 2001. Selon différents analystes, le phénomène de la protestation sociale s'inscrit dans un double contexte d'instabilité politique et de récession économique dont la caractéristique principale réside dans l'incapacité du système politique de répondre aux demandes sociales formulées par différentes catégories de la population. Nicolas Iñigo Carrera mentionne que jusqu'au début des années 90, les syndicats constituaient la seule référence politique de la lutte populaire contre les politiques socio-économiques adoptées par le gouvernement. À savoir, 13 grèves générales organisées par «La Centrale Générale du Travail» (CGT) éclatèrent durant l'administration de Raul Alfonsín¹⁰⁰. Toutefois, dès le milieu des années 90, apparaît une transformation significative de la forme de la protestation sociale en Argentine qui, selon Iñigo Carrera, est en rapport avec l'irruption sur la scène publique de nouveaux acteurs dépourvus de toute affiliation syndicale¹⁰¹. D'après l'auteur, il ne faudrait pas en conclure que l'émergence de nouvelles formes d'action collective signifie la disparition de la grève comme moyen de contestation. Il rappelle que 9 grèves générales eurent lieu dans les années de l'administration de Carlos Menem ainsi que 9 grèves pendant le gouvernement de Fernando De la Rúa. Somme toute, Iñigo Carrera soutient que durant les années 90, se produit en Argentine une progressive mobilisation de ressources collectives¹⁰² impulsée notamment par l'articulation de la grève avec de nouvelles modalités de lutte.

¹⁰⁰ N. Iñigo Carrera, «Las Huelgas Generales Argentina 1983-2001 : un ejercicio de periodización», *op. cit.*, p.110.

¹⁰¹ *Ibid.*, p.134.

¹⁰² La théorie de mobilisation des ressources apparaît aux États-Unis dans les années 1970, cette théorie est une tentative de saisir non pas pourquoi les groupes se mobilisent (modèle collective behaviour), mais comment se développe la mobilisation. Ainsi, une attention centrale est donnée à l'étude de l'organisation en tant qu'élément qui structure le groupe d'une part et qui ressemble les

Avant d'aborder la question de l'émergence des nouvelles modalités de l'action contestataire dans les années 90, nous tenons à souligner quelques données en rapport avec l'histoire des conflits en Argentine. De prime abord, le mouvement syndical, historiquement lié au parti Péroniste, fut un acteur politique très actif dans les grandes mobilisations populaires de l'histoire de l'Argentine. On peut citer par exemple la révolte du 17 octobre 1945 au cours de laquelle des milliers d'ouvriers réclamèrent la libération de son leader, le général Péron. Il en est de même pour la résistance populaire après la chute du péronisme en 1955 et les révoltes populaires dans l'intérieur du pays à la fin des années 60 et au début des années 70, telles que «el Cordobazo», «el Tucumanazo» et «el Rosariazo». Par ailleurs, c'est justement en raison de la solidité organisationnelle du mouvement syndical qu'il fut la cible d'un plan stratégique de déstructuration mené par le régime militaire (1976-1983).

En ce qui concerne le mouvement étudiant, celui-ci a toujours été présent à côté du mouvement syndical pour appuyer les grèves. Il a participé activement aux mobilisations populaires, c'est pourquoi il fut aussi sévèrement réprimé par la dictature militaire. Finalement, il ne faut pas oublier les «Mères de la Place de Mai» qui, après avoir contesté bravement contre le génocide de leurs enfants, au milieu d'un climat de terreur et d'incertitude, se sont transformées en symbole de la résistance populaire. Sans aucun doute l'Argentine possède une longue tradition de luttes populaires. Le sociologue Javier Auyero¹⁰³ démontre que l'évolution de la protestation sociale au pays n'est pas exclusivement liée aux problématiques économiques et sociales. Pour lui, cette évolution est fondamentalement la conséquence de processus culturels et politiques, d'une part, et de l'articulation de

ressources pour la mobilisation d'autre part. Parmi les principales représentantes de ce courant théorique on peut citer : Oberschall (1973), Gamson (1975), Tilly (1976) et Mc Carthy et Zald (1977).

¹⁰³ J. Auyero, *op.cit.* p.18-29.

ces processus avec l'expérience issue de différentes formes de contestation populaire, d'autre part. On ne peut douter que l'expérience historique des luttes ouvrières, étudiantes et pour la défense des droits humains, dirigées contre l'État ou contre le patronat, avec ses taux d'échec ou de réussite, exerce une influence directe dans le déroulement du processus de contestation sociale qui se développe à partir du milieu des années 90.

2.2 La transformation de la condition salariale

D'après l'étude de Verónica Maceira et Ricardo Spaltenberg sur les transformations de la classe ouvrière en Argentine, le conflit de travail joue un rôle central dans l'histoire des luttes sociales de l'Argentine, et cela à la différence de plusieurs pays d'Amérique latine. Selon les auteurs, cette particularité réside dans la présence d'une tradition syndicale qui date du début du XXe siècle et qui acquiert une véritable force organisationnelle dans la période d'industrialisation de l'Argentine après la crise mondiale des années 30¹⁰⁴. Pendant plusieurs décennies, la grève fut le moyen de pression par excellence des syndicats pour la défense des intérêts des travailleurs, à savoir : l'augmentation des salaires, les meilleures conditions de travail, le régime de vacances, les congés de maladie, la couverture médicale, les fonds de retraite, le maintien d'un taux d'occupation stable, etc. En revanche, Maceira et Spaltenberg rendent compte de la perte progressive du nombre des membres des syndicats à partir du milieu des années 90, plus précisément, après la mise en place du processus de privatisation et de destruction de l'industrie nationale. Les auteurs expliquent que dans les années d'approfondissement de la crise économique, c'est-à-dire durant le deuxième mandat présidentiel de Carlos Menem, la pression exercée par les syndicats dans le but de freiner le processus des licenciements massifs des travailleurs ne trouve

¹⁰⁴ V. Maceira et R. Spaltenberg, «Una aproximación al movimiento de desocupados en el marco de las transformaciones de la clase obrera en Argentina», *op. cit.*, p.23.

pas d'écho ni dans la sphère étatique, ni dans la sphère privée. La combinaison de ces facteurs entraîne alors la perte de la capacité de négociation et du pouvoir de pression que les organisations syndicales argentines avaient connus auparavant¹⁰⁵.

Maceira et Spaltenberg observent qu'à partir du milieu des années 90, la menace constante de mises à pied massives, l'augmentation du taux de chômage, puis le niveau élevé de concurrence pour combler le peu de postes de travail vacants coïncident avec la réduction du nombre des conflits du travail, particulièrement dans le secteur privé et dans le secteur industriel. Également, ils observent que les travailleurs de l'État se transforment- dans les années qui suivirent les événements de la «Pueblada de Santiago» de 1993- en principaux protagonistes du conflit de travail en Argentine¹⁰⁶. On peut ajouter que ces nouveaux conflits de travail menés par les travailleurs étatiques acquièrent une grande intensité tout particulièrement dans les provinces de l'intérieur du pays affectées par les mesures de décentralisation et de déresponsabilisation de l'État dans la gestion des services sociaux. De toute évidence, à cause des transformations socio-économiques des années 90, mais aussi à cause de ce qu'Émile Durkheim nomme «la crise morale des institutions républicaines», se produit non seulement une modification substantielle dans les formes du conflit de travail, mais aussi un déplacement des lieux traditionnels du conflit. Dorénavant, celui-ci se déroule surtout en dehors du cadre de l'institution syndicale. Tout compte fait, selon Alvaro Linera, l'analyse de nouvelles modalités du conflit du travail met en évidence la fin du rôle de médiateur des syndicats entre l'État et la société. Or, c'est justement ce rôle de médiateur des syndicats qui avait garanti à la classe ouvrière, pendant plusieurs décennies, non seulement une stabilité socio-économique, mais

¹⁰⁵ *Ibid*, p.26-28.

¹⁰⁶ *Ibid*, p.23-24.

aussi la construction d'une identité particulière axée sur une certaine mobilité sociale ascendante¹⁰⁷.

Marina Farinetti signale qu'à la suite des changements structurels des années 90, se produit le déplacement du conflit de travail de la sphère privée vers la sphère publique, c'est-à-dire de la manufacture, le lieu dans lequel se réalise la grève, à la place publique, le lieu dans lequel les citoyens, dépourvus dans la grande majorité d'une affiliation syndicale quelconque, expriment différents types de revendications. À la différence des conflits de travail des décennies précédentes, ces nouveaux conflits, relate l'auteur, ne sont pas reliés au thème de l'augmentation des salaires, ils sont plutôt rattachés à la problématique de la perte de l'emploi et du retard dans le paiement des salaires¹⁰⁸. On peut ajouter qu'il ne s'agit pas de la mobilisation d'un acteur homogène autour de revendications déterminées, mais plutôt de la mobilisation d'une diversité d'acteurs autour de demandes hétérogènes exprimées de manière spontanée et fragmentée. En effet, en dressant un tableau des conflits de cette époque on peut constater d'une part, la diversité d'acteurs qui se sont impliqués dans des

¹⁰⁷ A. G. Linera, «La estructura de los movimientos sociales en Bolivia, Osal, *op. cit.*, p.185-186. À propos de la notion du rôle intégrateur du travail salarié en Amérique latine voir les travaux de Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

¹⁰⁸ M.Farinetti, «Que queda del 'movimiento obrero'?, Las formas del reclamo laboral en la nueva democracia argentina», *Trabajo y Sociedad, Indagaciones sobre el empleo, la cultura y las prácticas políticas en las sociedades segmentadas*, Santiago del Estero, no 1, vol. I, junio-septiembre, 1999. / Adrian Scribano et Federico Schuster font allusion aux caractéristiques les plus marquantes du contexte social de la première moitié des années 90 : l'augmentation et la diversification des actions de protestation, la multiplication des organisations de protestation, les modifications des thèmes et des demandes autour de la protestation et l'apparition des nouvelles formes de protestation. «Protesta social en la Argentina de 2001 : entre ruptura y normalidad», Osal, *op. cit.*, p.17.

¹⁰⁸ J. Auyero, *La protesta, Retratos de la beligerancia popular en la Argentina democrática*, *op. cit.*, p. 22.

actions de protestation : chômeurs, employés du secteur public, employés des compagnies privatisées, travailleurs du secteur informel, petits propriétaires urbains et ruraux, étudiants, jeunes exclus du marché de travail, immigrants de pays voisins, etc. Et, d'autre part, la diversité des réclamations : l'ouverture des manufactures fermées, l'octroi de subsides d'assistance, le payement des salaires en retard, l'arrêt des coupures dans les services sociaux, la diminution des tarifs des services publiques, la condamnation des militaires compromis dans le génocide à qui l'on accorde le pardon à la place de la prison, ainsi que la demande de justice par rapport à la violence policière, la violence du pouvoir politique et la corruption politique. En somme, il est question de la mise en place d'un processus de confrontation sociale qui se déroule sur la place publique et dans lequel les citoyens dépourvus de leurs droits fondamentaux interpellent l'État en tant que garant de ces droits et de la cohésion sociale.

2.3 Désobéissance civile : le cas de la «Pueblada de Santiago»

Plusieurs auteurs s'entendent dans l'affirmation que la montée de l'escalade de la lutte populaire remonte à 1993, au moment de l'imminente détérioration des termes du compromis entre l'État et les secteurs les plus défavorisés de la société. C'est justement ce qui est arrivé dans la province du Nord-Ouest de *Santiago del Estero*, en décembre 1993, quand des milliers de citoyens, particulièrement des employés du secteur provincial et municipal- auparavant employés par l'État national- se révoltèrent contre l'application d'une nouvelle mesure d'ajustement, *Ley Omnibus*. Édictée par le gouvernement fédéral, sous prétexte de la diminution du déficit fiscal, la *Loi Omnibus* fut approuvée par l'administration provinciale de Fernando Lobo, le 12 novembre 1993. Cette loi stipulait le licenciement de 10 000 employés de l'administration publique, ainsi que des réductions de salaires pour le reste des employés de l'ordre de 50%. Sans tarder, cette décision politique provoque un mouvement de protestation populaire qui fut qualifié par les journaux de l'époque

comme «la rébellion des gens affamés et indignés¹⁰⁹». Cette révolte populaire, connue sous le nom de «La pueblada de Santiago», se solda le 16 décembre 1993 par le pillage et l'incendie d'édifices publics : le Palais gouvernemental, la Législature et la Cour suprême de justice, de même que par des actes de vandalisme dans les résidences privées des politiciens accusés de corruption.

Les événements de décembre 1993 représentent le point culminant d'une escalade de lutte populaire, initiée en 1992 par le syndicat des enseignants qui conteste la Loi de décentralisation de l'éducation. Les enseignants de Santiago s'opposent d'abord au transfert des écoles nationales à la province; ensuite, ils demandent une augmentation des salaires, le paiement des salaires en retard de plusieurs mois, ainsi que des réaménagements dans les établissements d'éducation. Les professeurs universitaires exigent aussi une amélioration des conditions de travail et le versement des salaires dus. Quant aux travailleurs de la santé, ils se mobilisent tout au long de 1993 pour demander l'acquittement des salaires en retard et des ressources matérielles pour faire fonctionner les hôpitaux. «La Pueblada» fut précédée par un rassemblement des différents syndicats en lutte contre les politiques d'ajustements. Lors de ce rassemblement apparaît l'expression : «parti du peuple de Santiago» qui regroupe dans la même lutte, les différents syndicats. De plus aux revendications traditionnelles s'ajoute une demande de punition des fonctionnaires publics accusés de corruption, formulée sous la consigne «Tout à ses limites !». «La Pueblada» constitue ainsi la première grande manifestation de désobéissance civile en Argentine. Quelques années plus tard surgissent d'autres mobilisations particulièrement dans les provinces les plus affectées par les coupures budgétaires et par des mises à pied massives.

¹⁰⁹ J. Auyero, *La protesta, Retratos de la beligerancia popular en la Argentina democrática*, op. cit., p. 22.

En résumé, la particularité du phénomène de «La pueblada» fut d'avoir synthétisé toute une série de demandes collectives autour de deux problématiques centrales : la montée vertigineuse du taux de chômage et le phénomène de corruption dans la sphère de l'administration publique. De toute évidence, les facteurs menant au déclenchement de «la Pueblada de Santiago», à savoir : l'application aveugle des politiques du déficit zéro, l'indifférence de l'État provincial face au destin des milliers de «laissés pour compte», la multiplication du nombre d'irrégularités dans la gestion publique, ainsi que l'enrichissement malhonnête des fonctionnaires publics, constituent, désormais, l'exemple de la mise en place d'un nouveau modèle de régulation qui laisse tomber, selon les termes de Martha Mancebo, «l'éthique de solidarité» qui avait nourri les idéaux de progrès et de justice sociale de la société argentine pendant quelques décennies¹¹⁰.

2.4 *El Piquete* : une nouvelle modalité de contestation

En 1992, à la suite de la privatisation de la compagnie pétrolière YPF, les nouveaux administrateurs décident de procéder à la fermeture de plusieurs raffineries, cette décision entraîne le congédiement immédiat de centaines de milliers de travailleurs partout dans le pays. Sous l'effet de la montée vertigineuse du taux de chômage, des villes pétrolières autrefois prospères se transforment soudainement en villes fantômes avec des taux de chômage qui grimpent à 30 % et à 40 %¹¹¹. En 1995, la détérioration

¹¹⁰ M. Mancebo, «La sociedad argentina de los '90 : crisis de socialización», dans *Los noventa. Política, sociedad y cultura en América Latina y Argentina de fin de siglo*, op. cit., 182-185.

¹¹¹ Selon un rapport publié en 95 par le Monde Diplomatique (édition Cône Sud), à la suite de la privation de la compagnie pétrolière YPF, 4 000 travailleurs furent mis à pied dans la localité de Cutral Co. La raison invoquée par les nouveaux gestionnaires fut celle de la réduction des coûts d'exploitation. La fermeture des raffineries entraîne la ruine des petites entreprises et des commerces reliés à l'industrie pétrolière.

de la crise économique et l'attitude indifférente du gouvernement vis-à-vis les licenciements massifs incitent les chômeurs de la province de Neuquén au Sud du pays à mettre en place un plan de lutte pour demander au gouvernement des prestations de chômage, ainsi que la réouverture des raffineries fermées. En l'absence d'une réponse de la part des autorités gouvernementales, une commission formée par les employés congédiés de la compagnie YPF devenue REPSOL-YPF organise, entre le 21 et le 26 juin 96, une mobilisation qui regroupe plus de 200 000 personnes. Cette mobilisation introduit toutefois une nouvelle modalité de lutte : «le blocage de routes» ou «piquete»¹¹².

Les chômeurs de YPF bloquent pendant une semaine la circulation de la route nationale numéro 22, en s'installant tout le long du trajet entre les villes de Cutral-Cô et Plaza Huincol. Ils exigent du gouvernement provincial des solutions à la crise de l'emploi, notamment la mise en place des mesures d'assistance sociale. Durant les jours que dure ce premier «piquete» les «sans emploi» accompagnés de leurs familles organisent des soupes populaires, improvisent des abris et aménagent des barricades avec des branches d'arbres et des pneus brûlés de façon à empêcher la réouverture de la route 22 à la circulation automobile. Une année plus tard, en mai 97, dans les villes de Tartagal et Général Mosconi au Nord du pays, les travailleurs congédiés par la

¹¹² Le terme «piquete» renvoie à celui de «piquet de grève» utilisé autrefois par les ouvrières pour empêcher l'ouverture des usines pendant le déroulement d'une grève. À partir du milieu des années 90, «el piquete» (blocage de route) devient une modalité de contestation adoptée par les secteurs exclus du marché de travail. La protestation consiste à bloquer la circulation des routes par l'entremise des barricades improvisées avec des branches d'arbres et des pneus brûlés. «Les piqueteros» organisent des soupes populaires et s'installent sur la route avec leur familles. Durant «el piquete» ils discutent en assemblée sur des questions liées à la sécurité, à la durée de la mesure, aux stratégies de négociation et veillent à empêcher que les forces de l'ordre réouvrent la circulation automobile. Le caractère radicale de l'action illégitime consistant dans le «blocage de routes» s'explique par l'absence d'un système d'assurance emploi ou d'assistance sociale pour les secteurs exclus du marché de travail.

même compagnie pétrolière YPF recourent eux aussi à l'utilisation des «piquetes» comme moyen de protestation contre les licenciements massifs et pour réclamer à l'État l'octroi immédiat de subsides d'assistance¹¹³, «Piqueteros were only the first emergent victims of the model that now became more evident to the rest of society¹¹⁴». Au regard de la crise économique, vers la fin des années 90, «el piquete» devient une pratique de lutte adoptée par différents secteurs de la société civile dans le but d'assurer leur survie quotidienne¹¹⁵.

2.5 La formation du *Mouvement Piquetero*

Selon Luis Oviedo, le *Mouvement Piquetero* naît en mai 97, à la suite de la tentative d'articulation de forces entre diverses organisations «piqueteras» situées au Nord du pays. La Première Assemblée Nationale de «Piqueteros» rassemble des organisations qui opèrent dans les villes de Tartagal, Mosconi, Aguaray et Cornejo. Ces organisations «piqueteras» se regroupent d'une part, à fin de briser leur isolement et,

¹¹³ Après les «piquetes» de Cutral-Co et Tartagal en 97, le gouvernement accorde la mise en place d'un programme d'aide (en bonus) pour les travailleurs congédiés, le «Plan Trabajar». La gestion de ces subsides fut confiée aux représentants politiques locaux. Plus tard, les organisations en lutte accusent le gouvernement d'utiliser la distribution de subsides de manière démagogique et clientéliste.

¹¹⁴ <http://www.chaire-mcd.ca/pdf/argentine/colmegna/pdf>

¹¹⁵ À mesure que la crise économique s'approfondit les rangs du mouvement de chômeurs «piqueteros» augmentent. D'autres groupes sociaux qui cherchent à assurer leur survie quotidienne adhèrent à ce mouvement de contestation. Par exemple, on retrouve en grand nombre des femmes responsables d'assurer la subsistance de leurs familles, des employés du secteur public condamnés à des coupures de salaires et à de licenciements massifs, des retraités privés de la perception de leur pension de retraite et privés aussi de l'assurance médicale, des jeunes exclus du marché de l'emploi ou avec des emplois éphémères, des étudiants victimes des hausses de frais de scolarité et contraints à abandonner leurs études, ainsi que des immigrants des pays frontaliers sans aucune possibilité d'améliorer leur situation socio-économique.

d'autre part, afin d'intégrer leur forces politiques et sociales autour d'un même instrument de lutte : «el piquete». Plus tard, sous l'effet de la propagation de «los piquetes» dans les provinces les plus riches, plus précisément dans les villes industrialisées telles que Rosario, Cordoba, Cruz del Eje et La Matanza commence le processus d'organisation et de consolidation du *Mouvement Piquetero*. On peut affirmer que dans les années qui suivent les événements de *Cutral-Có* et *Tartagal*, la pratique spontanée de «piquetes» se transforme en pratique systématique, adoptée par différentes organisations du pays, non seulement dans le but d'exiger du gouvernement un programme de soutien financier aux «sans-emploi», mais aussi d'exiger des solutions à des problématiques spécifiques à chacune des organisations. Par ailleurs, le «blocage des routes» devient la stratégie préférée de plusieurs secteurs de la société argentine pour dénoncer la corruption des politiciens et le désengagement de l'État dans la prestation de services sociaux de base. Nombreux sont les auteurs qui soutiennent que l'augmentation des «piquetes» après 97, s'explique fondamentalement par les capacités de négociation et de pression qui se sont concrétisées par l'interruption de la circulation des marchandises, donc des échanges économiques. Paula Colmegna décrit le processus de mobilisation des chômeurs «piqueteros» dans les termes suivants :

«Their mobilisation exposes them publicly as a symbol of the failure of the economic and political system, and of the urge for change. This very process of mobilisation, not only allows them to gain visibility and unity, but most importantly, it confers them a present, not a material present, but a symbolic strength to mobilise against 'the system' and to stand in the centre of society as an icon of the social debt that the present economic system embodies. In other words, it is a moment of recognition of possibilities and power; the attainment of a political, and politicised present¹¹⁶»

¹¹⁶ <http://www.chaire-mcd.ca/pdf/argentine/colmegna/pdf>

Armony et Bessa signalent que le *Mouvement Piquetero* devient l'acteur le plus important au niveau national, en 98, quand des milliers de sans-emploi bloquent l'autoroute qui relie la ville de Buenos Aires, capitale de l'Argentine, à la localité de la Matanza, le plus important cordon industriel du pays, située au sud de la même province, «They quickly became the symbol of resistance to the structural adjustment program and, as the *Zapatistas* in Mexico (though perhaps in a lesser degree), they were the catalyst of civil-society mobilization¹¹⁷». C'est d'ailleurs à cette époque-là que commencent à se mettre en place les premières associations de «sans emploi» particulièrement dans les localités de La Matanza et Zona Sur, fortement touchées par la crise de l'emploi, plus tard, ces associations s'organisent au niveau national sous la forme de réseaux ou «multisectoriales». Pour illustrer la coordination entre les différentes organisations en lutte, on peut citer le cas du blocage du pont qui relie la province de Corrientes à la province du Chaco réalisé par les organisations des travailleurs de l'État de ces deux provinces, le 10 décembre 1999, jour où Fernando De la Rúa assumait la présidence de la nation¹¹⁸. En somme, la critique spécialisée conceptualise cette situation en termes de changement de la nature du conflit post-keynésien, à savoir de la transformation des formes d'expression du conflit, des protagonistes et des motivations¹¹⁹.

Au sein du *Mouvement Piquetero* convergent différentes organisations de la société civile avec des trajectoires, des perspectives et des orientations politiques hétérogènes, autour de l'adoption d'une modalité radicale de contestation et d'action

¹¹⁷ V. Armony, E. Bessa, *op. cit.*, p. 5.

¹¹⁸ Durant ce «piquete» 10 000 travailleurs de l'État bloquent le pont que relie la province de Corrientes à la province de Chaco, ils furent toutefois brutalement réprimés par l'armée qui obéit aux ordres du nouveau Ministre de l'intérieur, Federico Storani.

¹¹⁹ <http://www.ceil-piette.setcip.gov.ar/docpub/ponencias/lenguitapiq.html>

collective : «le blocage de routes». Luis Oviedo, situe les organisations «piqueteras» dans un continuum entre deux pôles : l'un radical et l'autre modéré. Ces organisations regroupent autant les secteurs exclus du marché du travail que les secteurs intégrés, tels que les travailleurs de l'État et les travailleurs des compagnies privatisées. Dans les pages suivantes nous essayerons d'éclaircir ce caractère complexe du *Mouvement Piquetero* à travers la saisie des tendances idéologiques qui traversent les organisations «piqueteras». On se souviendra que le *Mouvement Piquetero* a émergé en marge des institutions politiques traditionnelles, mais qu'il est étroitement lié à certains courants syndicaux, aux partis politiques de gauche, ainsi qu'aux secteurs progressistes de l'Église catholique, durant le processus d'organisation. Prendre en compte cette donnée nous permet de mieux comprendre pourquoi, jusqu'à ce jour toutes les tentatives d'unification des différentes organisations autour d'un projet collectif sont demeurées infructueuses. L'insuccès des démarches concernant la mise en place d'un mouvement social unifié, durant le Premier Congrès *Piquetero*, en 2001, démontre la difficulté des organisations qui composent ce *Mouvement* à dépasser leurs différences idéologiques.

Les questions ayant trait à la représentation politique du *Mouvement* ainsi qu'à la création d'une Instance de Coordination Nationale de l'action revendicative ne parviennent pas à susciter un consensus parmi les organisations «piqueteras» présentes au Congrès. En effet, la proposition relative à la création d'un *Mouvement* autonome et homogène fut carrément rejetée par plusieurs de ces organisations. Comme le signale Oviedo, cet événement facilite la perception de deux grands courants qui divisent le *Mouvement Piquetero*. D'une part, celui qui s'appuie sur l'idée d'entamer une *négociation* avec les autorités gouvernementales et, d'autre part, celui qui opte pour la *confrontation*. L'auteur précise que le courant «modéré» ou «négociateur» maintient des affiliations avec quelques syndicats tandis que le courant «radical» présente deux variantes, à savoir : celle qui adhère aux partis politiques de

gauche et celle qui refuse toute affiliation politique ou syndicale¹²⁰. Pour nous résumer, bien qu'Oviedo constate le caractère irréconciliable des idéologies défendues par les courants «modérés» et «radicaux», il mentionne également l'existence d'une vaste gamme d'orientations intermédiaires à l'intérieur de ces deux courants¹²¹.

En dernière analyse, le *Colectivo Situaciones* offre une autre vision des différences idéologiques qui séparent le *Mouvement Piquetero*, à savoir : le secteur «modéré» partirait de la prémisse selon laquelle l'État nation conserve encore sa capacité d'intégration fondée sur des principes consensuels et représentatifs. Quant au secteur «radical», le *Colectivo* distingue deux branches : l'une aspirant à contrôler l'appareil d'État à travers des alliances tissées avec les groupes sociaux qui voient dans les «piqueteros» les nouveaux prolétaires de l'histoire. L'autre rejetant la polarité entre réforme et prise du pouvoir imposée par les secteurs cités précédemment, invoquant l'argument que ce n'est pas la situation économique qui détermine le changement social, mais plutôt l'adoption d'une nouvelle éthique solidaire¹²². Nous rajoutons que les tendances idéologiques se reflètent quotidiennement dans la pratique de la lutte «piquetera». Les controverses concernant la distribution et ainsi que la gestion du «Plan para Jefas y Jefes de Hogares», constitue une claire illustration des rapports

¹²⁰ L. Oviedo, *Una historia del movimiento piquetero*, *op.cit.*, p. 5. L'élément commun repéré par Oviedo au sein des différents courants du *Mouvement Piquetero* est l'idéologie du parti Péroniste en tant que pivot des politiques ou des actions reliées à la sphère du travail. Toutefois, le Mouvement s'oppose au parti *Péroniste* dans la version néo-libérale représentée dans la figure de Carlos Menem et de son ministre de l'économie Domingo Cavallo. Sans aucun doute, le *Mouvement Piquetero*- création originale qui émerge de la nécessité des chômeurs et des sans-emploi- est le protagoniste du conflit social argentin de la dernière décennie, nous dit l'auteur. D'ailleurs, il rajoute qu'on est face au Mouvement le plus radical depuis les vingt-cinq dernières années.

¹²¹ *Ibid*, p.8.

¹²² *Colectivo Situaciones*, 19 y 20 : *Apuntes para el nuevo protagonismo social*, *op. cit.*, p. 91-111

conflictuels existants d'une part, à l'intérieur du Mouvement et d'autre part, entre le *Mouvement Piquetero* et le pourvoyeur de ces subsides, l'État.

Fortunato Mallimacci souligne qu'en dépit des efforts déployés par le gouvernement de Carlos Menem pour discréditer publiquement l'action contestataire des «piqueteros», l'approfondissement de la crise économique au milieu des années 90 entraîne, en contrepartie, l'apparition d'un sentiment national de solidarité et de respect envers les milliers d'exclus du modèle néo-libéral. Mallimacci soutient que l'imaginaire collectif argentin avait alimenté une vision négative des secteurs populaires qui furent historiquement associés au barbarisme, au danger et à l'ignorance. Toutefois, à son avis, la détérioration de la situation économique, particulièrement l'incertitude qui s'installe dans les secteurs moyens, détermine l'émergence d'une attitude plus positive¹²³. Parmi les stratégies choisies par les «piqueteros» dans le but de renverser la vision négative, notamment l'idée d'illégalité rattachée à leur action revendicative, Daniel Saur décèle l'utilisation d'un discours axé sur le thème de la privation matérielle. Dans le même ordre d'idées, Rossana Reguilo relie la «ritualisation scénographique» de la protestation (pneus brûlés, soupes populaires, visages couverts, torsos nus, etc.) avec la situation de carence dans laquelle se déroule le quotidien de ces anciens travailleurs¹²⁴. Tenti Fanfani rajoute que durant le temps que dure le blocage des routes, «los piqueteros» acquièrent une visibilité ou un certain pouvoir temporel, qui est postérieurement utilisé à la table de négociations avec le gouvernement, «el piquete constituye una manera de 'hacerse ver', de romper el aislamiento, el 'niguno' al que los reduce su situación de

¹²³ F. Mallimacci, *op. cit.*, p 7-11.

¹²⁴ R. Reguilo, «Estrategias del desencanto», *Emergencia de culturas juveniles*, Buenos Aires, Editorial Norma, 2000.

exclusión social y territorial»¹²⁵. En conclusion, nous retenons l'idée de Paula Lenguita, selon laquelle différentes organisations de la société civile s'intègrent et s'articulent graduellement autour de la «capacité de revendication» symbolisée par «el piquete», ce qui ouvre la voie à la consolidation d'un mouvement «Piquetero» à caractère national et populaire¹²⁶.

2.6 Des visions différenciées du «*Mouvement Piquetero*»

Plusieurs auteurs soutiennent que la généralisation de la pratique des «piquetes» sur tout le territoire national représente la «réponse citoyenne» face à l'abandon de l'État argentin de son rôle de garant des droits fondamentaux, mais aussi face à l'indifférence de l'État par rapport au sort des milliers d'exclus. En effet, après les événements de 97, la pratique des «piquetes» n'est pas seulement adoptée par différentes catégories d'acteurs sociaux, elle est aussi pratiquée avec d'autres méthodes de protestation telles que : la grève, l'occupation d'édifices et d'espaces publics, les manifestations, l'incendie et la destruction de bâtiments étatiques, etc. Nombre d'analystes associent ces nouvelles modalités de lutte à l'émergence d'un mouvement de «résistance populaire» contre le pouvoir politique et économique jugé responsable du phénomène d'exclusion sociale¹²⁷. Après avoir observé au cours des années 90 le déploiement des différentes modalités de contestation, Javier Auyero dénonce la fausse dichotomie touchant les vieilles et les nouvelles formes de

¹²⁵ E. Tenti Fanfani, «*Exclusion social y acción colectiva en la Argentina de hoy*», *Revista Punto de Vista*, no 67, Buenos Aires, 2000.

¹²⁶ <http://www.ceil-piette.setcip.gov.ar/docpub/ponencias/lenguitapiq.html>

¹²⁷ C. Cross et J. Montes Cató, *Crisis de representación e identidades colectivas en los sectores populares : Acerca de la experiencia de organizaciones piqueteras, dans La atmósfera incandescente : Escritos políticos sobre la Argentina movilizada*, Buenos Aires, Edition Osvaldo Battistini, Association Trabajo y Sociedad, 2002, p. 85-100/ L.Oviedo, *Una historia del movimiento piquetero : De las primeras coordinadoras a las asambleas nacionales*, Buenos Aires, Rumbos, 2001.

protestation qui est admise par la littérature spécialisée. Sur ce point, il avance l'idée d'une continuité entre les pratiques contestataires du passé et celles du présent. Auyero constate que les nouvelles formes de contestation ne remplacent pas les formes déjà existantes, mais qu'elles intègrent progressivement ce que Charles Tilly a défini comme le «répertoire de l'action collective»; c'est-à-dire : «un ensemble des routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de sélection relativement délibérée¹²⁸». Selon Tilly, les «répertoires de l'action collective» ne sont pas rattachés à une philosophie abstraite; au contraire, ce sont des créations culturelles qui naissent des interactions produites de la lutte entre les citoyens et l'État¹²⁹.

Maceira et Spaltenberg réalisent que les sujets «piqueteros» d'aujourd'hui étaient autrefois des ouvriers syndicalisés. Ces auteurs établissent une liaison entre le caractère radical des nouvelles modalités de contestation et le continuum d'expériences des luttes présentes dans la mémoire collective de secteurs populaires. L'extrait suivant illustre bien la mutation de la condition ouvrière dont parlent Maceira et Spaltenberg:

«Como puede apreciarse, nuestra perspectiva al abordar el ejercicio presentado ha sido la de considerar que las clases y las fracciones de clase no se definen solamente por su actualidad y coyuntura, sino también por su historicidad. A partir de ella hemos observado, por un lado, que muchos trabajadores desocupados son los mismos que compartieron con otros las experiencias que hacen a la estructuración inmediata de una clase obrera estable. Por otro lado, entendemos que la magnitud de los cambios

¹²⁸ C.Tilly, cité par J.Auyero, *op. cit.*, p. 5.

¹²⁹ C.Tilly, «How to Detect, Describe, and Explain Repertoires of Contention», *The Working Paper Series*, Working Paper, no 150, New School for Social Research, p. 1-42, 1992. Pour cet auteur, l'idée de «le répertoire de l'action collective» renvoie à une création culturelle pratique, c'est-à-dire qui n'est pas de l'ordre d'une philosophie abstraite.

ocurridos en las últimas décadas parece negar para parte de estos trabajadores la continuidad de dichas experiencias. (...) Es de esta condición social que deriva su radicalidad, y no del haber asumido tal radicalidad como determinación política a partir del conocimiento de las causas del proceso que conlleva su aniquilamiento social»¹³⁰.

On ne saurait nier le fait que l'image, que nous renvoient les «blocages des routes» ou «piquetes», ressemble peu à celle des «piquets de grève» que jadis les ouvriers installaient devant les portes des manufactures pour veiller à l'obéissance générale de la mesure de grève. À première vue, «los piquetes» nous renvoient l'image d'une foule affamée et appauvrie qui sort des quartiers périphériques défavorisés et qui s'installe sur la place publique afin de protester contre son exclusion politique et économique. Entre le «piquet de grève» d'autrefois et le «piquete» d'aujourd'hui il s'est produit un déplacement non seulement du lieu de l'action, c'est-à-dire de la sphère privée à la sphère publique, mais aussi du sens de l'action contestataire : au lieu d'empêcher l'entrée dans les lieux de production, «el piquete» empêche la circulation et la distribution de la production. À cet égard, Garcia Canclini admet que «la coupure des routes» contredit la version officielle des pays latino-américains qui présente le phénomène de la mondialisation économique comme un processus homogène et sans contradictions¹³¹. Nombreux sont les auteurs qui affirment qu'à travers la pratique du blocage des routes, les secteurs exclus du système productif attaquent non seulement l'intégrité territoriale de l'État, mais aussi le fonctionnement normal du marché. D'une part, Pastore admet que «el piquete» facilite «the reconstitution of a lost socialising space where the unemployed could recreate her/his loss without the guilt attributed to them by the neoliberal ideology tant insinuated the

¹³⁰ V. Maceira et R. Spaltenberg, *op. cit.*, p.26.

¹³¹ N. Garcia Canclini, «Culturas en globalizacion. Europa-Estados Unidos : libre comercio e integracion», *Nueva Sociedad*, Caracas, 1966.

uselessness of he excluded¹³²». Victor Armony décrit cette nouvelle modalité de lutte dans les termes suivants : «Le blocage des routes crée une disruption- réelle et symbolique- dans le fonctionnement du marché et représente une sorte d'appropriation de l'espace public par ceux qui sont exclus de la citoyenneté¹³³». A l'opposé des mouvements contestataires du passé, les nouvelles demandes formulées par les citoyens «exclus de la logique du marché» ne visent pas une «transformation radicale» de la société, mais ils visent à obtenir des réponses concrètes et immédiates à la problématique de la survie quotidienne. Dans ce sens, l'action contestataire traduit fondamentalement une demande de reconnaissance des droits individuels¹³⁴.

2.6.1 Une perspective axée sur la citoyenneté

Pour sa part, Boaventura de Sousa Santos ajoute qu'il se produit, de nos jours, une mutation dans le rapport entre citoyenneté et classe sociale, au point que les protagonistes des luttes actuelles ne représentent plus des classes sociales. Selon de Sousa Santos il est question de groupes qui se définissent en fonction de leurs intérêts collectifs. Ces groupes exigent des transformations qui reposent sur une reconversion globale des processus de socialisation¹³⁵. À la lumière de ce qui précède, rappelons que le concept de citoyenneté ne fait pas seulement référence au droit de vote et à la participation politique (droits politiques), il réfère également aux droits civils et sociaux qui se rapportent au bien-être et à la sécurité des citoyens.

¹³² P. Colmegna, «The Piquetero Movement of the unemployed: Active rejection of an exclusionary form of Democracy», <http://www.chaire-mcd.ca/pdf/argentine/colmegna/pdf>

¹³³ V. Armony, «Marasme en Argentine», *Relations*, Montréal, décembre 2001.

¹³⁴ V. Armony, E. Bessa, « Emerging Citizen Movements in Latin America: The Case of the *Piqueteros* in Argentina», Communication présentée au : *XVe Congrès Mondial de Sociologie*, Brisbane, Australie, Juillet 2002.

¹³⁵ B. de Sousa Santos, *op. cit.*, p. 180.

C'est pourquoi selon Thomas Marshall, chaque individu devrait jouir de manière égale de ces trois types de droits ensemble¹³⁶. Dans une autre perspective, Elizabeth Jelin questionne cette conception libérale de la citoyenneté, ainsi que l'idée de l'égalité de tous devant la loi. L'auteure soutient qu'actuellement le concept de citoyenneté fait référence à une pratique conflictuelle dans laquelle ceux qui détiennent le pouvoir décisionnel imposent leurs propres intérêts à l'ensemble sociétal, sous prétexte qu'ils reflètent «l'intérêt commun»¹³⁷. Si l'on retient cette dernière hypothèse, l'action revendicatrice des «piqueteros»- c'est-à-dire les «sans-emploi» ou les «chômeurs» qui adoptent la pratique de «piquetes»- pourrait être interprétée comme une demande d'inclusion dans la communauté politique et de participation dans la prise de décisions collectives.

De l'avis de Paula Lenguita, «la coupure de routes» exprime une tentative qui vise l'établissement d'un dialogue «sans intermédiaire» avec le seul interlocuteur valide pour répondre aux demandes d'inclusion des secteurs marginalisés, c'est-à-dire, l'État¹³⁸. Lenguita ajoute qu'à partir du moment où les citoyens interpellent directement le pouvoir politique, ils remettent en question la souveraineté déléguée aux représentants, donc la représentativité des institutions démocratiques. Pourtant, la réponse de l'État à ce type d'interpellation se limite à déclarer le caractère illégitime

¹³⁶ Cité par P. Magnette, *La citoyenneté: une histoire de l'idée de participation civique*, Bruxelles: Bruylant, 2001, p.235. La thèse de Thomas H. Marshall qui date du début des années 50 fait aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques. Elle reste toutefois très populaire dans le champ des politiques sociales. En résumé, Marshall propose une lecture évolutionniste des droits liés à l'exercice de la citoyenneté. Ainsi, le XVIIIe siècle fut marqué par la progression des droits civils (d'expression, de conscience, de propriété), le XIXe siècle par la montée des droits politiques (de participation, d'association, de vote) et le XXe siècle par l'apparition et l'octroi des droits sociaux et économiques (de conditions de vie, de redistribution, de bien-être).

¹³⁷ E. Jelin, *Movimientos sociales y Democracia emergente*, Buenos Aires, Prometeo, 2002.

¹³⁸ <http://www.ceil-piette.setcip.gov.ar/docpub/ponencias/lenguitapiq.html>

«del piquete» et à criminaliser ses protagonistes. Le gouvernement national met en place diverses stratégies visant le démantèlement immédiat de cette modalité de contestation. À ce sujet, Daniel Saur mentionne que le gouvernement utilise les médias officiels afin de véhiculer une image négative au sein de l'opinion publique de l'action de «piqueteros». Lors de l'émergence des premiers «piquetes», les moyens de communication sèment la panique en présentant les protagonistes de la protestation comme des délinquants, des militants d'extrême gauche, des déstabilisateurs ou des terroristes¹³⁹. Paradoxalement, en rendant visible la marginalité, la pauvreté et l'exclusion sociale, les moyens de communication contribuent d'une certaine manière à changer la perception négative d'une grande partie la société argentine envers les secteurs marginalisés. Ainsi, la tentative gouvernementale d'imposer un type de contrôle social aux «piquetes» échoue non seulement en raison des proportions démesurées que prend la confrontation entre les forces de l'ordre et les «piqueteros»¹⁴⁰, mais aussi en raison de la pression de l'opinion publique qui, devant la magnitude de la crise économique, se prononce pour l'ouverture des instances de négociation entre le gouvernement et les secteurs contestataires. Pour résumer, German Pérez affirme que la nouvelle forme de contestation trouve sa performativité politique dans son aspect communicationnel, c'est-à-dire que grâce au «piquete» les «sans emploi» acquièrent «une existence sociale» et deviennent les nouveaux protagonistes de l'espace public¹⁴¹.

¹³⁹ <http://www.redcom.org/congresocronograma.htm>

¹⁴⁰ Invoquant le caractère illégitime «del piquete», le gouvernement mobilise l'armée pour réprimer les manifestants. Les événements de Tartagal et Libertador General San Martin, en 97, se sont soldés par plus de 200 blessés, par l'arrestation de 278 manifestants, et par l'assassinat du «piquetero» Anibal Veron.

¹⁴¹ G. Pérez, *«Palido Fuego : Hannah Arend y la declinación de la figura del trabajador en las sociedades contemporáneas»*, Apuntes sobre los piqueteros en Argentina., Instituto Gino Germani, Université de Buenos Aires, 2001.

2.6.2 La perspective des nouveaux mouvements sociaux (NMS)

Plusieurs auteurs soutiennent que la récente apparition de nouveaux acteurs sociaux et de nouvelles pratiques sociales, dans différentes régions du monde traduisent l'émergence de «nouveaux mouvements sociaux». De l'avis de Boaventura de Sousa Santos, à la suite de l'identification des nouvelles formes d'oppression actuelles, ces mouvements procèdent au renouvellement de la critique de la régulation capitaliste. Selon l'auteur, ces formes d'oppression s'inscrivent à l'intérieur d'un paradigme social axé sur des questions d'ordre culturel plutôt que sur des questions d'ordre économique, ce qui signifie le dépassement de la problématique liée aux rapports de production, ainsi qu'aux rapports de classe. Santos souligne que la critique des NMS envers les formes d'oppression contemporaines dénonce fondamentalement la manière dont nos sociétés travaillent, produisent et vivent, et plus spécifiquement les problèmes liés à la guerre, à la pollution, au machisme, au racisme ou à la consommation. Santos soutient aussi que derrière ces revendications se profile une remise en question des alliances tissées dans le cadre de la régulation *fordiste* entre l'État et le mouvement ouvrier. Inspirées de l'idéologie marxiste, ces alliances avaient pour but de promouvoir un modèle d'émancipation axé sur le bien-être matériel et le développement technologique. Aujourd'hui, c'est justement contre cette conception réductrice de l'émancipation que s'insurgent les NMS¹⁴².

Russel Dalton et Manfred Kuecheler affirment qu'il existe des différences importantes entre l'action revendicative des organisations formelles, telles que les syndicats et les corporations, et, l'action revendicative des nouvelles organisations qui émergent de nos jours, au sein de la société civile. Sur ce point, ils soutiennent également que les NMS présentent un moindre degré de formalisation, ainsi qu'une rationalité moins instrumentale et plus orientée vers les fins que vers les moyens.

¹⁴² B. de Sousa, *op. cit.*, p. 177-183.

Parmi les attributs propres aux nouveaux mouvements sociaux repérés par Dalton et Kuecheler on peut observer que :

- la base sociale est composée d'éléments hétérogènes,
- la structure du pouvoir n'est pas hiérarchisée,
- l'action contestataire s'enracine en dehors des canaux institutionnels de médiation,
- l'action collective est orientée vers la défense de l'identité, de styles de vie, des valeurs socioculturelles,
- la capacité d'organisation et de mobilisation de ressources est élevée,

Quant à Jean Cohen et Andrew Arato, ils appréhendent ce nouveau modèle de l'action collective d'après une optique qui s'éloigne du modèle linéaire de développement tel que défendu par la conception traditionnelle. Le modèle linéaire correspond au passage des formes non-institutionnalisées, c'est-à-dire les protestations populaires, à des formes institutionnalisées, les groupes d'intérêts et les partis politiques, en l'occurrence. Ainsi, au sujet des NMS Cohen et Arato soutiennent que l'institutionnalisation n'exclut pas l'action collective des masses. Pour ces auteurs. le nouveau type d'action collective "moves between the boundaries of insurrection and institutionalized political activity, between civil war and civil society¹⁴³".

Jurgen Habermas apporte une contribution intéressante au débat actuel sur les nouveaux mouvements sociaux, en soutenant qu'il n'est plus possible d'analyser les nouvelles potentialités de la protestation à travers les schémas employés pour l'étude de la lutte syndicale ou partisane, notamment en raison du déplacement des noyaux

¹⁴³ J. Cohen, A. Arato, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge: MIT Press, 1999 / M. Gohn, *Os Sem-Terra, ONGs e Cidadania: A sociedade civil brasileira na era da globalização*, Sao Paulo: Cortez, 2000.

du conflit social du système économique- industriel au système culturel. De l'avis d'Habermas, ce déplacement provoque, d'une part, l'émergence de nouvelles formes de conflit et d'autre part, l'émergence de nouveaux sujets privés d'appartenance institutionnelle. Dans sa théorie, Habermas démontre essentiellement que les nouvelles formes du conflit social se caractérisent pour la prédominance du champ de ressources symboliques sur celui de ressources matériels. Chez Habermas les nouveaux mouvements de *défense* ou de *résistance* ont un caractère communicationnel puisqu'ils font appel aux moyens de communication non seulement en vue d'exprimer leurs revendications, mais aussi en vue d'obtenir l'appui de l'opinion publique¹⁴⁴.

Adoptant une autre perspective, Alberto Melucci soutient que la potentialité des nouveaux conflits est en rapport direct avec la transformation de la forme d'expression des conflits. Toutefois, il est convaincu qu'il n'y a pas de changements en ce qui concerne les noyaux systémiques du conflit. Cela voudrait dire que les problématiques sociales rattachées aux conflits passés et présents restent associées à l'enjeu de la reproduction matérielle de la société, plus précisément à l'inégalité dans la distribution de ressources. À la lumière de ce qui précède, l'auteur ne cache pas son inquiétude à l'égard de la perte de la capacité explicative de la notion de classe sociale. Afin de mieux comprendre les différentes facettes de la nouvelle domination systémique, Melucci suggère que la discipline sociologique invente une catégorie analytique susceptible de tenir compte de l'existence de l'antagonisme social lié au mode de production, d'accumulation et d'investissement, d'une part et à l'existence d'acteurs, mais non de classes - au sens donnée par la tradition de pensée sociale -

¹⁴⁴ J. Habermas, «Nuevos potenciales de la protesta» dans *Teoría de la Acción comunicativa II*, Madrid, Taurus, 1999.

d'autre part¹⁴⁵. C'est ce que Melucci exprime dans les termes suivants : «si no existe un espacio analítico para mantener abierta la pregunta sobre los conflictos antagonistas, ésta deja de plantearse sin que haya dado respuesta al problema, pero también sin haber demostrado su inutilidad¹⁴⁶».

Si les différentes perspectives apportent un important éclairage sur le *Mouvement Piquetero*, nous reconnaissons toutefois que celui-ci se développe dans un contexte social, politique, historique et culturel spécifique, un contexte qui est propre à la société argentine. Cette idée nous amène à accorder une grande importance au point de vue analytique et théorique de Luis Oviedo que le mouvement s'articule dans la confrontation entre deux grandes tendances : la tendance modérée alimentée par le secteur syndical et la tendance radicale soutenue par les partis politiques de gauche, certains secteurs progressistes de l'église catholique et la *Coordinadora Anibal Veron*. Nous nous intéressons beaucoup moins à étudier les formes organisationnelles qu'à cerner les dynamiques, les enjeux, ainsi que les nouvelles modalités d'action.

¹⁴⁵ A. Melucci, «Acteurs et analystes» dans *Mouvements sociaux d'aujourd'hui* sous la direction d'Alain Touraine, Les Éditions ouvrières, Paris, 1982, p22-26.

¹⁴⁶ A. Melucci, «Que hay de nuevo en los 'nuevos movimientos sociales'?», dans *Los nuevos movimientos sociales. De la ideología a la identidad*, Lazaña Gusfield, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1994, p. 122.

CHAPITRE III

REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES

De prime abord, nous tenons à préciser que notre recherche est de type qualitatif et inductif, et qu'elle s'inspire de la méthodologie de la théorisation ancrée (adaptation française de la *grounded theory*). Notre choix pour la méthodologie qualitative est justifié par le fait que celle-ci vise à étudier les dynamiques et à cerner les processus sous-jacents à un phénomène social donné. Cette approche méthodologique répond à notre volonté de saisir le processus d'émergence sur la scène publique argentine de nouvelles catégories d'acteurs cherchant à intégrer leurs revendications dans la sphère des débats publics et à forcer l'État à y répondre. Pour ce qui est de la démarche par la théorisation ancrée, l'intérêt est surtout de comprendre le sens et les enjeux associés à la mobilisation et contestation citoyennes connues sous le nom de phénomène «piquetero», à travers un processus itératif entre la réflexion et l'action. En ce sens, nous considérons le phénomène «piquetero» comme un analyseur donnant accès aux problèmes menant à la crise de légitimité à laquelle fait face l'État argentin actuel.

3.1 Le choix de la théorisation ancrée

Nous avons dès l'introduction annoncé que notre recherche se situe dans les sillons théoriques, méthodologiques et analytiques de la théorisation ancrée et qu'elle peut être définie comme un acte progressif de conceptualisation du phénomène «piquetero». Pour mieux nous faire comprendre, présentons un bref aperçu des lignes

directives de la *grounded theory*. Inspirée de l'œuvre de Glaser et Strauss¹⁴⁷, cette méthodologie doit son nom français de «théorisation ancrée» aux travaux de Laperrière et Paillé¹⁴⁸. Cette méthode d'analyse renvoie à un processus itératif de collecte de données et d'analyse jusqu'à l'obtention d'un degré optimal de fiabilité¹⁴⁹. Elle vise, dès le début de l'enquête, la production de résultats, bien qu'élémentaires au départ, qui vont se complexifier au fur et à mesure que la recherche avance et que des nouvelles données apparaissent. Tout au long du processus les résultats sont validés par la comparaison constante entre la réalité observée et l'analyse en émergence. Pour mieux cerner son objet et bien le théoriser, le chercheur semble avoir l'obligation au tout début de l'enquête de se familiariser avec les débats ainsi qu'avec les savoirs (expérimental, politique et théorique) développés sur la problématique sociale qu'il entend étudier. En somme, la méthode repose sur le postulat selon lequel les résultats obtenus sont ancrés dans les données empiriques collectées.

3.2 Les stratégies de cueillette de données

¹⁴⁷ Voir à sujet : B. Glaser et A. Strauss, *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine Publishing, 1967/ B.Glaser, *Theoretical Sensitivity : Advances in the Methodology of Grounded Theory*, Mill Valley, University of California Press, 1978. / A. Strauss, *Qualitative Analysis for Social Scientist*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987./ A. Strauss et J. Corbin, *Basics of Qualitative Research*, Newbury Park, California, Sage, 1990.

¹⁴⁸ Pour des références concernant «la théorisation ancrée» en tant que méthode de recherche qualitative, ainsi que comme méthode d'analyse de données nous référons à l'ouvrage de J. Poupart et al., *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaëtan Morin, Montréal, 1997, notamment, l'article de A. Laperrière, «La théorisation ancrée». Également, voir l'article de P. Paillé, «L'analyse par théorisation ancrée», *Cahiers de recherche sociologique*, no 23, 1994, p. 147-181.

¹⁴⁹ *Ibid.*

Nous adoptons ici une double stratégie de cueillette de données. La première est d'ordre documentaire, portant sur des documents élaborés par plusieurs organisations constitutives du *Mouvement Piquetero*. La deuxième partie correspond aux 8 entrevues réalisées avec les leaders et des membres d'une organisation «piquetera» de l'intérieur du pays. L'articulation de cette double démarche nous permet d'une part, d'accéder aux représentations et aux idéologies véhiculées par les différentes organisations qui composent le *Mouvement Piquetero*, d'autre part, aux actions et aux expériences vécues par les individus en situation de marginalité sociale. Aussi pouvons-nous dire que la pertinence ne consiste pas seulement à nous éclairer sur les enjeux, mais à nous aider à développer une compréhension globale de la crise argentine. Le discours objectif élaboré par les organisations est alors mis en confrontation avec l'expérience subjective des acteurs «piqueteros» en vue de voir de quelle manière les différentes tendances rencontrées au sein de cette mobilisation citoyenne plurielle tient compte des besoins et des priorités des gens qui sont impliqués directement ou indirectement dans le processus.

3.2.1 Le corpus documentaire

Les documents analysés proviennent de plusieurs sources. En premier lieu, nous avons constitué un corpus d'informations sur le thème de la protestation sociale en Argentine en procédant au repérage des notices dans les bases des données électroniques, à savoir : *Repère*, *Sociological Abstract*, *Political Science Abstracts et Biblio-Branchée*. Nous avons en deuxième lieu procédé au furetage des articles apparus dans les journaux argentins, dans les revues spécialisées, ainsi que dans différents sites du réseau Internet. Cette collecte initiale des données, nous a permis d'identifier les principales dimensions et variables du phénomène «piquetero».

En troisième lieu, nous avons consulté à travers le Net les sites des grands quotidiens argentins, des revues spécialisées dans le domaine ainsi que les sites des

organisations syndicales, des partis politiques et des organisations populaires impliquées dans le *Mouvement Piquetero*¹⁵⁰. Nous avons aussi amassé d'autres informations auprès de : *l'Instituto de Estudios y Formación de la Central de Trabajadores Argentinos* (CTA)¹⁵¹ et l'Association des étudiants en sciences sociales *Cimarrones* de l'Université National de Buenos Aires (UBA). Présentés sous la forme de documents de travail, rapports de recherche, matériel audiovisuel et entrevues, ces données empiriques nous ont ouvert un chemin à l'exploration des nouvelles des pistes de recherche. Enfin, les discussions exploratoires menées avec le groupe *Cimarrones* de l'UBA nous font saisir de manière plus évidente les démarcations idéologiques opposant les différentes fractions du *Mouvement Piquetero*, ainsi que les principaux obstacles à la construction d'un mouvement socio-politique unifié. C'est aussi à ce moment là que nous avons décidé de construire des grilles d'entrevue servant à cerner les contours d'un mouvement pluriel et diversifié.

Cette première partie de l'analyse vise principalement à déceler les différentes structures idéologiques qui sous-tendent le *Mouvement Piquetero*. Il importe de

¹⁵⁰ Pour les quotidiens : *Clarín* (www.clarin.com.ar), *La Nación* (www.lanation.com.ar), *Página 12* (www.pagina12.com.ar), *El ciudadano* (www.elciudadano.net), *La capital* (www.lacapital.com.ar). Pour ce qui est des revues spécialisées : *Nueva Mayoría* (www.nuevamayoria.com), *Tres Puntos* (www.3puntos.com), *La Maga* (www.lamaga.com), *Observatorio Social Latino Americano* (www.osal.clacso.org), *Revista Herramienta* (www.herramienta.com.ar) et *Revista Theomai* (www.theomai.com.ar). Concernant les communiqués en provenance des organisations « piqueteras » : *Indymedia Argentina* (www.indymedia.org), *La lutte « piquetera »* (www.piketes.com), *Central de Trabajadores Argentinos* (CTA) (www.cta.org.ar), *Partido Obrero* (PO) (www.po.org.ar), *Partido de los trabajadores por el Socialismo* (PTS) (www.pts.org.ar) ainsi que *Movimiento Socialista de Trabajadores* (MST) (www.mst.org.ar). Ces quatre dernières sites appartiennent aux structures, syndicale et partisane, auxquelles sont affiliées différentes organisations « piqueteras ».

¹⁵¹ Particulièrement le document : « Consulta Popular : No Hogares Pobres en Argentina », Buenos Aires, julio, 2001. Disponible en version électronique dans le site : <http://www.cta.org.ar>.

rappeler que l'hétérogénéité est l'une des caractéristiques principales du Mouvement, compte tenu de l'adhésion des deux principaux secteurs («modéré» et «radical») à des projets de société alternatifs différents.

3.2.2 La collecte des données empiriques

La partie documentaire nous a permis de délimiter de manière plus précise la question générale, tout en dégagant d'autres questions plus spécifiques autour de différentes dimensions de notre objet. Cela nous a permis de concevoir un guide d'entretien semi-directif permettant d'aborder les grandes questions suivantes : Pourquoi êtes-vous devenu membre de l'organisation? Pourriez-vous décrire votre participation au sein de l'organisation ? Quelles sont vos revendications ?

Nous avons choisi de faire le terrain à la ville de Rosario dans la province de Santa Fe. Nous avons réalisé un total de huit entrevues, 3 avec les leaders et 5 avec des membres impliqués dans différentes activités mises en place par l'organisation. Nous tenons à mentionner que notre but visait à retracer l'histoire du parcours de vie qui amène un individu à devenir «piquetero». Nous avons opté pour des entrevues du type sémi-directif, dont la vertu est d'aider à comprendre et à identifier les motifs expliquant les comportements des individus, donc les motifs expliquant l'adhésion des membres à l'organisation «piquetera».

3.3 Quelques défis de la recherche

Nous tenons à signaler que nous avons dû au cours de ce processus de recherche faire face à différents types de défis. Le premier défi relève de la méthodologie que nous avons adoptée. Selon la théorisation ancrée, le chercheur doit dès le commencement de la recherche avoir accès aux données existantes du type théorique (ouvrages récents) ou empirique (observations et entrevues) facilitant la construction d'un plan de recherche exhaustif. Or, au départ de l'enquête, il nous était difficile de rencontrer au Québec beaucoup de ces ressources qui nous auraient permis de jeter un regard exhaustif sur notre objet, vu le caractère émergent de la problématique de «piqueteros» d'une part, et le peu de production universitaire sur cette problématique

d'autre part. Nous devons ainsi nous contenter d'ouvrages faisant des analyses générales de la problématique socio-politique, ainsi que de l'histoire récente de l'Argentine.

Notre séjour en Argentine s'est étendu du 10 décembre 2001 au 12 janvier 2002. La crise argentine a éclaté au beau milieu de la cueillette de données. Durant cette période, le pays a été plongé dans un contexte de bouleversement social. Les journées précédant la tombée du gouvernement de Fernando De la Rúa sont marquées par des violentes émeutes. Existait alors un climat de tension vécu non seulement au niveau de la population en général, mais aussi au sein des organisations. Les journées des 19 et 20 décembre signalent l'avènement de la plus grave crise politique que l'Argentine ait connue depuis la fin du XIXe siècle, c'est-à-dire depuis sa consolidation comme État moderne.

Cette réalité de terrain nous a permis d'observer dans le concret du quotidien et le feu de l'action la confrontation de deux grandes tendances au sein du phénomène «piquetero», particulièrement en ce qui concerne les rapports entre l'État et les «piqueteros». La première tendance qui se veut «modérée» adopte une stratégie de conciliation et de négociation avec le gouvernement; on y trouve surtout les organisations syndicales affiliées à la CTA (Central de Trabajadores Argentinos) et CCC (Corriente Clasista y Combativa). La deuxième tendance qui se décrit comme étant «radicale» opte pour la confrontation directe avec l'État. Ces groupes réunis au sein du «Bloque Piquetero» s'affilient aux partis politiques de gauche et aux secteurs progressistes de l'Église catholique. Toutefois, les différentes organisations possèdent en commun la pratique des «piquetes» comme moyen de pression contre l'État.

Nous pouvons, en effet, dire que ce contexte de bouleversement social (décembre 2001-janvier 2002) influence non seulement le déroulement, mais aussi la

structuration de notre enquête. Les nouveaux événements sociaux, politiques et économiques, que nous ne pouvions prévoir au tout début de la recherche, ne nous ont pas seulement obligé à modifier la stratégie de recherche et de cueillette de données, mais aussi à ajuster notre outil d'entretien. Ils nous ont même imposé de faire un peu d'observation participante en vue de mieux comprendre les enjeux et le sens que les acteurs eux-mêmes donnent à leurs pratiques « piqueteras », en tant qu'individus privés de leur condition de travailleur, acculés à la marginalité sociale et à la précarité économique. En ce sens, le journal de bord que nous avons élaboré en la circonstance a été d'un apport substantiel au moment de l'analyse.

3.4 L'analyse des données documentaires

L'un des principaux critères d'analyse et de classification des organisations renvoie à la manière dont ces organisations se nomment, s'identifient et se définissent elles-mêmes dans leurs documents de base. Certaines d'entre elles s'identifient au courant syndical et considèrent comme « modérées », d'autres se lient aux partis politiques de gauche et au courant « progressiste » de l'Église catholique dans le *Bloque Piquetero* ; elles se décrivent comme étant des organisations « radicales » de la base. Ces deux grandes tendances s'affirment tantôt de manière distincte, tantôt de manière irréconciliable, comme l'atteste le rapport issu de la *Primera Asamblea Nacional de Organizaciones Populares, territoriales y de Desocupados*, tenue à l'occasion du Congrès *Piquetero* en 2001¹⁵².

Pour sa part, l'instance de coordination *Coordinadora Anibal Veron* (CAV) regroupant 13 *Movimientos de Trabajadores Desocupados* (MTD) entend se

¹⁵² La documentation relative au Premier Congrès *Piquetero* se retrouve dans les publications de l'Observatoire Social de l'Amérique Latine, du Colectivo Situaciones et de la Central de Trabajadores Argentinos (CTA), *op. cit.*

distancier de ces deux tendances tranchées en vue de créer une institution autonome, libérée de toute affiliation politique, religieuse et syndicale. Elle se structure autour des enjeux de la démocratie horizontale et de l'autonomie citoyenne. Cette position, que certains analystes définissent comme étant « anarchiste », est symptomatique de l'incapacité générale de mettre en place un mouvement unifié capable de prendre en considération la diversité et la pluralité des visions, des intérêts, des rationalités et des finalités. Néanmoins, il ne demeure pas moins vrai que, par souci de solidarité, la *Coordinadora* supporte généralement les décisions adoptées par le *Bloque Piquetero*. Par ailleurs, la *Coordinadora* se comporte comme l'organisation la plus radicale en ce qui concerne les actions contestataires et, par le fait même, devient la cible privilégiée de la répression gouvernementale et policière. Les particularités de cette dernière organisation sont surtout décrites à travers les publications du *Colectivo Situaciones* : 19 y 20 *Apuntes par el nuevo protagonismo social* et *La hipótesis más allá de los piquetes*.

Notre deuxième critère d'analyse et de classification concerne les projets alternatifs proposée par les différentes organisations. La tendance « modérée » pratiquée par les courants syndicaux (CTA et CCC) prend forme à travers l'élaboration d'un projet de société « réformateur » axé sur la distribution, de l'autonomie et de la démocratisation¹⁵³. En règle générale, ce secteur possède un projet unifié autour d'une posture qui prône pour la « négociation » avec le gouvernement. Quant aux propositions du volet « radical » rassemblant différents types d'organisations autour du « Bloque Piquetero », elles se veulent éparées et fragmentées avec une insistance particulière sur la nécessité d'opérer de réformes majeures au niveau social, politique et économique. Les propositions se rapprochent de certaines plate-formes propres aux partis politiques de gauche. Tout en privilégiant la contestation et la « confrontation » avec les autorités gouvernementales, les organisations radicales exigent des réformes

¹⁵³ Voir le document « Consulta popular : No Hogares Pobres en Argentina », *op.cit.*

sociales, politiques et économiques. Néanmoins, nous tenons à préciser que notre analyse porte sur trois des onze organisations qui formaient le «Bloque Piquetero» à l'époque de notre enquête. Les organisations retenues sont *Polo Obrero* (PO), *Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados* (MIJD) et *Movimiento Teresa Rodriguez* (MTR), dont le choix a été justifié par le fait que c'étaient les seules organisations sur lesquelles on pouvait trouver des informations sur le WEB et qui utilisaient aussi les médias pour faire passer leur point de vue. Ces organisations semblaient cristalliser les revendications du courant radical.

Il serait toutefois erroné de prétendre à une classification définitive. Dans le contexte actuel de crise sociale, politique et économique d'Argentine, l'émergence des nouvelles organisations contestataires est un phénomène assez fréquent. L'intense mobilisation socio-politique qui a marqué la société argentine d'après la crise de décembre 2001 a donné lieu à une série d'alliances stratégiques, en même temps qu'à une suite de ruptures, entre les principaux groupes de la société civile, alliances et ruptures opérées selon les enjeux, les finalités et les rapports de force..

3.5 L'analyse des entrevues

L'analyse de nos huit (8) entrevues reflètent notre préoccupation première de développer une compréhension globale de la crise sociale, politique et économique ayant éclaté au grand jour en décembre 2001 à partir des actions de mobilisation et des pratiques de contestation mises en place par les acteurs eux-mêmes. Cette préoccupation ne fonde pas seulement notre stratégie de donner la parole aux «piqueteros», mais aussi la position épistémologique d'accorder des attributs (vertus) analytiques aux expériences subjectives des individus-acteurs.

La première étape d'analyse consiste d'abord à dépersonnaliser les entrevues et à éliminer tout indice pouvant mener à l'identification des gens qui nous ont donné les

entrevues. La décision de leur attribuer des noms fictifs (Teresa, Ana María, Raúl, Néstor, Carlos) a été prise non seulement par souci éthique mais aussi dans un désir de les protéger dans un contexte de crise et de grande répression. Par contre, nous avons gardé les noms des leaders (Julio López, Nora Pérez et Roberto Pérez) dans la mesure où ces personnes elles-mêmes se considèrent comme des figures publiques et qu'elles sont souvent citées dans la presse locale et nationale.

Concernant l'analyse des entrevues comme telle, nous avons adopté une technique d'analyse assistée par ordinateur. Le discours a été catégorisée à l'aide du logiciel SATO (Système d'analyse de texte par ordinateur). Il s'agit d'un environnement informatique conçu pour assister les utilisateurs non informaticiens dans l'analyse des données textuelles. Le corpus constitué d'après la transcription des propos recueillis totalise un total de 25 271 mots. Nous soulignons que ce logiciel permet d'effectuer des tâches complexes de traitement des données (classification, segmentation, fouille, modélisation, etc.). Nous avons choisi avec ce logiciel de réaliser la procédure simple de recherche de mots clés dans le discours des interviewés. Ensuite, nous avons construit une base de données. Enfin, nous avons élaboré des listes de fréquences des mots clés figurant dans les discours des interviewés. Les vocables auxquels nous faisons référence ont tous été traduits de l'espagnol au français.

Dans notre approche les mots utilisés à répétition servent d'indice pour la construction d'une grille sémantique pour chacun des locuteurs. La catégorisation appliquée à ce corpus discursif apparaît dans la série de tableaux de fréquences présentés dans la deuxième partie du quatrième chapitre. Le tableau 2 indique les caractéristiques de chacune des personnes interviewées. Le tableau 1 montre la structure de la base de données construite à partir du discours des interviewés. Le tableau III présente la fréquence des mots clés dans le discours des leaders de l'organisation (Roberto, Julio et Nora). Le tableau IV expose un regroupement des mots clés de ces trois discours en thèmes. Le tableau V correspond à la fréquence des

mots clés dans le discours de (Teresa et Ana Maria) et finalement la table VI reflète la fréquence des mots clés dans le discours de (Néstor, Raúl et Carlos).

Finalement, nous avons jugé nécessaire de rajouter à cette analyse lexicale des extraits illustratifs dans lequel apparaissent le vocable clés. Conformément aux principes itératifs de la théorisation ancrée, nous avons enrichi notre analyse des données provenant de l'observation et de notre journal de bord. Les différentes composantes de cette méthodologie d'analyse nous permet de systématiser un corpus de connaissances sociales et théoriques sur le phénomène «piquetero» dont nous essaierons de rendre compte dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE IV

ANALYSE DES DONNÉES

Dans les chapitres précédents, nous avons émis l'hypothèse que l'émergence du *Mouvement Piquetero* en Argentine est liée aux profondes transformations politiques et économiques qui suivent l'adoption d'un modèle d'État néo-libéral, au début des années 90¹⁵⁴. Nous avons vu que le passage du modèle *d'État national populiste* au modèle *d'État minimal* - axé sur les principes de rationalisation dans la gestion des politiques sociales et d'ouverture au libre marché - déclenche la perte progressive de la capacité de représentation des instances traditionnelles telles que les partis politiques, les syndicats et les corporations de métiers. Il apparaît de toute évidence que, vis-à-vis de la perte de la capacité de négociation et de pression de ces institutions traditionnelles - spécialement durant et après le deuxième mandat présidentiel de Carlos Menem - émergent sur la scène publique de nouveaux acteurs sociaux ainsi que de nouvelles organisations qui demandent des solutions concrètes à la crise de l'emploi et à la perte subite des bénéficiaires rattachés au salariat. Ces acteurs

¹⁵⁴ Dans le premier chapitre de ce travail nous avons procédé à la description des principales mesures adoptées durant la période (1976-2001). Les changements survenus à la suite de l'abandon du modèle de substitution d'importation ISI, ainsi que les réformes politiques et économiques adoptées par l'administration de Carlos Menem ont fait l'objet d'une attention particulière afin de situer le cadre socio-historique dans lequel émerge le *Mouvement Piquetero*. À titre d'exemple, le taux de chômage qui en 1974 est de 10,4%, grimpe en 1995 à 30% et en 2002 à 37,7%. Ainsi, en 1975, sur 22 millions d'habitants existent 2 millions de pauvres, alors qu'en 2001 sur 37 millions d'habitants existent 14 millions de pauvres. Dans cette période, 12 millions de personnes deviennent pauvres. Source : Institut National de Statistiques et Recensement (INDEC) <http://www.indec.gov.ar>

exclus du marché de travail recourent à des stratégies diverses et non-conventionnelles, d'une part, afin de briser l'isolement dans lequel la condition de sans-emploi les a submergés et, d'autre part, afin d'exercer une pression sur le gouvernement pour obtenir la mise sur pieds d'un programme d'assistance chômage ou tout simplement la distribution des vivres ou de nourriture.

Rappelons que les actions connues sous le nom de «piquetes» ou «coupures de routes» sont l'expression la plus marquante de la contestation citoyenne dans les années 90. Ce processus de contestation peut être divisé en deux grandes étapes : la première réfère à l'émergence sporadique des «piquetes» en réponse à la fermeture massive des raffineries pétrolières à l'intérieur du pays, à partir du milieu des années 90. La deuxième remonte à l'adoption systématique de cette pratique à partir de la fin des années 90 par différents secteurs de la société argentine, notamment par des organisations puissantes et bien structurées qui sont situées dans la province de Buenos Aires¹⁵⁵. À ce sujet, les organisations de la société civile en lutte contre l'exclusion sociale jouent un rôle fondamental autant dans l'organisation de la contestation populaire que dans la mise en place de réseaux d'aide et de soutien aux «sans emploi» et à leurs familles. Le présent chapitre a pour objet d'abord, l'analyse de l'organisation du *Mouvement Piquetero*, ensuite celle du discours des dirigeants et de quelques membres du «Centro Comunitario Oroño», organisation *piquetera* de la

¹⁵⁵ Divers auteurs qualifient ce deuxième moment de la formation sociale «piquetera» par le terme «centralité». Ils réfèrent notamment à une stratégie interne du *Mouvement Piquetero* d'un côté, l'intégration des différentes organisations ou communautés des chômeurs du sud et de l'ouest de la province de Buenos Aires et, d'un autre côté, la présence active de ces organisations dans la presse locale et internationale. Ce dernier aspect relève d'une stratégie de transformation de l'image négative de «victimes» et de «criminels» en une image positive de «travailleurs sans travail». Sur ce sujet, voir les travaux de Svampa Maristella, *Desde Abajo : Transformacion de las Identidades*, Buenos Aires, Biblos, 2000 ainsi que les travaux de Marina Farinetti et de Paula Lenguita cités dans le deuxième chapitre.

ville de Rosario dans la province de Santa Fe. Ces analyses sont effectuées d'après deux types de matériaux : les archives de ces organisations et les entrevues semi-dirigée que nous avons réalisées. Nous procédons donc, dans une première étape, à l'analyse documentaire des organisations qui composent le *Mouvement* et, dans une deuxième étape, à l'analyse du discours des personnes interviewées.

4.1 Analyse des discours organisationnels

Notre analyse porte sur les discours développés par deux volets du «Movement Piquetero» : le «modéré» représenté par le secteur syndical et le «radical» réuni autour du «Bloque Piquetero».

4.1.1 Le secteur syndical «CTA et CCC»

Une des branches du *Mouvement Piquetero* est étroitement liée à la Centrale syndicale CTA (*Central de Trabajadores Argentinos*), dirigée par Victor de Gennaro. Ce syndicat indépendant qui regroupe les travailleurs de l'État s'est formé à la suite d'une scission survenue en 1992 avec la Centrale officielle CGT¹⁵⁶. La particularité de la CTA réside dans le fait d'accueillir parmi ses membres les travailleurs congédiés. Ces chômeurs cotisent la somme symbolique d'un peso par année. Or, les membres réguliers de la CTA, approximativement 850 000 travailleurs de l'État,

¹⁵⁶ En 1990, «La Confédération Générale du Travail» (CGT), centrale syndicale d'orientation péroniste, se scinde en deux fractions : dissidente et officielle. La CGT dissidente est dirigée par Hugo Moyano. Roberto Daer dirige la CGT officielle. De manière générale, ces deux organisations ne font pas bonne impression sur l'opinion publique. Souvent, on leur donne le qualificatif de «bureaucratiques». On soutient aussi qu'elles servent les intérêts gouvernementaux plutôt que ceux des travailleurs. C'est pourquoi, les organisations «piqueteras» essayent de conserver leur autonomie vis-à-vis de la CGT.

cotisent mensuellement la somme d'un peso¹⁵⁷. La branche «piquetera» de la CTA est représentée par la FTV (*Federación por la Tierra, la Vivienda y el Hábitat*), organisation qui rassemble un grand nombre d'associations de chômeurs du pays. Les plus puissantes organisations de la FTV se retrouvent toutefois au Sud et à l'Ouest de la province de Buenos Aires. Luis D'Élia, ancien activiste du parti de la Démocratie Chrétienne, est actuellement le principal dirigeant de la FTV. Par ailleurs, D'Élia est une personnalité connue de l'opinion publique, car il a organisé un mouvement d'occupation des terres publiques, au cours des années 70 et 80. Cette action illégale visant à loger des milliers de sans-abri s'est déroulée dans la localité de La Matanza. En outre, en 1995, D'Élia adhère à la coalition politique «Frente Grande» et devient député de la province de Buenos Aires.

L'organisation syndicale connue sous le nom de CCC (*Corriente Clasista y Combativa*)¹⁵⁸ est aussi rattachée au *Mouvement Piquetero*. Dans les années 60, ce terme désignait les organisations radicales des travailleurs. La CCC a émergé dans la province de Buenos Aires, plus précisément dans l'ancien cordon industriel de La Matanza, en 1997. En plus, cette organisation maintient des liens avec le PCR (*Parti Communiste Révolutionnaire*), fondé dans les années 60, par les dissidents maoïstes du parti Communiste¹⁵⁹. La CCC n'est pas un syndicat très puissant, toutefois son leader, Juan Carlos Alderete, syndicaliste originaire de la province de Salta, apparaît fréquemment devant les médias afin de plaider en faveur de la lutte des «sans-emploi». Ainsi, la CCC partage avec la CTA une vision commune à propos de la finalité du *Mouvement Piquetero* qui peut se résumer dans l'idée d'intégration des différentes organisations en lutte, en vue de la construction d'un projet politique

¹⁵⁷ <http://www.cta.org.ar>

¹⁵⁸ <http://www.argentina.indymedia.org/news>

¹⁵⁹ <http://pcr-arg.com.ar/ea.asp>

unificateur¹⁶⁰. D'ailleurs, ces deux organisations épousent un discours homogène et un leadership du type vertical.

Le discours du pôle syndicaliste se caractérise fondamentalement par une critique sévère contre les politiques néo-libérales adoptées, d'abord par l'administration de Menem, et ensuite, par celles de ces prédécesseurs : «Le néolibéralisme est un ensemble de fausses conceptions qui justifient les inégalités sociales. En 1975, l'Argentine était un pays de 22 millions d'habitants avec moins de 2 millions de pauvres. Aujourd'hui nous sommes 37 millions d'habitants et presque 20 millions sont tombés sous le seuil de la pauvreté¹⁶¹.» D'Élia déclare que son action revendicative vise «la création d'un mouvement populaire avec la capacité de changer les conditions du pouvoir dans la région¹⁶².» De plus, lors d'une déclaration conjointe, D'Élia et Alderete incitent «à l'unité du mouvement populaire afin de freiner le génocide économique planifié par l'impérialisme¹⁶³.» De surcroît, le pôle syndicaliste critique le rôle inerte et conformiste de la CGT «*Confederación General del Trabajo*» face à la crise profonde du salariat. Tout compte fait, les leaders de ces organisations syndicales «piqueteras» adoptent une stratégie de négociation avec les autorités gouvernementales, c'est la raison pour laquelle ils se considèrent comme des «dialoguistas» ou des «moderados»¹⁶⁴.

Mentionnons que l'attitude modérée adoptée par les organisations «piqueteras» affiliées à la CTA et CCC trouve son explication dans le rôle médiateur que les

¹⁶⁰ *Plataforma de demandas del Congreso Piquetero*, Buenos Aires, avril, 2001.

¹⁶¹ Instituto de estudios y formación de la CTA. Apuntes para superar la crisis de la sociedad argentina. Disponible dans le site <http://www.cta.org.ar> (Traduction libre)

¹⁶² *El Heraldo* (Buenos Aires), 27 juillet 2001. (Traduction libre)

¹⁶³ *Clarín* (Buenos Aires), 17 août 2001. (Traduction libre)

¹⁶⁴ *La Nación* (Buenos Aires), février 14, 2002. (Traduction libre)

syndicats jouent traditionnellement entre l'État et les travailleurs. Historiquement, la classe ouvrière penche vers les syndicats, notamment la CGT, afin de recevoir les bénéfices sociaux et l'assurance médicale. Or, en dépit de la démobilisation des syndicats autour de la question sociale et de la réduction de leur pouvoir politique au cours des années 90, la CTA préserve la vocation «réformiste» du syndicalisme argentin¹⁶⁵. À cet égard, le secteur syndical «piquetero» exige la mise en place d'un programme de réactivation industrielle visant une amélioration des conditions de vie

¹⁶⁵ Epstein, E., «The Piquetero Movement of Greater Buenos Aires: Working class protest during the current argentine crisis», dans *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, Vol.28, n. 55-56, 2003.

des secteurs populaires. On peut dire que le projet de «réforme sociale» mis en place par la CTA reflète une tentative d'organisation collective dans un contexte économique défavorable pour l'ensemble des travailleurs. Bref, la CTA a élaboré un «projet de réforme sociale» orienté sur trois grands axes : la distribution, l'autonomie et la démocratisation.

Partant de ces trois axes, nous présentons un bref aperçu des grandes lignes du projet réformateur conçu par la CTA qui fut largement adopté par le secteur «negociador» ou «dialoguista». Par ailleurs, ces orientations se retrouvent dans une proposition de la CTA qui a été soumise à la consultation populaire en décembre 2001. Elle a été présentée ultérieurement aux instances gouvernementales. Portant sur le thème de la lutte contre la pauvreté, la proposition baptisée «*No hogares pobres en Argentina*» recueille trois millions de votes¹⁶⁶.

a) **La distribution** : Cet axe met l'accent sur une réforme des politiques sociales visant une redistribution plus égalitaire de la richesse. On propose la mise en place d'un revenu minimal pour tous les citoyens en accord avec l'augmentation du coût de la vie. Dans le même ordre d'idées, on suggère de suspendre le régime de retraite privé et d'instaurer un système universaliste d'assurance chômage et de sécurité sociale. De plus, la CTA propose la mise en place d'un système coordonné de fiscalité entre les provinces et l'État national, ainsi que la redistribution universelle de la taxe à la consommation. La CTA exige que la totalité des opérations s'effectuent d'après les données de l'INDEC (Institut National de Statistiques et du Recensement).

b) **L'autonomie** : Cet axe propose la «pesification» de la dette publique et privée, la révision des politiques de libéralisation des prix et des marchés, ainsi qu'un contrôle strict de la circulation des flux monétaires. Par ailleurs, on se positionne, d'une part, en faveur d'un système national de crédit et de promotion de l'investissement

¹⁶⁶ Consulta Popular, Frente Nacional contra la Pobreza, *op.cit.*

productif et, d'autre part, contre les exemptions fiscales pour les compagnies multinationales installées en Argentine. Finalement, on plaide pour l'autodétermination de l'État argentin dans l'implantation des politiques publiques tout en rejetant les politiques d'ajustement imposées par les Organisations créancières internationales.

c) La démocratisation : Cet axe fait allusion, d'une part, à la création d'une instance nationale de contrôle des structures politiques représentatives et, d'autre part, à la construction d'une nouvelle économie publique. Il s'agit d'encourager la participation active de la société civile aux processus réformateurs. Parmi les nombreuses actions rattachées à l'idée de démocratisation de la société, nous retenons : la participation des citoyens dans la préparation des budgets locaux et la construction des infrastructures publiques avec la main-d'œuvre inactive ou au chômage.

4.1.2 Le secteur «*Bloque Piquetero*»

Le «*Bloque Piquetero*» est composé d'une pluralité d'organisations hétérogènes qui se caractérisent par une idéologie politique de gauche. À ce propos, la plupart des membres de ces organisations sont, dans une grande proportion sympathisants ou anciens militants soit du Parti *péroniste*, soit des partis politiques de gauche. Ces organisations se définissent comme «*radicales*» en opposition au courant «*negociadora*» des syndicats. Il convient toutefois de bien préciser qu'au sein du «*Bloque Piquetero*» convergent différentes positions idéologiques et même contradictoires. Partant de ce fait, on comprend pourquoi, à la différence du secteur syndical, le «*Bloque Piquetero*» ne possède ni un discours cohérent, ni un plan de lutte homogène. Parmi les organisations qui intègrent le «*Bloque Piquetero*», on peut citer : Polo Obrero (PO), Movimiento Teresa Rodríguez (MTR), Frente Unico de Trabajadores Desocupados (FUTRADE), Movimiento Territorial de Liberación (MTL), Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados (MIJP), Barrios de Pie, Agrupación Tendencia Clasista 29 de Mayo, Movimiento Sin Trabajo Teresa

Vive, Coordinadora Unidad Barrial (CUBA), Frente de trabajadores combativos (FTC) et la Coordinadora Anibal Veron (CTD). Dans les paragraphes qui suivent nous décrivons brièvement trois de ces organisations (MIJP, PO, MTR). Parmi cet ensemble d'organisations, nous avons choisi de présenter les 3 dernières, dans la mesure où celles-ci apparaissent comme la cristallisation des différents types de revendications et de positionnements traversant le « Bloque Piquetero ».

- 1) Le MIJP (*Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados*) émerge en 93 dans le but de s'opposer à la réforme du système de retraite impulsée par l'administration de Carlos Menem et mise en place par le ministre de l'économie de l'époque Domingo Cavallo. Sous la direction du charismatique Raul Castells, membre du PCR (Parti Communiste Révolutionnaire), ce mouvement regroupe un grand nombre de retraités vivant sous le seuil de la pauvreté. Grâce à un réseau composé de vingt cuisines collectives, l'organisation pourvoit quotidiennement en nourriture près de 8000 retraités. Le MIJP est connu principalement pour ses demandes de nourriture aux grandes chaînes de supermarchés. En 2000, à la suite de pressions effectuées par les propriétaires des supermarchés, Castells fut accusé d'invasion de propriété privée et condamné à la prison. Ce verdict provoqua l'indignation d'une grande partie de l'opinion publique. De plus, les retraités se battirent devant les tribunaux jusqu'à l'obtention de la libération de Castells.
- 2) Le PO (*Polo obrero*) représente la «branche piquetera» du Parti ouvrier, fondée en 1963 par des organisations trotskyistes. Le PO possède un appui important auprès des travailleurs de l'industrie pétrolière dans le Nord du pays. Les membres de cette organisation sont en majorité des militants de la branche trotskyste du Parti communiste. Les principaux dirigeants sont Nestor Pitrola et Jorge Altamira. Pitrola, syndicaliste de l'industrie du papier, est également reconnu pour sa participation dans l'installation des bidonvilles

dans la province de Buenos Aires. Altamira est dirigeant du PO de la province de Buenos Aires.

- 3) Le MTR (*Movimiento Teresa Rodriguez*) regroupe les pauvres et les sans-emploi possède ses bases dans le district de La Matanza au sud de la province de Buenos Aires. Depuis sa formation en 1998, la direction du MTR est sous la responsabilité de Roberto Martino. Cette organisation qui n'est affiliée à aucun parti politique porte le nom d'une femme «piquetera» assassinée par l'armée lors des premiers «piquetes» dans la province de Neuquen. Ainsi, après sa mort en 1997, Teresa Rodriguez est devenue l'une des martyres du *Mouvement Piquetero*.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la diversité des orientations idéologiques au sein des organisations qui composent le «Bloque Piquetero» constitue un obstacle à la mise en place d'un plan de lutte et d'un projet politique unificateur. La majorité de ces organisations partagent un discours d'opposition aux politiques d'orientation néo-libérales, ainsi qu'à la mondialisation capitaliste, toutefois les propositions du «Bloque Piquetero» ne sont pas encore intégrées à l'intérieur d'un programme alternatif. En règle générale, les organisations du «Bloque Piquetero» sont ouvertes à toutes les personnes vivant dans des situations de précarité d'emploi, c'est-à-dire sans emploi ou au chômage. Ainsi, elles opèrent à l'implantation d'un plan d'aide matérielle et de distribution des vivres destiné à pallier aux besoins essentiels de ses membres. Il ne faudrait pas en conclure que l'action revendicative menée par ces organisations se limite à la lutte pour la survie quotidienne de secteurs victimes de l'exclusion sociale. Nous avons donc repéré les principales tendances qui circulent au sein de différentes organisations radicales, afin d'illustrer la position de ce secteur du *Mouvement Piquetero* face à la problématique sociale, économique et politique d'Argentine. L'analyse des documents provenant de ces trois organisations nous permettent de restructurer les propositions autour de deux grands axes :

a) L'axe socio-politique

- Augmentation à 500 pesos des subsides alloués aux «sans-emploi» par le programme gouvernemental (*Plan Jefes y Jefas de Hogares*). En 2003, le montant alloué au chef de famille *desocupado*¹⁶⁷ est de 150 pesos. Or, selon l'INDEC (Institut national des statistiques et recensement) le revenu minimal devrait être de 600 pesos ;
- Hausse de 500 pesos pour les pensions publiques de retraite ;
- Nationalisation des fonds de pension et transfert du contrôle de ces fonds aux travailleurs et aux retraités ;
- Dérogation de la loi de réforme du travail et révision des politiques de flexibilité d'emploi ;
- Défense de l'éducation publique, notamment de l'université publique ;
- Gratuité du système de santé et élimination des hôpitaux publics d'autogestion ;
- Légalisation de l'avortement ;
- Lois pour des logements à prix modique et pour la construction d'habitations pour les secteurs à faible revenu ;
- Utilisation de la main-d'œuvre au chômage pour la construction d'infrastructures étatiques ;
- Réforme agraire et nouvelle disposition concernant l'occupation des terres fiscales ;
- Légalisation de l'occupation ouvrière des entreprises abandonnées ou déclarées en faillite ;
- Expropriation des machines, immeubles, capitaux et transfert sous le contrôle ouvrier des entreprises en faillite ;

¹⁶⁷ C'est le vocable espagnol utilisé pour désigner le travailleur au chômage ou sans-emploi.

- Mesures juridiques visant le fonctionnement en coopératives des entreprises contrôlées par les travailleurs ;

b) L'axe économique

- Révision à la baisse des tarifs des entreprises privées et des compagnies d'État récemment privatisées ;
- Exemption du paiement des services publics pour les chômeurs et pour les catégories à faible revenu (moins de 600 pesos) ;
- Augmentation des taxes pour les compagnies privatisées et pour les Corporations Multinationales ;
- Dérogation des taxes pour les produits destinés à la consommation ;
- Opposition radicale au paiement de la dette externe ;
- Nationalisation des banques argentines et mise en place d'un système de contrôle par les travailleurs ;
- Dévolution des dépôts des particuliers retenus par les institutions financières (*corralito*), lors de l'éclatement de la crise financière en décembre 2001 ;
- Programme d'aide financière pour les établissements d'éducation publique situés en régions éloignées ;

4.1.3 «La *Coordinadora Anibal Veron*»

La «*Coordinadora Anibal Veron*» représente le second volet de la tendance radicale du *Mouvement Piquetero*¹⁶⁸. Il s'agit d'une structure indépendante des partis

¹⁶⁸ Voir les publications de : Colectivo Situaciones, Ediciones De mano en mano, Buenos Aires, notamment le Borrador de investigacion 1, *A proposito de la lucha piquetera.* / Anibal Veron fut un «piquetero» assassiné en 97 dans la ville de Tartagal, durant la première étape de «piquetes». Cet

politiques et des syndicats qui regroupe différentes MTD (Movimientos de trabajadores desocupados) de la province de Buenos Aires et de l'intérieur du pays. Cette instance se veut démocratique, horizontale, autonome et locale¹⁶⁹. Ainsi le rôle de leadership s'exerce de manière rotative et toutes les décisions sont prises lors d'assemblées. Les MTD les plus dynamiques se retrouvent dans l'ancien secteur industriel de La Matanza. La principale caractéristique de ces organisations réside dans l'hétérogénéité de ses membres : chômeurs héritiers d'une longue tradition syndicale, étudiants universitaires, jeunes sans aucune expérience politique, employés du secteur public, professionnels sans emploi, anciens combattants des organisations subversives des années 70, militants pour les droits humains et même des prêtres autrefois adeptes de la Théologie de la Libération. On peut dire qu'une multiplicité d'expériences convergent au sein des MTD qui composent la «Coordinadora Anibal Veron». De surcroît, les membres de ces organisations sont reconnus par leurs violents affrontements avec les forces de l'ordre lors des «piquetes»¹⁷⁰.

Chacun des MTD se donne pour mission le développement des stratégies de survie partant d'un territoire fixe, le quartier. Plus précisément, leur mission consiste à construire des coopératives de travail auto-gestionnaires, inspirées de l'idée de la *commune*. Les profits sont réinvestis ou répartis de manière égalitaire entre les

homme, mis à pied par la compagnie Atahualpa et père de cinq enfants, réclamait avec d'autres travailleurs de cette compagnie le payement de 10 mois de salaire en retard.

¹⁶⁹ H. López Echagüe, *La política está en otra parte, Viaje al interior de los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, Editorial Norma, 2002, p.14-15.

¹⁷⁰ Le 26 juin 2002, Darío Santillán (21 ans) et Maximiliano Costeki (25 ans), militants de la *Coordinadora Anibal Veron* (CAV) sont assassinés par les forces policières, lors d'une manifestation dans le «Puente Pueyrredon». Cet événement démontre la mise en place d'une tentative d'annihilation des forces de la CAV, appuyée par certains secteurs du gouvernement national. La colère de l'opinion publique vis-à-vis cette manœuvre force le président Eduardo Duhalde à anticiper la date des élections.

voisins. Les membres de ces organisations perçoivent leur action en tant que résistance aux politiques néo-libérales génératrices d'exclusion sociale. Dans l'ensemble, tous partagent le sentiment d'avoir été abandonnés par l'État et laissés pour compte par le système économique. Ainsi, au sein des MTD, on soutient que ces alternatives de subsistance quotidienne visent surtout à recréer des valeurs solidaires. C'est-à-dire la mise en place de nouveaux rapports sociaux non-capitalistes. En outre, la majorité des MTD établissent des alliances avec d'autres MTD, de même qu'avec des organisations nationales et internationales afin de partager leurs expériences et leurs savoir-faire. Par ailleurs, les MTD possèdent des ateliers d'éducation populaire à l'intérieur desquels les membres discutent des orientations futures du *Mouvement Piquetero* en lien avec leur positionnement idéologique. Pour nous résumer, on souligne que les MTD maintiennent une rapport complexe avec l'État national, étant donné que les coopératives auto-gestionnaires fonctionnent grâce aux subsides étatiques. Cette situation crée donc des rapports de force qui imposent d'engager une négociation et une confrontation permanente entre les autorités gouvernementales et les organisations de travailleurs sans emploi.

À la lumière de ce qui précède, nous signalons que bien que la «Coordinadora Anibal Veron» partage avec les autres organisations radicales qui composent le «Bloque Piquetero» un grand nombre de points communs par rapport à la lutte et aux revendications du *Mouvement Piquetero*. Sur le plan idéologique, cette organisation défend une position particulière. Plusieurs observateurs la qualifient d'anarchiste, d'utopiste ou de révolutionnaire. À ce propos, il nous paraît évident que la «Coordinadora Anibal Veron» élabore une conception du changement social qui diffère non seulement de celle que défendent nombre d'organisations «radicales», mais aussi de celle défendue historiquement par les mouvements socio-politiques des années 1970. Ainsi, nous faisons allusion à l'abandon de l'idée de changement social par le haut, c'est-à-dire à travers la prise du pouvoir d'État. Le projet de changement social proposé par les différents MTD n'est pas conçu dans le sens de «révolution»,

mais plutôt dans celui de «résistance». Dans le même ordre d'idées, les MTD précisent que leur action contestataire vise la construction de *contre-pouvoir* - définie en tant que pratique d'une sociabilité non-capitaliste - afin de transformer la marginalisation des exclus en auto-affirmation. Cette position se traduit par la proposition des militants de MTD de construire quotidiennement un contre-pouvoir en partant d'une situation concrète, la survie, et d'un endroit particulier, le quartier, «el barrio»¹⁷¹.

Pour clore cette première partie de l'analyse, nous voulons revenir sur quelques éléments qui forment la toile de fond de l'action contestataire. La «coupure des routes» traduit une demande d'inclusion formulée par différentes catégories de la société argentine. Ayant été éjectées du système productif lors de la crise des années 1990, ces catégories sociales se retrouvent dans des situations de privation absolue et de vulnérabilité extrême. Les catégories sociales marginalisées exigent de l'État la mise en place des mécanismes d'assistance sociale. Par exemple, des mesures telles que l'assurance chômage ou l'assurance emploi afin de pallier leurs besoins minimaux de subsistance. La pratique systématique des «piquetes» devient à la fin des années 1990 le seul moyen de pression des catégories exclues pour l'obtention des subsides ou des vivres. On peut ajouter que cette pratique se transforme en symbole de la contestation populaire contre la distribution inégalitaire de la richesse qui sous-tend le modèle d'État néo-libéral en Argentine.

On peut dire qu'à la lumière de ce qui précède, l'action contestataire des exclus interpelle doublement l'État. En plus de la menace qui pèse sur l'intégrité territoriale de la nation, les «piquetes» menacent également les échanges économiques. Les divergences entre les organisations concernent tant la nature des revendications elles-

¹⁷¹ E. Bessa, «De la prise du pouvoir au contre-pouvoir dans l'expérience des MTD en Argentine», *Bulletin de la Chaire MCD*, no 1, automne 2003, p.4.

mêmes que les moyens et les actions à mener pour satisfaire ces demandes. Cette idée nous renvoie aux stratégies de «négociation» privilégiées par le secteur «modéré» symbolisé par les centrales syndicales et aux stratégies de «confrontation» adoptées par l'aile «radicale» réunie autour du *Bloque Piquetero*. La mise en place d'un plan national d'assistance aux chômeurs et sans-emploi alimente encore plus les divisions entre ces deux secteurs. Le secteur «modéré» (CTA et CC) opte pour la stratégie de conciliation qui consiste à négocier une voie de passage alternative pour les ambulances ou pour les pompiers, la fixation d'un périmètre de sécurité en accord avec les autorités policières et la minimisation de la confrontation avec l'armée. En revanche, le secteur radical refuse toute tentative ayant pour but d'atténuer la force absolue de leur instrument de lutte, «el piquete»¹⁷².

Il faut se rendre à l'évidence que les gouvernements qui se sont succédés depuis Menem et jusqu'à maintenant, ne sont pas restés indifférents devant l'attitude contestataire de plus en plus grande adoptée par les différentes organisations «piqueteras». Or, dans un contexte politique infiltré de procédés clientélistes, la gestion de subsides est devenue le centre de la controverse. Autant le *Plan Trabajar* de Menem que le *Plan para Jefes y Jefas de Hogares* de Duhalde furent l'objet d'un débat qui continue à diviser l'opinion publique¹⁷³. Les organisations qui composent le secteur «modéré», ayant nourri par leur action négociatrice l'image officielle des

¹⁷² Concernant le thème de la symbolique autour «del piquete» nous renvoyons le lecteur au deuxième chapitre de ce mémoire.

¹⁷³ Le débat public entourant l'octroi des subsides (*Plan para Jefes y Jefas de Hogares*) remet en question les causes de l'adhésion massive de secteurs populaires au *Mouvement Piquetero*. Nombreux sont les observateurs qui signalent que les populations en détresse sont attirées vers ce mouvement, non pas en raison d'un processus de conscientisation politique, mais de l'opportunité d'accéder plus rapidement aux subsides d'assistance. Nous referons le lecteur à l'ouvrage de P.Ulysse, F. Lesemann et C. La Serna, *Frente a la exclusión social qué caminos? Los casos de Québec y Argentina*, Ediciones del IIFAP, Córdoba, 2003.

«bons piqueteros», sont souvent mieux récompensées que le reste des organisations du *Mouvement*. Ainsi, en 2002, à la suite de la décision gouvernemental d'accorder aux organisations «piqueteras» 130 000 subsides de 150 pesos chacun, l'équivalent à \$US 30 - pour être réparties mensuellement entre les chefs de famille sans emploi - le secteur «modéré» se voit accorder en plus de la moitié de subsides, la garantie de leur renouvellement¹⁷⁴. Le secteur «radical» (Bloque Piquetero), moins favorisé dans la distribution de subsides, lance donc une critique sévère contre les autorités gouvernementales. Ce secteur accuse le gouvernement d'utiliser la remise des *Plan para Jefas y Jefes de Hogares* afin de contrôler la protestation sociale, tout en évitant la question qui est à la base de la «lutte piquetera» : la création d'emploi.

De toute évidence, le premier regroupement d'expériences «piqueteras» du pays à l'occasion du *Congrès* de 2001, met en relief les divisions au sein du *Mouvement Piquetero*. Bien que tous les participants du Congrès partagent la conviction d'avoir été abandonnés par l'État, la proposition d'unifier les expériences dans une force politique et social homogène ne trouve pas d'écho. Désormais, les tendances idéologiques soutenues par les organisations qualifiées comme «modérées» et «radicales» semblent irréconciliables. Partant de ce fait, notre analyse essaye de saisir : d'une part, la logique qui guide les alliances tissés entre le deux secteurs du *Mouvement* et les Institutions traditionnelles : les syndicats et les partis politiques. Et, d'autre part, le rapport entretenu entre ces deux secteurs et l'État, face à la demande des politiques d'assistance. De tous ces considérations, la diversité des positionnements idéologiques à l'intérieur du *Mouvement* se reflète fondamentalement dans le projet de transformation sociale mise à l'avant par chacun des secteurs.

¹⁷⁴ Epstein, E., «The Piquetero Movement of Greater Buenos Aires: Working class protest during the current argentine crisis», *op. cit.*

Au moment de clore cette première partie de notre analyse nous soulignons que l'un des principaux obstacles pour la construction d'un mouvement socio-politique homogène capable de défendre un projet collectif unificateur se retrouve dans le non-dépassement des différences idéologiques. Les différentes organisations qui composent le *Mouvement Piquetero* partagent néanmoins, trois points fondamentaux : la critique adressé contre les politiques néo-libérales, la demande d'inclusion dans le système économique et politique et la défense des droits fondamentaux des citoyens garantis par la Constitution Nationale.

4.2 Le discours de «*Piqueteros*» de la ville de Rosario

Cette dernière section du chapitre sera consacrée à l'analyse du discours des leaders et des membres du *Mouvement Piquetero* de la ville de Rosario dans la province de Santa Fe. Nous avons constitué un corpus de données à partir de huit entrevues réalisées en janvier 2002 auprès des «*piqueteros*» de l'organisation «*Centro comunitario Oroño*»¹⁷⁵. Située dans l'ancien quartier industriel de «*Las Delicias*», cette organisation entretient des liens avec le courant syndical CTA, à travers la branche FTV (*Federación por la tierra, la vivienda y el hábitat*)¹⁷⁶. Les actions contestataires menées par l'organisation visent principalement à faire pression devant les autorités gouvernementales pour l'obtention de subsides et de vivres. En raison d'obstacles administratifs bloquant l'octroi des subsides (*Plan Trabajar ou Plan para*

¹⁷⁵ Nous avons transcrit toutes ces entrevues et nous avons traduit en français les vocables cités dans les listes des fréquences, ainsi que les extraits de discours que nous présentons dans ce travail.

¹⁷⁶ Le *Mouvement Piquetero* de Rosario fonctionne à travers un réseaux de centres communautaires qui durant l'an 2000 se sont affiliés à la FTV (*Federación por la tierra, la vivienda y el hábitat*) dans le but d'exercer une plus grande pression sur le gouvernement pour l'obtention des subsides. *El centro comunitario Oroño* est l'organisation «*piquetera*» la plus puissante de la ville. Elle regroupe des quartiers densément peuplés. En plus, étant située à proximité de l'autoroute nationale et du port international de Rosario sa marge de manœuvre est plus grande lors de la réalisation des «*piquetes*».

Jefas y Jefes de Hogares), ces actions se multiplient durant les premiers mois de l'an 2000¹⁷⁷. Dès lors, les «piqueteros» du «Centro comunitario Oroño» incarnent le symbole de la résistance vis-à-vis de la détérioration imminente de leurs conditions de vie. En plus de diriger l'action contestataire - coupure des routes, des ponts et des rues principales du centre ville - l'organisation en question gère un réseau d'aide aux sans-emploi et à leurs familles. À ce propos, le «Centro comunitario Oroño» dispose de cantines populaires, de jardins communautaires, ainsi que d'ateliers de fabrications de produits artisanaux.

Rappelons brièvement que Rosario, troisième ville en importance au pays, fut autrefois l'un des plus importants centres industriels de l'Argentine. Or, de nos jours, Rosario possède un taux de chômage de plus de 20% et occupe la deuxième place en matière de déstructuration industrielle au niveau national¹⁷⁸. Par ailleurs, ayant abrité les plus grandes mobilisations populaires de l'histoire argentine : *La Resistencia a la Revolucion Libertadora* en 1955, *El Rosariazo* en 1969, et *El Rosario del hambre* en 1989, Rosario détient la réputation d'une ville protestataire. Selon ce qui précède, il n'est pas surprenant que la crise de décembre 2001 se soit soldée par des émeutes incontrôlées. En effet, la désobéissance civile de décembre 2001 dépasse le cadre de la contestation «piquetera» exprimée par le blocage des routes. Ainsi, le pillage des supermarchés et la destruction d'édifices publics constituent d'autres expressions de la colère des secteurs marginalisés durant les jours précédents la chute du

¹⁷⁷ Julio López, leader de l'organisation «Centro comunitario Oroño», informe en entrevue que le point culminant du processus de contestation fut la coupure de 2000 rues dans la ville de Rosario durant le mois d'avril 2000.

¹⁷⁸ G. Rodríguez, « Un Rosario de conflictos. La conflictividad social en clave local », Osal, *op. cit.*, p.31. Dans ce texte, l'auteure fait allusion aux émeutes survenues en 1989 et soldées par le pillage des supermarchés. Elle informe qu'à cette époque le taux de chômage grimpa à 14% et que la ville de Rosario commençait à souffrir des effets des politiques de désindustrialisation mises en avant depuis l'abandon du modèle de développement économique ISI.

gouvernement De La Rúa. Dans ces circonstances, on ne peut douter que la réplique policière fut proportionnelle au chaos généralisé. Cet extrait de notre journal de bord, illustre le climat de violence qui régnait dans le quartier de «Las Delicias» le jour du 19 décembre 2001 :

«Il est impossible de respirer, la police lance constamment des gaz lacrymogènes et tire des balles sur le voisinage. Il y a des incendies un peu partout. Les gens courent dans toutes directions et lancent des roches contre les effectifs de la sécurité. On entend des hurlements de gens blessés, des pleurs d'enfants et des femmes criant 'assassins arrêtez'. Les leaders piqueteros tentent vainement de calmer la foule».

Pendant la période de crise institutionnelle baptisée «El Argentinazo», le «Centro comunitario Oroño» tente de pallier les besoins en nourriture, en eau et en soins de santé des voisins de «Las Delicias» et aussi des habitants des zones périphériques. Un climat d'angoisse règne toutefois au sein de l'organisation puisque les provisions en vivres n'arrivent point à satisfaire les demandes des familles en détresse. Non seulement les boîtes d'aliments promises par les autorités gouvernementales ne se sont jamais rendues sur place, mais lors des pillages des supermarchés, les voisins du quartier *Oroño* sont devenus l'une des cibles de la répression policière. Sur la une du journal «La capital» du 15 décembre 2001, on lisait : «Tension sociale à Rosario : Avec des balles de caoutchouc, la police tente de contenir plus de 400 *piqueteros* qui réclament des aliments en face d'un supermarché¹⁷⁹». Questionnés sur les actions de vandalisme, notamment sur les vols de nourriture dans les supermarchés, les leaders du *Mouvement Piquetero*, Roberto Pérez et Julio López, déclarent que ce type de

¹⁷⁹ *La capital* (Rosario), 15 décembre, 2001. (traduction libre)

comportement est une conséquence directe des politiques publiques injustes¹⁸⁰. Julio López affirme ce qui suit :

Ici, il y a la faim, le désespoir, l'angoisse et beaucoup de colère. Et le seul coupable est le gouvernement. Nous avons prévenu les autorités qu'une telle situation allait se produire d'un moment à l'autre (...) 90% des compañeros qui ont risqué leur vie dans les pillages des supermarchés ont faim ! Et, c'est ça notre triste réalité.

Avant de passer à l'étape de l'analyse du discours des interviewés, nous tenons à mentionner que la principale question de recherche porte sur les motifs expliquant l'adhésion des membres à l'organisation «piquetera». La plupart des entrevues débutent par les questions suivantes : Pourquoi êtes-vous devenu membre de l'organisation? Pourriez-vous décrire votre participation au sein de l'organisation ? Quelles sont vos revendications ? En outre, nous avons conservé les vrais noms des trois leaders : Julio López, Roberto Pérez et Nora Pérez. Ces personnes sont des figures publiques, souvent citées dans la presse locale et nationale. Toutefois, nous avons changé les noms des cinq autres personnes interviewées afin de protéger leur vie privée. Nous leurs avons donné les prénoms de : Teresa, Ana Maria, Raúl, Néstor et Carlos. Par ailleurs, nous rappelons que le corpus a été soumis à une analyse textuelle assistée par ordinateur. Ainsi, la catégorisation appliquée à ce corpus discursif est tributaire d'une série de tableaux de fréquences joints à l'analyse. À

¹⁸⁰ Dans la première partie de ce chapitre, nous désignons comme «modéré» le courant «piquetera» proche des syndicats. Ce qualificatif réfère à l'idée de minimiser la confrontation avec les forces de l'ordre. Toutefois, lors de notre séjour à Rosario, nous avons observé de violents affrontements entre la police d'une part, et les «piqueteros» affiliés à la FTV, d'autre part. On peut dire que malgré la fréquente répression policière, notamment lors des sit-in devant les portes du palais municipal ou devant les chaînes de supermarchés, les «piqueteros» ne se laissent pas intimider facilement. Par ailleurs, il apparaît évident que le caractère radical de l'action contestataire de «piqueteros» est en rapport direct avec des taux de chômage et de pauvreté qui ne cessent de grimper depuis quelques années.

savoir, le tableau 2 indique les caractéristiques de chacune des personnes interviewées. Le tableau 1 montre la structure de la base de données confectionnée à partir du discours des interviewés. Le tableau III présente la fréquence des mots clés dans le discours des leaders de l'organisation (Roberto, Julio et Nora). Le tableau IV expose un regroupement des mots clés de ces trois discours en thèmes. Le tableau V correspond à la fréquence des mots clés dans le discours de Teresa et Ana Maria et finalement le tableau VI reflète la fréquence des mots clés dans le discours de Néstor, Raúl et Carlos.

Tableau I
Structure de la base de données (total de mots: 25, 271)

NOM	MOTS	NOM	MOTS
Julio	8,176	Néstor	1,807
Roberto	6,200	Carlos	1,694
Nora	3,993	Teresa	593
Raúl	2,385	Ana Maria	423

Tableau II
Profil des interviewés

NOM	SEXE	PROFIL
JULIO LOPEZ	M	Collaborateur au sein de l'organisation FTV (Federación pour la tierra, la vivienda y el hábitat), affiliée à la CTA (Central de trabajadores argentinos) de Rosario. Ancien étudiant en droit. Fondateur de l'organisation «Centro comunitario Oroño». Chargé de la mise en place de projets de développement communautaire.
ROBERTO PEREZ	M	Président du «Centro Comunitario Oroño». Ancien travailleur à la compagnie <i>Cargil</i> . Sans emploi depuis 1999. Ancien militant du <i>parti Péroniste</i> . Responsable des échanges avec d'autres organisations de la société civile, notamment en matière de techniques d'auto-production d'aliments (jardin et boulangerie communautaire).
NORA PEREZ	F	Secrétaire administrative du «Centro Comunitario Oroño». Fondatrice de l'organisation. Responsable de remplir les demandes de subventions pour les membres de l'organisation (Plans Trabajar ou Plan para Jefes y Jefas de Hogares). Chargée de la demande des vivres devant les chaînes des supermarchés. Responsable du volet santé et éducation.
TERESA	F	Chargées de la soupe populaire pendant la réalisation des «piquetes». Cuisinières à titre bénévole dans la cantine du «Centro Oroño». Sans emploi depuis plusieurs années.

ANA MARIA	F	Victimes de la répression policière à plusieurs reprises durant les «blocages des routes».
RAUL	M	Délégués des deux grands bidonvilles de Rosario, <i>La Granada Sur</i> et <i>Villa Las Latas</i> . Ils demandent au «Centro comunitario Oroño» de fournir ces agglomérations avec des provisions en vivres et en médicaments. Ils collaborent activement à l'organisation des actions contestataires, mobilisant un grand nombre de résidents de ces zones périphériques.
NESTOR	M	
CARLOS	M	Ouvrier spécialisé, mis à pied après vingt-cinq ans de travail. Collaborateur de deux services offerts par l'organisation : la garderie et les soins destinés aux personnes âgées.

Tableau III

Fréquence des mots clés (Julio, Roberto, Nora)

JULIO		ROBERTO		NORA	
MOTS	F.	MOTS	F.	MOTS	F.
Nous	78	nous	77	foyer	25
camarades	72	piqueteros	41	nous	24
<i>piquete</i>	58	travail	28	peuple	23
quartier	41	gens	24	lait	21
gens	39	gouvernement	20	famille	19
travail	31	national	14	travail	18
Rosario	25	foyer	13	Centre Oroño	18
police	16	groupe	13	enfants	14
gouvernement	15	famille	11	femmes	14
subsidés	15	assemblée	10	problèmes	10
CTA	14	camarade	10	besoins	10
nourriture	13	femmes	10	<i>piquetes</i>	9
rue	12	coopératives	9	nourriture	8
eau	11	humain	9	politique	8
pays	11	nature	8	quartier	7
		chimie	8	argent	7
		survie	8	religion	7
		vie	8		

Tableau IV

Thèmes principaux (Julio, Roberto, Nora)

THÈMES	JULIO	ROBERTO	NORA
MOUVEMENT PIQUETERO	gens camarade CTA <i>piquete</i> nous quartier rue	gens nous famille foyer femmes assemblée camarade coopérative groupe <i>piqueteros</i>	nous enfants famille foyer femmes <i>piquetes</i> centre Oroño quartier peuple problèmes
DEMANDES	subsidés travail nourriture eau	travail humain vie survie nature	travail lait vivres argent besoins nourriture
ÉTAT	pays gouvernement police Rosario	gouvernement national	politique religion

L'analyse systématique de ces vocables nous a permis de dégager un certain nombre de pistes de recherche. À prime abord, les leaders de l'organisation «Centro Comunitario Oroño» préfèrent le terme de «referentes» plutôt que celui de leaders. Il semblerait que les connotations qui découlent du qualificatif «referente» évoquent un leadership de type horizontal dont les décisions du *groupe* seraient prises en *assemblée*. Dès lors, l'un des traits les plus notoires du discours renvoie à l'idée de l'appartenance au *groupe* sur la base du partage des conditions sociales semblables. On comprend donc que l'organisation émerge à la suite d'un rassemblement des *familles* du *quartier* aux prises avec le même type des *problèmes*. En outre, l'identification en tant que *camarades* «compañeros» fait allusion au lien unissant autrefois les travailleurs syndicalisés¹⁸¹. Ce terme est repris aujourd'hui par les travailleurs qui, exclus du marché du *travail*, vivent dans des conditions d'extrême précarité. En réalité, la plupart des *familles* du *quartier Oroño* sont incapables de subvenir aux *besoins* élémentaires, les *femmes* et les *enfants* souffrent donc de graves carences alimentaires. Mentionnons que le manque d'*eau* potable, de *nourriture*, de *lait* et d'*argent* constitue une menace pour la *survie* de la communauté - identifié dans le discours par le vocable *nous*. Ainsi, l'action contestataire le '*piquete*' réfère à une méthode de lutte visant l'obtention de *subsides* nécessaires au soutien du *foyer*. En somme, le discours laisse entrevoir que parler de '*piquetes*', c'est parler d'un *pays* où le *gouvernement* utilise la *police* afin de réprimer ceux qui défendent leurs droits à la *vie* : les '*piqueteros*'.

Nous nous penchons maintenant sur certains aspects du discours qui dévoilent l'univers de sens des personnes interviewées. Nous présentons quelques extraits

¹⁸¹ Le vocable «compañero» fut utilisé comme signal de l'identité ouvrière durant l'époque «péroniste», années 1940-1950. Ensuite, ce terme fut repris par les différents partis politiques et organisations de gauche. Finalement, dans les années 1970, il se répand dans les mouvements syndicaux et sociaux.

portant sur la manière dont les interviewés vivent l'expérience de la perte du statut de travailleurs. Ainsi, la richesse du témoignage de Roberto, Julio et Nora réside fondamentalement en ce qu'il nous permet de découvrir le processus qui sous-tend l'émergence du sujet «piquetero». Rappelons que ces trois interviewés, fondateurs de l'organisation, sont des résidents du voisinage et qu'ils sont touchés par les problématiques de la perte d'emploi, au même titre que le reste des résidents du quartier. Roberto exerce le rôle du président, Nora s'occupe du secrétariat et Julio représente l'organisation au sein de la FTV (*Federación por la tierra, la vivienda y el hábitat*) de la ville de Rosario. Bref, les extraits tirés de leurs discours montrent essentiellement la nature des liens qu'unissent ceux qui se retrouvent non seulement privés des conditions matérielles essentielles à l'existence, mais aussi d'une identité forgée autour de la notion du travail.

[...] pour un ouvrier le travail est un orgueil, ça signifie beaucoup de choses. Avec mon salaire, je donnais à manger à ma femme et à mes enfants, j'envoyais mes enfants à l'école et j'avais accès à une assurance santé. En plus du salaire, le travail crée «compañerismo» camaraderie. Or, sans travail, on devient un être inutile pour la famille et pour la société. (Roberto)

L'homme se sent mal et déprime parce qu'il ne peut pas apporter le pain au foyer, alors c'est la femme qui doit assumer le plus grand poids. C'est elle qui doit penser comment faire pour continuer à envoyer les enfants à l'école, comment faire pour les envoyer voir un médecin quand ils tombent malades ou quoi leur donner à manger [...] Beaucoup d'hommes sans travail s'engagent dans la lutte, mais beaucoup d'autres restent à la maison et se défoulent dans l'alcool. (Nora)

Il y a trois ans, je travaillais et j'étudiais en même temps, j'ai perdu mon emploi et il m'a été impossible de poursuivre mes études. Je cherchais quelque chose à faire et je me suis rendu compte des graves problèmes du quartier. Il y avait beaucoup de besoins et les autorités qui ne prenaient pas au sérieux la problématique du manque d'emploi faisaient toute sorte d'aberrations, comme par exemple : couper l'eau potable aux familles sans travail [...] (Julio)

[...] Nous sommes un groupe social en marge du système, ainsi nous luttons pour nous intégrer au système et pour revendiquer nos droits. [...] Nous disons que nous avons droit à la vie, au travail, à la santé et à l'éducation. (Roberto)

Les cantines ne suffissent pas à nourrir les enfants à tous les jours. Les gens demandent du travail parce que les boîtes de nourriture et les subsides sont insuffisants, la plupart des familles ont en moyenne 5 ou 6 enfants. (Nora)

[...] Lors d'un blocage de route, je n'ai rien à perdre, car je peux choisir entre mourir assis chez moi ou mourir dans la lutte pour changer quelque chose. Puis, si je ne fais pas quelque chose, ma famille va disparaître, donc essayer de changer les choses c'est tout à fait logique, c'est tout simplement chercher à survivre. (Roberto)

[...] En tant que «piqueteros», nous nous sentons responsables de générer de l'espoir, avant il n'y avait pas ça. [...] Résister un «piquete» de 72 heures c'est très dur, surtout avec la mort d'un «compañero» camarade, puis avec ce gros poids, nous avons quand même résisté, en plus, d'autres camarades sont venus nous appuyer en signe de solidarité [...] dans les «piquetes» une nouvelle patrie est en train de naître. (Julio)

Nous ressentons notre impotence devant les forces de l'ordre lorsqu'elles décident de réprimer les gens. Nous regardons les policiers et leur disons en face : tu as du travail, mais n'as-tu pas un frère, une sœur, un ami ou ta propre mère qui se retrouve au chômage en ce moment? (Julio)

Le rêve de tout le monde, c'est d'avoir un travail et de pouvoir vivre comme n'importe quel citoyen, d'envoyer les enfants à l'école et d'arriver à leur donner à manger tous les jours. Que l'enfant puisse prendre son verre de lait à la maison et non pas dans une cantine, que l'enfant puisse manger en famille sans devoir se déplacer ici et là pour trouver quelque chose à manger [...] (Nora)

Ici, il y a beaucoup de qualité humaine et nous voulons inciter les gens à développer ça [...] quand nous travaillons la terre, quand nous produisons quelque chose, nous nous sentons renaître, et c'est ça l'objectif du 'piquetero' être utile en dehors de la route, même quand tu ne coupes pas une route (Roberto)

Tableau V

Mots clés (Teresa, Ana María)

TERESA & ANA MARÍA	
MOTS	F
nous	12
travail	8
Argentina	7
gouvernement	4
aide	3
quartier	3
enfants	3
manger	3
camarades	3
futur	3
lutte	3
orgueil	3
<i>piquetera</i>	3
<i>piquetes</i>	3
police	3

Comme nombre d'autres femmes du quartier, Teresa et Ana Maria collaborent quotidiennement au fonctionnement de la cantine du *Centro Oroño*. En plus, elles sont responsables de préparer la typique soupe populaire durant les jours de '*piquetes*'. Ayant perdu leur emploi depuis plusieurs années, elles se sont impliquées activement dans l'organisation. Ainsi, leur discours est focalisé sur les motivations qui sous-tendent l'action contestataire, à savoir les besoins matériels des voisins du quartier. Le discours d'Ana Maria réfère à la confiance accordée à la figure des

leaders, ainsi qu'aux liens de solidarité qui se tissent entre les membres de l'organisation. Quant au discours de Teresa, il est marqué par des allusions patriotiques, notamment par une critique des politiques des privatisations. En résumé, les propos de ces deux femmes «piqueteras» ne cachent pas le sentiment de fierté qui découle d'une part, de la prise de conscience de leur condition d'exclusion et d'autre part, de leur volonté de révoquer cette situation. Regardons ces extraits de leurs discours :

Tout a commencé quand les gens ont décidé de venir ici et raconter ses problèmes, c'est comme ça que les «piqueteros» sont nés [...] Tous les gens du quartier collaborent parce qu'on sait qu'on lutte contre le gouvernement (Ana Maria)

Je suis fière d'être «piquetera», je lutte pour l'Argentine et pour le futur des nos enfants, je suis grand-mère [...], je lutte aussi pour tous les «compañeros» camarades qui n'ont pas d'emploi et je lutte contre le gouvernement qui, au lieu de nous aider, envoie la police pour nous réprimer [...] (Teresa)

La raison pour laquelle je participe c'est que j'ai perdu mon travail et j'ai des besoins. Je collabore avec eux parce que quand je suis arrivée ici ils m'ont beaucoup aidée, les gens ici sont très solidaires [...] et je suis très contente maintenant parce que j'ai trouvé de bons amis et parce «piquetero» signifie unité. (Ana Maria)

Pour moi, le plus important c'est qu'on a nos leaders, ils représentent le peuple, ils luttent à nos côtés, ils ne donnent pas des ordres, ils se battent pour nous, pour qu'on nous donne les subsides, pour qu'on nous donne quelque chose à manger et c'est ça le principal. (Ana Maria)

J'ai l'intention de continuer avec le «piquete» jusqu'au moment où le pays se stabilise pour que les jeunes ne soient pas obligés d'émigrer. Ici, il y a des richesses et du travail, mais ils ont tout vendu aux étrangers et maintenant c'est le chaos. Alors si nous ne luttons pas qui va le faire à notre place? Qui va nous défendre?(Teresa)

Tableau VI

Mots clés (Raúl, Néstor, Carlos)

RAÚL		NÉSTOR		CARLOS	
MOTS	F.	MOTS	F.	MOTS	F.
gens	20	gens	32	travail	13
besoin	20	travail	24	école	9
enfants	13	enfants	23	maison	7
contestation	10	manger	19	personnes	7
Centre <i>Oroño</i>	10	quartier	12	soins	6
pays	8	nourriture	9	chercher	5
populaire	7	nous	9	enfants	5
manger	7	rue	6	nous	5
<i>piquete</i>	7	voler	6	livres	3
maison	6	douleur	5	père	3
faim	5	femmes	5	de voir	3
rue	5	besoin	5		
père	5	nuit	5		
nourriture	5	école	4		
futur	5	argent	4		
études	5	contestation	4		
		vie	4		

Par l'entremise du «Centro Comunitario Oroño», Néstor et Raúl obtiennent des vivres et des subsides destinés à deux bidonvilles à l'intérieur desquels ils exercent la fonction de délégués. Ces agglomérations périphériques, connues sous le nom de *Las*

Latas et *La Granada*¹⁸², regroupent une moyenne de 1000 familles qui vivent dans des conditions d'extrême marginalité. À l'exception du «Centro comunitario Oroño» qui apporte de l'aide aussi minime soit-elle, aucune organisation, ni gouvernementale ni autre, assure les services essentiels de ces bidonvilles. Le discours pragmatique de Néstor et Raúl met en évidence que seule la survie compte, à partir du moment où les gens se savent abandonnés par le gouvernement. Dans ces conditions, il ne s'agit plus de la quête du progrès ou d'un futur meilleur, mais de faire face à une crise qui menace la survie. C'est pourquoi les transgressions telles que l'augmentation du taux de criminalité parmi les jeunes, possèdent, à leur avis, moins d'importance que l'urgence de la survie et notamment que l'éducation. Dans les extraits suivants, Nestor et Raul décrivent crûment le phénomène de dégradation humaine qui accompagne l'exclusion du monde du travail et qui justifie par ailleurs le caractère radical du «piquete».

Je n'ai jamais vécu quelque chose comme ça, dans ma génération, entre 18 et 25 ans, on travaillait tous, mais maintenant la nécessité pousse nos enfants vers la criminalité [...] les études qui devraient être une priorité est pour nos secondaire, la priorité c'est de trouver à manger. (Raul)

J'ai perdu mon travail il y a dix ans et depuis lors j'ai ne rien trouvé [...] Ma vie a beaucoup changé parce que j'avais toujours travaillé [...] Mes enfants, je les ai retirés de l'école, ils n'ont ni souliers ni habits et on ne peut pas les envoyer à l'école comme ça, tout le monde va rire d'eux, ils vont avoir honte, et nous comme parents on ne veut pas qu'ils aient honte, c'est nous qui avons plus honte qu'eux. (Nestor)

La plupart des gars de 15, 16 ou 17 ans sont délinquants, ils se dédient au vol, mais pourquoi sont-ils des voleurs? Parce qu'il n'y a rien d'autre à faire ici: ils n'ont pas de travail, leurs parents non pas de travail, il n'y a aucun projet pour les jeunes et ils ont des besoins. Personne n'aime

¹⁸² Le nom «Latas» renvoie aux vieux bidons qui ont servi à la construction des habitations. Celui de «Granada» fait allusion aux bruits de projectiles très fréquents dans l'agglomération.

cambríoler et encore moins encore aller en prison, c'est le manque de travail la raison de la délinquance.(Nestor)

Sincèrement, je ne vois pas de futur, pas de paix, pas de réactivation, d'ici cent ans, je ne vois rien, aucune sorte de futur pour mes enfants, j'en ai quatre et je ne peux pas satisfaire à aucun de leurs besoins. (Raul)

La seule manière pour que les autorités nous écoutent, c'est faire des «piquetes», sortir dans la rue et protester, autrement tout le monde nous ignore. On est «piqueteros» par besoin, pour les nécessités de nos familles et moi je suis fier de l'être parce que je suis père de 5 enfants. (Nestor)

Entre «piqueteros», on est comme des frères, on se transmet des idées, on partage nos préoccupations, on essaie de solutionner les problèmes de nos quartiers et de donner des réponses aux gens [...] Le gouvernement n'en voit pas la nécessité et dit qu'il n'y a pas de problèmes et ça c'est un mensonge. (Raul)

La dernière entrevue reflète une autre phase de la réalité d'exclusion sociale qui touche particulièrement la frange de la classe moyenne en baisse. Pourtant brève, l'histoire de la vie de Carlos est très intéressante, car elle montre le passage de la condition sociale moyenne à la marginalité. Carlos a beaucoup de difficultés à se confronter à son passé. Lui qui pensait prendre sa retraite dans la compagnie où il avait travaillé pendant plus de vingt ans, se retrouve du jour au lendemain mis au chômage. Épris d'une grande émotivité, cet homme raconte «sa chute aux enfers» : d'abord la perte de son *travail*, ensuite celle de sa *maison* et finalement celle de sa *femme* et de ses *enfants*. Par ailleurs, le discours de Carlos témoigne du double processus de dissolution et des reconstructions des liens sociaux. Ainsi, Carlos retrouve dans l'organisation «Centro comunitario Oroño» un lieu d'accueil ou en d'autres termes, une sorte de rempart à l'échec personnel. Reprenons quelques extraits de son discours :

Pour moi, la perte de mon emploi a mené à la destruction de ma famille [...] je me suis enfermé chez moi pendant longtemps et puis, peu à peu, j'ai tout perdu : famille, maison, auto, meubles, tout. Quand j'ai perdu mon emploi que j'avais depuis plus de vingt ans, j'ai aussi perdu une partie de moi-même. Maintenant, je ne possède rien. (Carlos)

Pendant très longtemps, je n'avais pas de tranquillité, depuis que je viens ici, j'ai retrouvé la force intérieure pour affronter ce qui m'arrive.

Tu vois que le bateau coule, que l'eau se rend à ton cou et à ce moment, tu te dis : «là, il faut nager». J'ai commencé à collaborer dans la garderie et je donne des soins aux personnes âgées, ainsi je me sens encore actif. (Carlos)

L'analyse des listes des fréquences nous a permis de cerner les principales caractéristiques qui découlent du discours des interviewés. Dans le même ordre d'idées, les extraits tirés du discours des «piqueteros» de Rosario illustrent le contexte dans lequel s'inscrivent les vocables figurant sur ces listes. L'analyse de notions clés dévoile donc la représentation que les protagonistes se font de leur réalité¹⁸³. Tout d'abord, nous avançons que le discours possède un faible contenu idéologique. À cet égard, notons l'utilisation à plusieurs reprises des mots : *nous, travail, famille, quartier, besoins, manger, compañeros*. Soulignons également que dans le discours de l'un des plus politisés des «piqueteros», Julio López, les ressources rhétoriques sont quasiment absentes. Rajoutons ensuite qu'aucun des locuteurs ne fait appel à un vocabulaire nationaliste, populiste voire révolutionnaire, et cela même quand il est question de critiquer les politiques gouvernementales. Eu égard à ce qui précède, l'usage des mots tels que *viè, survie, contestation, douleur,*

¹⁸³ Dans le chapitre III, Repères méthodologiques, notamment dans la section consacrée à l'analyse des entrevues, le lecteur trouvera des éclaircissements concernant les questions de la complémentarité des techniques d'analyse utilisées dans cette recherche (la fréquence lexicale et les extraits d'entrevues), de la sélection des mots clés, et de l'interprétation des données concrètes.

orgueil et futur semblerait montrer l'emprise d'une perspective subjective justifiant l'adhésion des voisins à l'organisation «piquetera» «Centro Comunitario Oroño».

L'intérêt de faire une étude du discours des membres et des «referentes» d'une organisation «piquetera» à l'intérieur du pays s'explique en ce qu'elle nous révèle la perception subjective des individus qui composent la base du *Mouvement Piquetero*. Nous avons constaté que c'est l'expérience personnelle, dans ce cas la lutte pour la *survie* qui est le facteur déterminant de la participation des individus dans l'organisation «piquetera». Ainsi, des expressions telles que : «On est 'piqueteros' par besoin», «si je ne fais pas quelque chose, ma famille va disparaître», «ceux qui participent ici ont leurs propres idées politiques et religieuses» démontrent que l'adhésion des membres à l'organisation relève du partage de la condition d'exclusion sociale plutôt que du partage d'une idéologie quelconque. Par ailleurs, on remarque que les expressions mettant en évidence le sentiment d'humiliation qui découle de la perte du statut de travailleur sont suivies par d'autres expressions qui reflètent un sentiment de fierté et d'orgueil concernant leur nouvelle identité «piquetera». Lisons à ce propos les citations suivantes : «on est responsable de générer l'espoir», «je suis fier d'être 'piquetera', je lutte pour l'Argentine et pour le futur des nos enfants», «une nouvelle patrie est en train de naître», «'piquetero' signifie unité».

Nous ne voulons pas terminer cette analyse sans nous attarder sur deux questions épineuses. La première concernant les revendications exprimées dans le discours de «piqueteros» par l'immuable référence au «droit à la vie, à la santé, à l'éducation et au travail». Nous interprétons ces revendications en tant que demandes d'inclusion formulée à l'État au nom de la citoyenneté. L'expression «vivre comme n'importe quel citoyen» refléterait la quintessence des actes de désobéissance civile. Partant de ce fait, l'occupation de l'espace public par l'entremise du blocage des routes symboliserait une forme d'interpellation directe à l'État. Cette action trouverait d'ailleurs sa justification en ce que l'État est le seul responsable de la garantie du

respect des droits universels reconnus par la Constitution Nationale à l'ensemble des citoyens du pays. La deuxième question ouvre sur la perception des organisations de la base par rapport à la notion de changement social. C'est dans les termes suivants que Roberto exprime l'essentiel de cette idée :

«Nous ne savions pas travailler la terre, nous avons commencé peu à peu à connaître l'agriculture et la production d'aliments biologiques et sans le savoir, nous sommes devenus défenseurs de l'écologie et producteurs d'auto-emploi. Mais la lutte continue quotidiennement [...] non seulement par les «piquetes», mais par la mise en pratique de nos idées, on ne veut pas que les bénéfiques soient seulement pour quelques-uns, on veut le partage des bénéfiques entre nous tous» (Roberto)

Au sein de l'organisation «Centro comunitario Oroño» nous avons pu observer les signes d'un projet de développement local qui, partant de la problématique de la survie quotidienne, vise la création de nouvelles valeurs solidaires¹⁸⁴. L'exemple du potager communautaire mis en place par l'organisation permet de voir l'émergence

¹⁸⁴ L'organisation a mis en place plusieurs stratégies visant à assurer la survie du quartier : la cantine, le potager, la boulangerie, l'atelier de fabrication des produits comestibles, un centre d'expérimentation pour la production des fertilisants naturels, une boutique de vêtements usagés, un bazar, un atelier de fabrication d'artisanat et un chantier de fabrication de briques. Par ailleurs, une garderie, un atelier d'alphabétisation, ainsi qu'un centre d'attention médicale fonctionnent au sein du «Centro comunitario Oroño». Nous tenons à souligner la participation d'étudiants universitaires dans la mise en place de ces projets, notamment le mouvement étudiant de l'Université National de Rosario. On ne peut pas douter que l'influence des idées académiques se reflète dans plusieurs actions entreprises par l'organisation «piquetera» et parfois aussi dans le discours. Ainsi, quand Roberto dit : *«nous avons commencé peu à peu à connaître l'agriculture et la production d'aliments biologiques et sans le savoir nous sommes devenus défenseurs de l'écologie et producteurs d'auto-emploi»*, il se réfère à un souci pour l'environnement qui lui fut transmis par les étudiants qui collaborent dans l'organisation. À cet égard, l'organisation «piquetera» n'utilise aucun produit chimique (le fumier est traité selon une procédure naturelle) et en plus les «piqueteros» ont abandonné la pratique de brûler des pneus lors des «piquetes».

d'un phénomène de retour à la terre ainsi que de redécouverte des savoir-faire qui pendant des longues décennies d'industrialisation avaient été oubliés. Ces initiatives s'accompagnent d'un processus d'apprentissage collectif focalisé sur l'utilisation des techniques allant de la fertilisation de la terre à la semence et de la récolte à la transformation de grains en produits comestibles. Finalement, de notre analyse il résulte que le passage de la condition ouvrière à celle de «piqueteros» déborde de l'action du blocage de routes. Ainsi, nous soulignons que la notion de changement social devrait, lors des futures recherches, être saisie à partir de l'étude du système de valeurs qui sous-tend les projets de développement communautaire développés par les organisations «piqueteras» de la base. À ce propos, hormis le fait que ces organisations possèdent une sphère d'action restreinte à leur situation, il est indéniable qu'elles aboutissent à recréer, d'une certaine manière, le lien social brisé par la déstructuration de la condition salariale, notamment par l'évacuation de l'idée de l'ascension sociale grâce au travail.

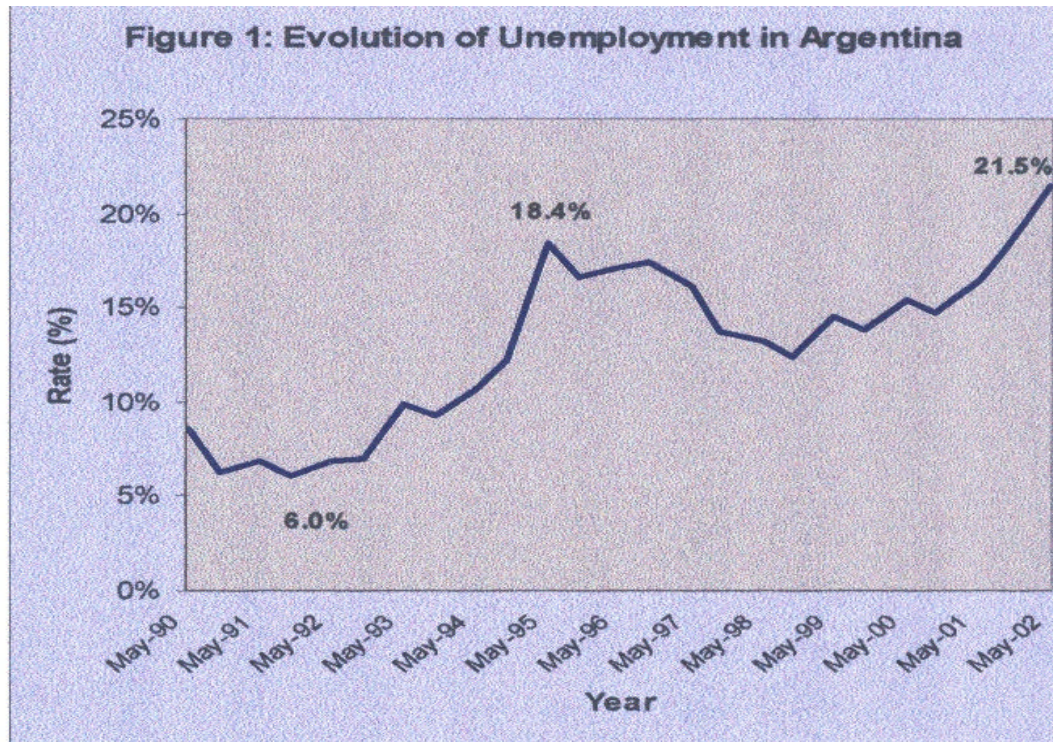


Figure 4.1 Évolution du taux de chômage 1990-2002.

Source : Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INDEC).

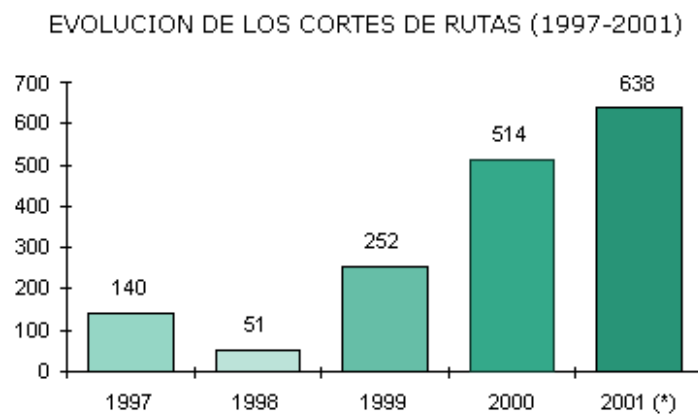


Figure 4.2 Évolution blocages des routes (1997-2001)

Source : Centro de Estudios Nueva Mayoría.

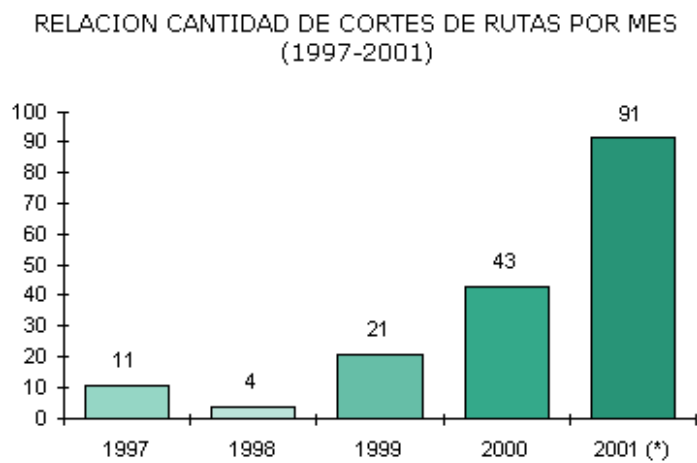


Figure 4.3 Évolution blocages des routes par mois (1997-2001)

Source : Centro de Estudios Nueva Mayoría.

CONCLUSION

Cette recherche a porté sur l'étude des dynamiques du *Mouvement Piquetero* qui a émergé en Argentine dans le contexte de la crise sociale, économique et politique des années 1990. La contestation populaire de décembre 2001 constitue le point culminant d'un long processus de mobilisation contre la perte des droits et des bénéfices de la citoyenneté. Cet événement, connu sous le nom de «El Argentinazo», est né de la volonté de différents secteurs de la société argentine de se regrouper pour exprimer leur rejet global non seulement d'un modèle économique générateur d'exclusion mais aussi de l'ensemble de la classe politique tenue comme responsable de la crise du pays. Le climat de violence institutionnelle qui accompagne la démission du président De la Rúa plonge le pays dans la plus grave crise depuis sa consolidation comme État moderne à la fin du XIXe siècle.

Ce travail met en exergue les réponses que plusieurs groupes de citoyens réunis au sein du *Mouvement Piquetero* ont apporté aux problèmes structurels ayant marqué le passage de la forme d'État interventionniste à la forme d'État néo-libéral. Nous avons divisé ce contexte socio-historique en trois grandes périodes, correspondant chacune à la durée des gouvernements qui se sont succédés entre 1976 et 2001. Nous avons, en tout premier lieu, décrit les dynamiques de démantèlement progressif de *l'État populiste*. Nous nous sommes ensuite attardée sur les grandes réformes adoptées par l'administration de Menem cherchant à consolider le modèle néo-libéral en Argentine - modèle privilégiant l'offre et l'accumulation en lieu et place du respect et du renforcement des droits sociaux et économiques. Aussi les grandes réformes économiques, sociales et politiques entreprises au cours des années 1990, laissent-elles entrevoir, d'une part, le délaissement des grands principes *providentialistes* liés aux idéaux de progrès (individuel et social), de solidarité et de justice sociale, et, d'autre part, l'adhésion aux principes néo-libéraux rattachés aux notions de

rationalisation économique, de performance et de soumission aux lois du libre-marché. Le discours voulant que ces réformes visent la modernisation de l'État et la croissance économique n'empêche pas pour autant que l'instauration de l'État minimal s'accompagne de l'affaiblissement du compromis socio-politique entre l'État et les secteurs les plus défavorisés de la société. Il apparaît alors indéniable que l'augmentation progressive du taux de chômage et de pauvreté est étroitement liée au désengagement de l'État en matière d'assistance sociale, ainsi qu'à la destruction de l'appareil productif national. L'affaiblissement de la société salariale mise en place par l'État *populiste* coïncide avec l'accentuation du phénomène d'exclusion sociale.

Les effets des mesures politiques et économiques d'orientation néo-libérale sur le fonctionnement de la société argentine se manifestent à différents ordres : la privatisation des entreprises étatiques, la dérégulation du marché, l'aliénation des ressources naturelles aux mains des multinationales, la décentralisation de l'éducation et de la santé, sans oublier les coupures dans la plupart de services publics. Ces mesures servent non seulement à justifier la déresponsabilisation de l'État dans le domaine de la prestation des services publics, mais aussi à renforcer le phénomène de flexibilisation du marché du travail. On pourra alors comprendre aisément que les premières critiques aux politiques gouvernementales se manifestent du côté des syndicats des employés de l'État frappés par les congédiements massifs et la réduction des salaires. Les employés du secteur public restent ceux qui ont, en 1993 et à la suite de la promulgation de la loi exigeant la réduction du déficit, *Ley Omnibus*, orchestré la révolte populaire surnommée «La Pueblada» dans la province de Santiago del Estero. À la suite de ces premiers moments, les actions protestataires se multiplient un peu partout au pays au fur et à mesure que la crise économique s'accroît, condamnant, d'une part, l'exclusion sociale dont fait l'objet une bonne partie de la population et dénonçant, d'autre part, la concentration de la richesse et du revenu aux mains d'une minorité.

La faillite puis la fermeture massive des entreprises n'ont pas seulement entraîné la diminution drastique de la force du travail et du nombre des travailleurs, elles ont aussi scellé l'évanescence du pouvoir historique des syndicats en tant que structures de médiation entre l'État et les travailleurs. C'est en réponse à ce vide qu'ont émergé sur la scène publique des nouveaux acteurs « piqueteros » réclamant aux autorités gouvernementales des solutions aux problèmes de chômage, de pauvreté, de l'exclusion ainsi que de la privation de bénéfices rattachées à la condition ouvrière. Il est d'ores et déjà possible de transposer au cas du salariat argentin l'expression «travailleurs sans travail» qu'utilise Hannah Arendt¹⁸⁵ pour qualifier l'affaiblissement de la figure du travailleur dans les sociétés contemporaines.

Aussi pouvons-nous dire que la genèse du processus de contestation permet de voir que durant la décennie 1990 s'est produit un déplacement dans les lieux de formation des conflits. Une mutation non seulement dans les formes et les enjeux, mais aussi dans les modalités d'expression et de gestion des conflits sociaux. Les conflits prennent généralement place en dehors de l'institution syndicale. Loin d'être planifiés, ils donnent l'air d'être spontanés voire fragmentés. Les protagonistes du conflit deviennent aussi des acteurs qui, étant exclus du système politique et économique, formulent une demande d'inclusion par l'entremise de l'occupation de l'espace public. À mesure que l'État se désengage socialement, le système socio-politique se révèle incapable de répondre aux demandes sociales et aux revendications collectives. Les principales revendications sont donc orientées directement vers l'État en tant que garant des droits fondamentaux et de la cohésion sociale. Nous dirions que c'est même dans ce type de rapport sans médiation entre les «piqueteros» et l'État qu'il faut aller chercher l'explication de l'intensification des

¹⁸⁵ Cité par G. Pérez, dans «Pálido fuego : Hannah Arendt y la declinación de la figura del trabajador en las sociedades contemporáneas», Instituto de Investigaciones Gino Germani, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires, 2001.

actions contestataires, de la modification des formes de conflits et de l'invention des nouvelles stratégies de lutte.

Les nouvelles formes de contestation articulent « piquets de grève » et d'autres modalités de lutte se voulant plus radicales : occupation d'édifices publics étatiques, incendie et pillage de biens publics, blocage des routes. Les blocages de routes symbolisent un moyen de forte pression sur les autorités étatiques, dont un important outil de marchandage et de négociation. En plus de gêner la libre circulation de marchandises, ils semblent menacer autant l'intégrité territoriale de la nation que son développement économique. Les nouvelles modalités d'action contestataire se manifestent d'abord et avant tout dans la sphère publique, avec l'intention de perturber le fonctionnement du marché non en empêchant l'entrée dans les lieux de production, mais en entravant la libre circulation et la distribution de la production elle-même. Les organisations ayant adopté la pratique systématique des « piquetes » ont réussi à replacer la problématique du chômage et de la pauvreté au cœur du débat national et international concernant l'Argentine. Armony et Bessa soutiennent qu'à la différence des époques passées, les actions contestataires d'aujourd'hui ne visent plus une transformation radicale de la société, mais plutôt des réponses concrètes et immédiates aux problèmes de la survie quotidienne¹⁸⁶.

L'étude du processus de contestation populaire qui est symbolisée dans la figure du *Mouvement Piquetero* éclaire alors sur les causes à l'origine de la crise argentine de décembre 2001. Ce *Mouvement* traduit la réaction de différents secteurs de la société argentine face à l'institution d'un modèle de développement subordonnant le bien commun aux critères de la croissance économique. La déstabilisation de la condition salariale initiée dans les années 1970 s'accompagne de l'anéantissement progressif

¹⁸⁶ V. Armony, E. Bessa, « Emerging Citizen Movements in Latin America : The case of the *Piqueteros* in Argentina », *op.cit.*

des droits sociaux et économiques. Lo Vuolo soutient que ces changements marquent la «fin d'une époque» où le rapport «capital-travail» garantissait au salariat non seulement la satisfaction des besoins essentiels, mais aussi l'accès à une certaine mobilité sociale¹⁸⁷. La perte de la condition salariale bouleverse la société dans son ensemble d'autant plus que l'imaginaire argentin est construit sur la notion de travail à laquelle se trouvent rattachées des conceptions différenciées du «bonheur» et du «malheur». Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que, l'ébranlement d'une société construite autour de l'éthique du travail, se fasse d'abord ressentir au niveau institutionnel et des appareils de légitimation de l'État.

Dans une certaine mesure, l'on peut avancer que les théories auxquelles nous avons fait référence dans le cadre de ce mémoire trouvent leur application – quoique partielle – dans le *Mouvement Piquetero* argentin des années 1990. Nous disons partielle car, sous l'effet du décalage entre le contexte européen et nord-américain et celui de l'Argentine, nous ne pouvons pas soutenir que les théories à propos des Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS) s'appliquent mécaniquement au cas du *Mouvement Piquetero*. Néanmoins, la théorie communicationnelle d'Habermas trouve tout à fait son champ d'application dans le *Mouvement Piquetero*, dans la mesure où à travers des stratégies symboliques les acteurs modifient la modalité de leur action. Ainsi, le caractère communicationnelle du mouvement se reflète dans l'utilisation des moyens de communication en vue d'obtenir l'appui de l'opinion publique. Quant à l'hypothèse de Melucci concernant la persistance de la nature antagonique du conflit, on constate qu'effectivement, les changements symboliques dans les formes de la protestation (el piquete), dans les scénarios adoptés (la route) et dans les protagonistes (piqueteros : chômeurs et sans-emploi) ne remettent pas en question les causes structurelles du conflit, à savoir la reproduction matérielle du secteur qui proteste ou, en d'autres termes, le fait que «les piqueteros» sont des

¹⁸⁷ R. Lo Vuolo, *Contra la exclusion, op.cit.*

acteurs exclus du marché de travail qui revendiquent tout d'abord, l'accès aux conditions minimales de subsistance.

On peut aussi souligner que la théorie défendue par Cohen et Arato, selon laquelle chez les NMS l'institutionnalisation n'exclut pas l'action collective de masses, est relativement conforme à la condition du *Mouvement Piquetero* en ce qu'il résulte de la combinaison de l'action institutionnalisée des partis politiques et des syndicats, d'une part, et, d'autre part, de l'action contestataire des organisations de la base. De cette façon, en plus d'exercer de la pression sur les «*big structures of state and economy*», le *Mouvement Piquetero* transforme la société civile, sous l'effet de l'apparition des nouvelles identités, normes et modèles culturels. Néanmoins, l'hypothèse défendue par Boaventura de Sousa Santos, à savoir le caractère éminemment politique de ces nouvelles formes d'action collective, nous semble tout à fait appropriée pour caractériser l'action des «*piqueteros*». Santos affirme que les NMS adoptent de nouvelles valeurs telles que la solidarité, la démocratie participative, l'autonomie, la coopération, et l'autogestion qui, à long terme, sont susceptibles de fonder une nouvelle culture politique.

Le *Mouvement Piquetero* peut alors être posé comme une réponse aux transformations structurelles qu'a subies l'État argentin des années 1990. Toutefois, à la question de savoir si le *Mouvement* possède la capacité de réunir les différents secteurs de la société argentine autour d'un projet unificateur, le matériel recueilli ainsi que l'analyse que nous avons faite ne nous permettent pas de répondre de manière positive et sans ambiguïtés. Premièrement, au sein du *Mouvement Piquetero* convergent de nombreuses organisations de la société civile luttant contre la problématique de l'exclusion sociale, mais ne partageant pas la même conception du changement social. Certaines optent pour la négociation avec le gouvernement, alors que d'autres choisissent plutôt d'être radicales. Cette hétérogénéité se reflète surtout à travers des positionnements idéologiques très différents, voire même contrastés et

opposés, entre la posture «modérée» adoptée par les syndicats et la «radicalité» des partis politiques de gauche et de certains secteurs «progressistes» de l'Église catholique adhérant au *Mouvement Piquetero*. Celui-ci se trouve incapable de transcender les lignes idéologiques particularistes pour élaborer et proposer un projet de société susceptible de se transformer en réalité politique.

Finalement, nous tenons à souligner que le passage de la condition ouvrière à celle de «desocupados» ou de sans-emploi a provoqué un choc terrible chez les individus intégrant la culture du travail. La perte du statut de travailleur signifie non seulement la privation d'un salaire, mais aussi la perte des droits et des bénéfices rattachés traditionnellement au travail. Dans une société où l'éthique du travail se double des considérations sur le bien-être personnel et social, le statut de «desocupados» est associé au malheur, à l'échec et à la honte. En revanche, si on réfère à notre analyse, l'appartenance au *Mouvement piquetero* fait retrouver la fierté perdue dans un espace de sens, de valorisation de soi et de pratique de valeurs solidaires. Il s'est opéré le passage évident d'une identité négative associée à la perte d'emploi à une identité positive associée au fait de lutter pour améliorer la vie collective et préserver la dignité humaine. Confrontés à une réalité dans laquelle l'idéal national de progrès par le travail salarié stable se trouve vidé de son sens, les «piqueteros» se réapproprient l'espace public comme moyen de formuler leur demande d'inclusion à la société qui les exclut, ceci au nom même d'une citoyenneté communément partagée et des principes d'égalité à la base de la nation argentine.

BIBLIOGRAPHIE

- Acuña, C., (2000) , «Reforma Política y políticas públicas. Tensiones de la estructura gubernamental argentina», *Escenarios Alternativos, Revista de Análisis Político*, no 8, otoño.
- Anderson, P., (1997) , *La Trama del neo-liberalismo*, Oficina de Publicaciones del CBC, UBA.
- Arce, H., (1997) , «Tendencias, escenarios y fenómenos emergentes en la configuración del sector salud en la Argentina», Santiago, Cepal, *Serie Financiamiento del Desarrollo*, no. 59.
- Arce, H., (1993) , *El territorio de las decisiones sanitarias*, Buenos Aires, Ediciones Macchi.
- Armony, V., (2002) , «L'Argentine prisonnière de sa vision mythique», *Le Devoir*, Montréal, 22 janvier.
- Armony, V., (2001) , «Marasme en Argentine», *Relations*, Montréal, décembre.
- Armony, V., (2002) , «Populisme et Néopopulisme en Argentine : De Juan Peron à Carlos Menem», *Politique et Sociétés*, volume 21, no 2, p. 52-77.
- Armony, V., (2000) , *Représenter la nation : Le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine (1983-1993)*, Montréal, Éditions Balzac.

- Armony, V., (2001) , «*Is there an ideological link between Neopopulism and Neoliberalism?*», *Brazilian Journal of Political Economy*, vol.21, no 2, pp.62-77.
- Armony, V., et Bessa, E., (2002) , « Emerging Citizen Movements in Latin America: The Case of the *Piqueteros* in Argentina», Communication présentée au : *XVe Congrès Mondial de Sociologie*, Brisbane, Australie, 2002.
- Arocena, J., (1998) , *Amérique Latine espaces de pouvoir et identités collectives*, Paris, Harmattan.
- Aspiazu, D. et Nochteff, H., (1998) , *La democracia condicionada, en Quince años de democracia*, Buenos Aires, Norma.
- Auyero, J., (2002) , *La protesta, Retratos de la beligerancia popular en la Argentina democrática*, Buenos Aires, Centro Cultural Rojas.
- Beauchemin, J. et al., (1995) , «Présentation l'État dans la tourmente», *Cahiers de recherche sociologique*, no 24, p. 7-13.
- Bessa, E., (2003) , «De la prise du pouvoir au contre-pouvoir dans l'expérience des MTD en Argentine», *Bulletin de la Chaire MCD*, no 1, automne.
- Carciofi, R., Centrángolo, O. et Laraña, O., (1996) , *Desafíos de la Descentralisation*, Santiago, Selección Cepal.
- Castel, R., (1995) , *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

- Chesnais, F., (1997) , *La firme multinationale aujourd'hui, La Mondialisation du capital*, Syros, Paris, p.91-107.
- Cohen, J., et Arato, A., (1999) , *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MIT Press.
- Colectivo Situaciones, (2002) , *Apuntes para el nuevo protagonismo social*, Buenos Aires, Édition De Mano en Mano.
- Consulta Popular, (2001) , No Hogares Pobres en Argentina, Buenos Aires, julio.
- Cross, C. et Montes Cató, J., (2002) , «Crisis de representacion e identidades colectivas en los sectores populares : Acerca de la experiencia de organizaciones piqueteras, dans *La atmósfera incandescente : Escritos políticos sobre la Argentina movilizada*», Buenos, Aires, Edition Osvaldo Battistini, *Association Trabajo y Sociedad*, p. 85-100.
- De Sousa Santos, B., (2001) , «Los nuevos movimientos sociales», *Osal, Observatorio Social de América Latina*, no 5, septiembre, p. 177-183.
- Epstein, E., (2003) , «The Piquetero Movement of Greater Buenos Aires: Working class protest during the current argentine crisis», dans *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, Vol.28, n 55-56, p 11-36.
- Farinetti, M., (1999) , «Que queda del 'movimiento obrero'?, Las formas del reclamo laboral en la nueva democracia argentina», *Trabajo y Sociedad, Indagaciones sobre el empleo, la cultura y las prácticas políticas en las sociedades segmentadas*, Santiago del Estero, no 1, vol. I, junio-septiembre.

- Filmus, D., (1996) , *Estado, sociedad y educacion en la Argentina de fin de siglo. Proceso y desafios*, Buenos Aires, Editorial Troquel.
- Garcia Canclini, N., (1996) , «Culturas en globalizacion. Europa-Estados Unidos : libre comercio e integracion», Caracas, *Nueva Sociedad*.
- Garcia Delgado, D., (1994) , *Estado y Sociedad*, Buenos Aires, Tesis Norma.
- Glaser, B., et Strauss, A., (1967) , *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine Publishing.
- Glaser, B., (1978) , *Theoretical Sensitivity : Advances in the Methodology of Gronded Theory*, Mill Valley, University of California Press.
- Gohn, M., (2000) , *Os Sem-Terra, ONGs e Cidadania: A sociedade civil brasileira na era da globalizacao*, Sao Paulo, Cortez.
- González, S., (2000) , *Argentina : Actores e instrumentos de la reforma educativa. Propuestas del centro y respuestas de la periferia*, Buenos Aires, Mimeo.
- Habermas, J., (1999) , «Nuevos potenciales de la protesta» dans *Teoría de la Acción comunicativa II*, Madrid, Taurus.
- Iñigo Carrera, N., (2001) , «Las Huelgas Generales Argentina 1983-2001 : un ejercicio de periodización», *Documentos y comunicaciones : PIMSA*, Buenos Aires, no 5, p.91-135.

Jelin, E., (2002) , *Movimientos sociales y Democracia emergente*, Buenos Aires, Prometeo.

Jordan, A., (1993) , *El Proceso : 1976/1983*, Buenos Aires, Emecé Editores.

Katz, I., (1998) , *Al gran pueblo argentino, Salud! Una propuesta innovadora*, Buenos Aires, Eudeba.

La Hipótesis más allá de los piquetes, (2002) , Buenos Aires, Édition De Mano en Mano.

Laperrière, A., (1997) , «La théorisation ancrée», dans *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Gaëtan Morin, Montréal, p. 309-331.

Linera, A. G., (2001) , «La estructura de los movimientos sociales en Bolivia», *Osala, Observatorio Social de América Latina*, no 5, septiembre, p.185-188.

Lo Vuolo, R., (1996) , *Contra la exclusion*, Buenos Aires, CIEPP.

López Echagüe, H., (2002) , *La política está en otra parte, Viaje al interior de los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, Editorial Norma.

Lozano, C., (2001) , «Contexto económico y político en la protesta social de la Argentina contemporánea», *Osala, Observatorio Social de América Latina*, no 5, septiembre, p.5-10.

Lozano, W., (1999) , «Desregulación laboral, estado y mercado en América latina : Balance y retos sociopolíticos». *Los noventa, Política, sociedad y cultura en*

América Latina y Argentina de fin de siglo, Buenos Aires, Flacso-Eudeba, Universidad de Buenos Aires, p. 79-109.

Maceira, V. et Spantenberg, V., (2001) , «Una aproximación al movimiento de desocupados en el marco de las transformaciones de la clase obrera en Argentina», Osal, Conseil Latino-américain des Sciences Sociales, Buenos Aires, CLACSO, no 2, juin, p. 23-28.

Magnette, P., (2001) , *La citoyenneté: une histoire de l'idée de participation civique*, Bruxelles, Bruylant.

Mallimaci, F., (2002) , «Crisis terminal, pobreza y sentidos en la Argentina contemporánea», *Revista Theomai*, hiver, p. 2-27.

Mancebo, M., (1999) , «La sociedad argentina de los '90 : crisis de socialización», dans *Los noventa. Política, sociedad y cultura en América Latina y Argentina de fin de siglo*, Buenos Aires, Flacso-Eudeba, Universidad de Buenos Aires, p. 177-199.

Mellucci, A., (1982) , «Acteurs et analystes» dans *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*, sous la direction de A.Touraine, Les Éditions ouvrières, Paris, p22-26.

Melucci, A., (1994) , «Que hay de nuevo en los 'nuevos movimientos sociales'?», dans *Los nuevos movimientos sociales. De la ideología a la identidad*, Lazaña Gusfield, Centro de Investigaciones Sociológicas.

- Ministerio de Economía de la Nación, (1997) , Secretaría de Programación Económica y Regional: Caracterización del gasto público social período 1980-1997.
- Oszlach, O., (1997) , «Estado y Sociedad: Las nuevas reglas de juego», Coleccion CEA-CBC, vol. 1.
- Oszlach, O., (1990) , *La formación del Estado Argentino*, Buenos Aires, Editorial de Belgrano.
- Oviedo, L., (2001) , *Una historia del movimiento piquetero : De las primeras coordinadoras a las asambleas nacionales*, Buenos Aires, Rumbos.
- Paillé, P., (1994) , «L'analyse par théorisation ancrée», Cahiers de recherche sociologique, no 23, p. 147-181.
- Peréz, G., (2001) , «*Palido Fuego : Hannah Arend y la declinación de la figura del trabajador en las sociedades contemporáneas*», Instituto Gino Germani, Université de Buenos Aires.
- Petras, J. et Veltmeyer, H., (2002) , «Argentina : Between disintegration and revolution», *CovertAction Quarterly magazine*, Fall.
- Portantiero, J. C., (1987) , «La transformación entre la confrontación y el acuerdo», dans *Ensayos sobre la transición democrática en Argentina*, Buenos Aires, *Puntosur*, p.257-293.
- Quevedo, L. A., (1999) , «Política, medios y cultura en la Argentina de fin de siglo», dans *Los noventa, Los noventa. Política, sociedad y cultura en América*

Latina y Argentina de fin de siglo, Buenos Aires, Flacso-Eudeba, Universidad de Buenos Aires, p.201-224.

Reguilo, R., (2000) , «Estrategias del desencanto», *Emergencia de culturas juveniles*, Buenos Aires, Editorial Norma.

Rodríguez, G., (2001) , « Un Rosario de conflictos. La conflictividad social en clave local», Osal, Conseil Latino-américain des Sciences Sociales, Buenos Aires, CLACSO, no 2, juin, p. 29-36.

Rodrik, D., (1991) , «The limits of trade reformes in Developin Countries», *The Journal of Economic Perspectives*, winter.

Rosanvallon, P., (1995) , *La nueva cuestion social*, Buenos Aires, Manantial.

Sarlo, B., (1993) , « Notas sobre cultura y política », *Cuadernos Hispanoamericanos*, nº 517-519, p. 51-64.

Scribano, A., (1999) , «Argentina ‘cortada’ : cortes de ruta y visibilidad social en el contexto del ajuste», dans *Lucha Popular, Democracia, Neoliberalismo : Protesta Popular en América latina en los Años del Ajuste*, López Maya, Margarita, Caracas, *Nueva Sociedad*, p. 45-72.

Scribano, A., et Schuster, F., (2001) , «Protesta social en la Argentina de 2001 : entre ruptura y normalidad», Osal, Conseil Latino-américain des Sciences Sociales, Buenos Aires, CLACSO, no 2, juin, p. 17-22.

- Seoane, J. et Taddei, E., (2000) , «La conflictivité sociale en Amérique latine», Osal, Conseil Latino-américain des Sciences Sociales, Buenos Aires, CLACSO, no 1, juin, p. 12-17.
- Sidicaro, R., (1995) , «Poder político, liberalismo económico y sectores populares en la Argentina, 1989-1995», dans *Peronismo y menemismo : avatares del populismo en la Argentina*, Buenos Aires, El Cielo pour Asalto, p. 119-156.
- Strauss, A., et Corbin, J., (1990) , *Basics of Qualitative Research*, Newbury Park, California, Sage.
- Strauss, A., (1987) , *Qualitative Analysis for Social Scientist*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Svampa, M., (2000) , *Desde Abajo : Transformacion de las Identidades*, Buenos Aires, Biblos.
- Tenti Fanfani, E., (2000) , «Exclusion social y acción colectiva en la Argentina de hoy», *Revista Punto de Vista*, no 67.
- Tilly, C., (1992) , «How to Detect, Describe, and Explain Repertoires of Contention», *The Working Paper Series*, Working Paper, no 150, New School for Social Research.
- Ulysse, P., Lesemann, F., et La Serna, C., (2003) , *Frente a la exclusión social qué caminos? Los casos de Québec y Argentina*, Córdoba, Edicions del IIFAP, 2003.